

LES

FRIENDLY SOCIETIES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le jeudi 25 mai 1899 à 8 heures 1/2.

PAR

RENÉ CRAGGS

Président : M. RAOUL JAY, *professeur.*

Suffragants { MM. DESCHAMPS, *professeur.*
SOUCHON, *agrégé.*

PARIS

A. CHEVALIER-MARESCQ & C^{ie}, ÉDITEURS

20, RUE SOUFFLOT, 20

—
1899

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES
FRIENDLY SOCIETIES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le jeudi 25 mai 1899 à 8 heures 1/2.

PAR

RENÉ CRAGGS

Président : M. RAOUL JAY, *professeur.*
Suffragants { MM. DESCHAMPS, *professeur.*
 SOUCHON, *agrégé.*



PARIS

A. CHEVALIER-MARESCQ & C^{ie}, ÉDITEURS

20, RUE SOUFFLOT, 20

—
1899

A MON MAITRE

M. R. JAY.

CHAPITRE PREMIER

1. Importance générale de l'institution. — 2. Principe et objet pratique. — 3. Essence et forme. — 4. Caractère socialiste des friendly societies. — 5. Conditions techniques et mathématiques. — 6. Types principaux : *local club*, *affiliated order*. — 7. Organisation intérieure des ordres. Leur origine propre. — 8. Variétés de Friendly societies. — 9. Collecting societies.

1. Les friendly societies forment un groupe d'organismes spontanés dont le développement ne peut être aisément comparé à celui d'aucune autre institution sociale. Elles constituent un type d'association ouvrière qui est, à bien des égards, le plus digne d'intérêt. Elles ont été le foyer d'une activité féconde dont les bienfaits ne se sont pas limités à la classe des salariés et se sont étendues même au delà de la nation pour se propager à l'étranger et dans les quatre parties du monde.

En 1875, M. Holmes, membre de la Chambre des communes, disait à la séance du 25 février : « Si nous considérons l'histoire de ces sociétés, nous devons reconnaître que les ouvriers de ce pays ont montré, dans l'administration de leurs intérêts, une somme de sagesse, de confiance en soi, de sens pratique qui est un des plus intéressants caractères du progrès et de la civilisation du siècle où nous vivons et qui ne trouve aucun parallèle dans aucun autre pays d'Europe ». Ces paroles n'ont rien perdu de leur opportunité et l'importance des friendly societies s'accroît encore.

Il est malaisé de déterminer combien elles comptent de

membres, à moins de se borner au Royaume-Uni. Et même dans ces limites, ne peut-il être question que des friendly societies ayant une existence légale consacrée par un enregistrement. En dehors de la protection du législateur, il y en a un certain nombre qu'on ignore, qui végète et diminue de jour en jour. Du rapport du Chief Registrar pour 1896, publié en 1897, il résulte que le nombre des membres des Friendly societies, au sens étroit, c'est-à-dire, à l'exclusion des collecting societies, est pour le Royaume-Uni de 4.445.047 (1). Ce nombre ne comprend pas toutes les personnes intéressées à l'existence et à la prospérité de l'institution. Il y a lieu de tenir compte des femmes des membres dont la proportion ne peut être qu'approximative. D'après le même rapport, l'importance financière de ces sociétés se chiffre par £ 23.289.847, soit environ fr. 588.000.000. En ce qui concerne les colonies les renseignements les plus instructifs sont relatifs à l'Australie. On y comptait en 1896 3.100 branches appartenant à différentes sociétés et ayant plus de 246.000 membres ; leur capital s'élevait à £ 2.784.447 environ fr. 70.000.000.

Les friendly societies n'ont atteint qu'à la longue, ce degré d'extension. Leur raison d'être est, en quelque sorte, aussi ancienne que l'instinct de sociabilité. On trouve en Grèce et à Rome des institutions semblables (2). Cependant l'évolution des friendly societies ne remonte guère au delà du siècle dernier. Elle s'est accomplie difficilement, mais avec force, au milieu d'obstacles qui tenaient à la nature de l'institution à la défiance du législateur, à l'ignorance commune et à la calom-

1. Des statistiques récentes indiquent un chiffre un peu au-dessous de celui-ci : 4.203.601. Il serait téméraire d'attribuer cette différence à un mouvement rétrograde. Il paraît bien que l'importance numérique et financière des sociétés s'est sensiblement accrue depuis 1896. Voir un article du *Daily Chronicle* du 28 décembre 1898.

2. *Friendly societies of Antiquity*, par H. Tompkins.

nie. Les friendly societies occupent une place importante dans l'histoire de la législation anglaise. Depuis 1793, elles ont été l'objet de douze lois principales, et, à partir de 1823, sept commissions parlementaires, dont une commission royale, se sont efforcées de préparer le régime qui convint le mieux à leur destination. Leur histoire mouvementée, parfois orageuse et sombre, touché à tous les grands faits du développement économique de l'Angleterre. Elles ont donné naissance aux sociétés coopératives ; elles ont réduit le mal causé par l'organisation de l'Assistance légale à sa plus simple expression.

Les friendly societies sont l'indice de la santé morale du peuple anglais et une garantie du bien-être général. L'homme y puise les qualités qui sont la cause de la prospérité domestique. Le citoyen y acquiert l'expérience et la sagesse qui font les nations fortes. Leur influence rayonne en des voies multiples. Elle s'exerce par l'organe d'une presse spéciale : les grandes sociétés publient des revues périodiques où s'enregistrent les mouvements généraux et particuliers. Dans les livres confiés aux mains des écoliers de l'enseignement primaire, des pages remarquables de simplicité et de clarté traitent de leur sujet. Par leur histoire, leur extension et leurs résultats elles s'imposent à l'admiration de tous et à l'attention particulière de l'étudiant.

2. Il ne paraît pas inutile de distinguer le principe et l'objet pratique des friendly societies. Le principe est d'ordre altruiste. C'est le désir naturel aux hommes de partager leurs satisfactions morales et, d'une façon générale, leurs plaisirs. Si l'on se borne à l'analyse de l'institution dans les conditions de son fonctionnement actuel et qu'on opère sur un moment de son évolution pour ériger en caractères essentiels les effets de circonstances fatales, il n'est pas douteux qu'on puisse y découvrir un mobile égoïste mais il est probable qu'on n'y

trouvera pas, sans difficultés, les raisons exactes de sa formation. Il n'est pas permis d'expliquer un fait, abstraction faite de ses antécédents. A l'origine, les friendly societies ont pour cause une certaine communauté de jouissances. C'est une cause évidemment altruiste ; l'égoïsme pur comporte une jalousie qui exclut toute communication. Il semble même que ces associations aient eu une raison d'être indépendante de l'individu et d'autrui. L'idée qui préside à leur constitution primitive est l'accomplissement en commun de certaines cérémonies religieuses. Le caractère religieux est encore un trait des friendly societies. Il suffit de parcourir les pages du *Quarterly Magazine* des oddfellows de l'Unité de Manchester, pour se convaincre de l'esprit de mysticisme, que des sociétés de cet ordre entretiennent. Philosophiquement, on peut soutenir que le principe des friendly societies est l'idée de jouir en commun des satisfactions que procure l'exercice de l'activité libre individuelle et l'on peut aller jusqu'à dire que c'est encore la cause finale de l'institution. Dans un article de la revue trimestrielle des oddfellows de 1894, intitulé « social aspect of the Manchester Unity » et signé du nom d'un secrétaire de loge, la tendance vers l'organisation de jouissances communes se manifeste nettement. « Que l'homme ne peut vivre seule-
« ment de pain, y est-il dit, est écrit dans un sens beaucoup
« plus large que celui dans lequel nous l'entendons. L'état
« mental exige un renouvellement aussi bien que l'état phy-
« sique. C'est parfois le repos qui est le principe restaurateur
« dont on a besoin et c'est parfois aussi le plaisir. Après la
« journée de travail fournie dans la boutique, après les heures
« de tension mentale passées au bureau, l'homme a besoin
« d'une détente, ses facultés excédées réclament un tonique
« approprié. Ce sera dans les relations, dans les plaisirs de la
« réunion qu'on devra le rechercher... Que l'Unité de Man-

« chester donne l'exemple. En utilisant ses éléments de « sociabilité, en exploitant les talents virtuels qu'elle contient, « qu'elle fasse de ses loges des centres d'édification et d'attraction ». Dans un autre article, un membre de l'ordre, propose la création « d'un grand social master » ayant pour fonction l'organisation des fêtes et des plaisirs et placé à la tête d'un service spécial (1). Ces idées ne sont pas de pures rêveries. Beaucoup de loges sont entrées dans la voie indiquée par les auteurs des articles précédents et organisent tantôt des soirées musicales, tantôt des conférences scientifiques. Parfois, ces conférences s'élèvent à la hauteur des questions les plus intéressantes de l'économie politique comme en atteste le sujet suivant : « les grandes grèves, ce qu'elles ont coûté et leurs résultats ». On pourrait citer d'autres manifestations de ce besoin de récréation commune qui est à la base des friendly societies et qui en a été la cause originaire. Il y a cependant une certaine part d'idéal dans ces considérations ; l'objet pratique de l'institution est autre.

Les relations nées de la communauté primitive ont établi, entre ses membres, des liens de solidarité dont la conséquence naturelle est de venir en aide à ceux que le malheur frappe et de pourvoir, le cas échéant, aux funérailles des morts. Mais, comme le malheur s'exerce d'une façon inévitable et constante, il s'ensuit que les friendly societies ont pour fonction positive d'assurer leurs membres contre ses conséquences. Y a-t-il une différence irréductible entre le principe et l'objet pratique de l'institution ? La meilleure garantie de l'exercice de l'activité libre individuelle ne réside-t-elle pas dans la con-

1. La même personne formule un vœu qui se ressent un peu du milieu où il a pris naissance ; c'est l'adjonction à la loge d'un foot ball club et d'un cricket club,

dition même de son dégagement et cette condition est-elle autre que la conservation des ressources de l'individu et de son capital ? Entre les deux idées il y a relation de moyen à fin. Mais par l'effet d'une loi psychologique qui s'exerce au sein des groupes comme dans la sphère des phénomènes de la conscience individuelle, il semble que le moyen se soit substitué à la fin, sans que l'association ait totalement perdu conscience de ce dernier terme.

3. Les friendly societies sont des associations coopératives qui n'intéressent pas que l'ouvrier au sens étroit, mais toute personne vivant de son activité. La coopération est née parmi ceux qui n'étaient pas assez riches ou, pourrait-on dire, assez pauvres pour s'en remettre à d'autres du soin de leurs affaires. Elles intéressent surtout une certaine élite ouvrière. Il y a, ici encore, unité entre l'essence des moyens d'action et le principe des friendly societies : la coopération et l'altruisme. La coopération exige, en effet, que tous ceux qui y prennent part ne marchandent pas leurs efforts. Si chaque membre se proposait de tirer le maximum d'avantages en se donnant le moins de peine possible, il serait la première dupe de son calcul. Si, par exemple, les membres participant à l'administration négligeaient en l'absence de rémunération, de remplir avec conscience leur fonction, ils seraient, en tant que membres, lésés par leur propre faute. C'est l'idée qu'exprime une société des Etats-Unis dans un « appel aux Indifférents » : « Frère, dit-elle, croyez-vous que la loge soit de quelque utilité pour vous et votre famille ? S'il en est ainsi, ne pouvez-vous pas lui donner une soirée par semaine ou au moins une soirée par mois pour servir ses intérêts. Est-il équitable ou juste que quelques-uns supportent la charge de l'administration de la loge quand ils n'ont pas plus d'intérêt que vous à son existence. Si tous les membres ne prenaient pas

« plus d'intérêt que vous à la loge, combien de temps vivrait-elle ? » L'intérêt personnel est en quelque sorte obligé, par la nature du principe coopératif, d'assumer les caractères et les moyens du désintéressement lui-même. L'histoire des friendly societies offrent des exemples intéressants de ce qu'on pourrait appeler le dévouement coopératif. Le plus digne d'être mentionné est, peut-être, celui de M. Ratcliff, l'auteur des tables qui ont donné une impulsion si décisive à l'Unité de Manchester et à l'ensemble des friendly societies. Le désintéressement est de la nature de l'institution ; on en trouve la preuve jusque dans les friendly societies de l'antiquité. Il est el trésorier de la société des *thiasotes* cité par M. H. Tompkins dont la générosité pourrait être mise en regard de l'abnégation de l'ancien secrétaire des oddfellows.

La forme juridique des friendly societies est celle d'un contrat d'assurance mutuelle, au point de vue subjectif étroit, ce contrat a un caractère de prévoyance purement individuelle. Les contractants mettent en balance deux risques qui se font équilibre : celui de perdre l'argent qu'ils versent et celui d'être privé de secours en temps de besoin. La forme des friendly societies est donc à cet égard, celle d'un contrat commutatif.

Les risques qui font l'objet de l'assurance contractée avec les Friendly societies sont multiples. A raison de ce qu'elles n'intéressent que les personnes vivant exclusivement de leur activité, on conçoit que leurs objets se réduisent, en général, à l'assurance de ce qui est, pour cette catégorie sociale, le capital, c'est-à-dire la force de travail individuelle, dans tous les cas où elle subit une pression et dans ceux qui la suppriment. La force de travail peut recevoir une atteinte plus ou moins grave de la maladie ; elle peut être définitivement compromise. Elle subit un échec irréparable de la vieillesse. Il arrive

souvent qu'elle ne trouve pas à s'employer ; elle existe alors à l'état de capital mort. Il faut aussi noter que l'ouvrier vit au milieu d'une famille et qu'il a charge d'âmes. L'intérêt de sa vie ne se limite pas à son individu ; le jour où il fera défaut, la famille dont il est le soutien risquera de s'anéantir. Cette famille est, en outre, une cause de consommation progressive et ses mouvements d'expansion exercent une lourde pression sur le budget de l'ouvrier. Toutes ces questions sont envisagées par les friendly societies, c'est le problème de l'existence dans toute son ampleur qu'elles ont hardiment essayé de résoudre au moyen d'un système d'assurances multiples.

4. Les principaux objets des friendly societies sont, en fait, 1° l'allocation de secours pour cause de maladie ; 2° le paiement d'une somme d'argent à la mort des membres, en vue, généralement, de défrayer leurs funérailles. En ce qui concerne ce dernier objet les membres de la société sont sûrs de profiter de l'assurance contractée, sauf le cas de faillite de la société. La mort est une nécessité inéluctable. Toutefois ne peut-on point déterminer, à l'avance, la durée de l'existence individuelle. La promesse des sociétés de verser une certaine somme à l'avènement d'une condition fatale se base sur des moyennes de probabilités de vie et le bénéfice recueilli par les représentants du défunt est essentiellement variable. En matière d'assurance contre la maladie, on peut supposer que le bénéfice devienne nul. Quelque universel que soit le risque de maladie, et c'est, pour l'ouvrier une règle générale, il n'est pas impossible qu'il y ait des exceptions. S'il y en a, les effets du contrat sont ceux d'une obligation unilatérale ; l'assuré a simplement acquis, en échange du paiement des primes, une certaine tranquillité d'esprit d'ailleurs appréciable en économie privée.

L'inégalité dans la répartition des avantages de la société est la condition essentielle à l'exercice de la mutualité. A cet égard, et, tout au moins, objectivement, les friendly societies, au même titre, que tous les groupements mutualistes, ont un caractère communiste. Elles consistent dans la mise en commun de moyens de secours dont l'attribution est indépendante d'une loi d'équivalence ou d'une rétribution proportionnelle à un fait de l'activité individuelle. Ce sont des institutions de nature socialiste. On a cherché à diminuer autant que possible la brèche faite à la loi d'équivalence en proportionnant les conditions d'accessibilité à certaines présomptions telles que l'âge, le sexe, le milieu, la profession. Il va sans dire que ces corrections, quoi qu'elles aient un effet positif, ne seront jamais d'une exactitude complète, ou le contrat de mutualité aura cessé d'être pratiqué. Aussi pourrait-on dire, à la rigueur, que l'inégalité dans la répartition des avantages de la société n'est pas une conséquence absolument indépendante de la volonté des parties. Chacun sait qu'il peut éventuellement payer pour autrui et il s'y engage volontairement. Toutefois, si cette considération ne paraît pas devoir s'appliquer d'une façon incontestable à la mutualité en général, elle n'est pas dénuée de fondement en ce qui concerne les friendly societies. Il y a dans ces groupements une idée d'assistance et de charité, une intention altruiste. La part de communisme inhérente à tous les groupements mutualistes est, pour les friendly societies qui reposent sur le principe des relations amicales, une idée consciente et volontaire.

Pour que le contrat soit parfait, il faut que l'élément de socialisme qui lui est inhérent ne dégénère pas en cause d'injustice. Il y a socialisme ou communisme en tant qu'il y en a qui paient pour les autres. Mais encore faut-il que cette

conséquence du contrat soit indépendante du fait des parties. Il y aurait injustice si l'organisation de la société permettait à la perversion humaine de s'y introduire et à l'égoïsme systématique d'en profiter aux dépens d'autrui. Supposez, par exemple, que la contribution qui donne accès à la société soit la même pour tous, indépendamment de l'âge des personnes, l'intérêt individuel détournera l'ouvrier d'y entrer avant un âge où les atteintes de la maladie et le besoin de secours se font généralement sentir. Il attendra le plus longtemps possible pour se constituer des droits à l'assistance des friendly societies, et une fois admis, il épuisera l'épargne amassé au cours des années de santé et de force de celui qui a contribué, durant sa jeunesse, au fond commun. Celui-ci paiera une prime, à l'imprévoyance et à la mauvaise foi. Il n'y aura plus aucune proportion entre la situation de l'un et celle de l'autre. L'égalité des conditions du contrat sera rompue. Les friendly societies s'exposent aux abus de confiance mais l'injustice n'est point une conséquence naturelle de l'institution.

5. En tant que sociétés d'assurance les Friendly societies reposent sur des bases mathématiques qui sont des probabilités de vie et de maladies déterminées à l'aide de statistiques. Leur mécanisme consiste dans la capitalisation des primes fixées de telle sorte que le capital puisse faire face à toutes les prévisions. Leurs conditions d'existence sont une source de difficultés techniques ardues et ce n'est pas sans quelque admiration qu'on voit des représentants de la classe ouvrière les affronter et les résoudre avec autant de compétence. La question vitale réside dans l'observation rigoureuse d'une proportion déterminée entre les contributions encaissées et les sommes à déboursier. Comme en matière de comptabilité publique, les recettes se règlent sur les dépenses, mais en ce qui concerne les friendly societies, il s'agit d'évaluer un

passif dont l'étendue dépend d'éléments éventuels et divers ; 1° du nombre des membres ; la répartition des risques sur une plus grande superficie les divise et amoindrit la part de chacun ; 2° de l'âge des membres : ceux-ci auront un besoin d'autant plus fréquent de secours qu'ils seront plus âgés ; leur vieillesse peut ouvrir un droit à une retraite ; leur mort constitue l'échéance la plus onéreuse ; 3° de la santé des membres (1) : elle dépend des conditions de leur existence qui diffèrent avec les milieux et les professions ; 4° des professions : indépendamment des effets qu'elles ont sur la santé, elles sont plus ou moins périlleuses, plus ou moins susceptibles de causer des accidents mortels ; 5° du taux des allocations. Grâce à des observations réitérées au cours de séries d'années on est parvenu à exprimer des moyennes de maladies et de mortalité pour un nombre d'individus plus ou moins grand, pour chaque âge de la vie, pour les divers milieux et les différentes professions. Ces moyennes permettent d'apprécier les risques des sociétés. Ils s'accroissent progressivement dans les premières années et atteignent leur maximum sitôt que la mort commence à s'exercer régulièrement parmi les membres. Pour qu'une société puisse se maintenir, il faut que son actif s'accroisse dans la même mesure. Sa solvabilité dépend d'une proportion entre les contributions et les allocations déterminée de telle sorte que les progrès de la capitalisation des primes suivent l'accroissement des risques sociaux.

Il faut, cependant, noter qu'une société insolvable en elle-même pourrait indéfiniment subsister à l'aide d'un influx constant de jeunes membres. La faillite ne serait menaçante ou

1. A raison de l'influence qu'exerce l'état de santé des membres sur le passif des friendly societies, certains ordres ont exigé comme condition d'admission, une obligation sous serment, de tempérance.

inévitables que le jour où cet influx diminuerait ou cesserait. Pendant longtemps, la plupart des friendly societies, insolvables au point de vue technique, purent se développer avec toutes les apparences de la prospérité. Telle est, en effet, la différence existant entre l'insolvabilité de ces sociétés et celle, par exemple, d'une société commerciale, qu'il s'agit, d'une part, d'un passif qui résulte de l'évaluation actuelle d'engagements libérables dans l'avenir, suivant une relation identique et constante, et qui, par conséquent, est susceptible d'être masqué par l'encaissement de nouvelles primes, tandis que, d'autre part, le passif dont il peut être question est constitué par des dettes échues et s'apprécie au moment des échéances. La société de commerce ne peut conjurer les conséquences des échéances qui ont eu lieu ni influencer directement celles des échéances à venir. Une Friendly society, soit en élevant le taux de ses contributions, soit en réduisant celui des allocations, peut atteindre le niveau nécessaire au succès de ses opérations.

Lorsque l'assurance a pour objet le paiement d'une somme au cas de décès ou de maladie, la proportion à observer entre le taux des contributions et celui des allocations est déterminée par des tables construites à cet effet. Mais, il y a des fonds spéciaux dont l'administration est indépendante de la science des statistiques vitales, comme le fond de secours accordés aux ouvriers à la recherche d'un emploi. En ce cas, on a recours à des tâtonnements et à des procédés empiriques.

6. La comptabilité d'une friendly society est plus ou moins compliquée suivant le mode d'organisation adopté par la société elle-même. On peut en distinguer deux grands types : le « local club » et « l'Affiliated order ». Ils se rencontrent

l'un et l'autre à l'état coexistant ; il y a cependant entre les deux types un rapport chronologique.

Le local club est le type primitif ; son organisation est plus ou moins rudimentaire ; ses opérations comprennent rarement l'allocation de secours au cas de maladie : elles se limitent à l'assurance d'une somme payable au décès des membres pour faire les frais de leurs funérailles et venir en aide à la veuve. Le « local burial club » jouit d'une grande popularité au sein des agglomérations d'ouvriers astreints à un même travail et en particulier, pour le sud de l'Angleterre, dans le voisinage des chantiers de l'Etat (1). Ils procèdent, en général, de l'habitude prise par les ouvriers de faire une quête au décès de leurs compagnons et d'en remettre le produit aux familles des défunts. Il n'y a aucune contribution régulière. La part de chacun est ordinairement fixée à 1 shilling et recueillie par quelque ami du défunt. Ces perceptions occasionnelles s'appellent des « levies ». Une société, à ce degré d'existence n'a pas de capital et ne pourrait, à aucun titre, bénéficier de l'enregistrement légal. Le premier pas dans la voie de l'organisation consiste à garder en réserve ce qu'on désigne par *une mort en main* « *one death in hand* » afin d'éviter les retards qui accompagnent la quête et de pouvoir donner à la veuve, en temps opportun, l'argent nécessaire aux premières dépenses du deuil. Cette opération comporte quelque peine et une certaine responsabilité de la part du collecteur ; pour lui constituer une rémunération, on élève de quelques pennies le montant de la « levy ». Ce système a été, par la suite, une cause de perversion pour beaucoup de sociétés. A ce moment, les clubs se font parfois enregistrer et le « death in hand » représente le capital. De nouvelles modifications deviennent né-

1. Quatrième rapport de la Commission de 1870,

cessaires lorsque le club a pris une extension plus grande et que les décès se font plus fréquents. La « levy » n'est plus suffisante. L'objection la plus grave qu'elle soulève est l'incertitude de l'époque du paiement. Tout d'abord la « levy » paraît être le procédé le plus simple et le plus économique car il permet de laisser l'argent aux mains du contribuable, jusqu'à ce qu'on en ait besoin. Mais il devient le plus incommode et le plus onéreux dès que deux ou trois décès se produisent consécutivement. La « levy » est alors remplacée par une souscription hebdomadaire calculée de manière à couvrir un peu plus que les dépenses courantes. L'excédent sert à constituer un fonds de réserve que les membres du club se partagent annuellement. Les allocations promises se mesurent à la somme nette des souscriptions et la désignation du montant de cette somme est quelquefois l'unique raison sociale du club : il y en eut qui s'intitulaient de « thirty pounds » ou de « fifty pounds ». Arrivés à cette apogée, les « death clubs » ne tardent pas à dégénérer. Ils ont vécu, jusqu'alors, au jour le jour. Pour peu que les décès se multiplient au-delà d'une certaine limite, le capital social s'épuise irréparablement. Les premières économies consistent à supprimer les « nominations » ou « extra-benefits » accordés à la femme du membre titulaire, soit à toute personne que celui-ci a préalablement désignée et qu'on appelait pour cette raison son « nominee ». L'usage invétéré de distribuer des dividendes accélère la décadence du club jusqu'au jour où les membres sont obligés de reconnaître que la majorité d'entre eux ne lui survivra pas et la dissolution s'ensuit. « Un local club qui survit à une génération est une exception » (1). L'organisation du burial club peut cependant atteindre des

1. Quatrième rapport de la Commission de 1870.

proportions considérables, mais à la condition de perdre tout caractère coopératif et socialiste. Elle a donné naissance aux *collecting burial societies* essentiellement différentes des friendly societies.

On peut considérer le local club comme une friendly society atrophiée par suite d'un vice de constitution. Nul doute que s'il était fondé dans des conditions de stabilité financière, il ne puisse prospérer. La cause de la précarité de son existence ne réside point dans les limites de sa sphère d'opérations. Il importe, au contraire, pour qu'une friendly society conserve son caractère coopératif et les avantages qui en découlent, que ses opérations se localisent et ne dépassent pas les limites au-delà desquelles le contrôle efficace des membres serait impossible. L'« affiliated order » présente tous les avantages du local club sans aucun de ses inconvénients. C'est le type de friendly society le plus important et le plus original. « Jamais une affiliated friendly society, disaient les commissaires de 1874, n'est venu au monde ailleurs que dans les Iles Britanniques, les colonies britanniques et les Etats-Unis. Elles constituent un type tout à fait particulier aux hommes de notre propre race. En outre, leur diversité et leur développement sont si considérables qu'une étude minutieuse de leur organisation équivaut presque à l'étude du corps entier des friendly societies. » A la même époque, Sir George Young, *assistant commissioner*, écrivait dans son rapport particulier : « Partout où je suis allé, j'ai recueilli la même histoire de la bouche des membres des clubs anciens ou locaux : nous ne pouvons tenir contre les grands ordres. Partout où ils pénètrent, les clubs existant cessent de recruter de nouveaux membres et d'ici une demi-génération, ils auront vécu. »

7. Les affiliated orders ne sont pas une simple juxtaposition de clubs locaux. Une hiérarchie domine leur organisation et s'adapte heureusement à leur gouvernement par en bas. Elle consiste dans la subordination de fonctions et de prérogatives et la superposition de trois éléments distincts plus ou moins compréhensifs : les branches primaires ou clubs, le district embrassant un certain nombre de branches, et, par dessus, tout le corps central de l'ordre émané de l'assemblée générale annuelle des délégués des branches.

Les branches s'administrent elles-mêmes et nomment les fonctionnaires du district. A chaque branche et à chaque district, s'adjoint un secrétaire permanent. L'administration centrale se compose d'un corps de six à neuf directeurs et d'un président élus, du dernier président et d'un secrétaire général permanent. Le Président est élu, le plus souvent, pour deux ans. Il porte un titre différent suivant les sociétés. C'est le grand maître de l'unité de Manchester, le « High court Ranger » des Foresters. Le corps central est un pouvoir exécutif responsable devant les délégués des branches et ceux-ci forment, en quelque sorte, un pouvoir législatif.

L'assemblée des délégués se tient parfois successivement dans chacun des principaux centres d'opérations de la société ; de là, le nom « d'Annual Moveable Committee » qui lui est, dans ce cas, donné. Ces « annual Moveable Committees » ont été inaugurés le 30 mai 1822 par l'Unité de Manchester, dans le but de conjurer la méfiance qu'inspiraient aux membres, au fur et à mesure que l'ordre s'agrandissait, les idées de centralisation et les dispositions à caractère oligarchique. L'avantage du principe est d'éviter qu'une même influence locale agisse sur la représentation de la volonté générale et de favoriser l'éclosion, au grand jour des discus-

sions publiques, des idées qui naissent partout où la société a établi son empire.

Leurs objets essentiels consistent : 1^o à fournir à leurs membres une allocation hebdomadaire, les soins d'un médecin attitré, et les médicaments utiles, ou « sick pay and medical attendance » ; 2^o à payer au décès des membres, une somme d'argent ou « burial money », qui permet à la veuve de supporter les dépenses de l'enterrement et de subvenir, pendant quelque temps, à ses besoins, sans avoir recours à la charité publique. Les branches sont financièrement indépendantes les unes des autres, en tout ce qui concerne le premier de ces objets, mais elles assument une responsabilité solidaire, dans l'étendue du district, quant au *burial money*. Cette double organisation correspond aux difficultés du fonctionnement de l'assurance mutuelle.

En matière d'assurance contre la maladie, la difficulté qu'il s'agit de résoudre est la possibilité de la fraude. Quant à l'assurance sur la vie la condition de réussite est un nombre d'assurés permettant de constituer une assiette assez étendue. Les conséquences de la fraude peuvent être évitées en restreignant la sphère d'opérations du *sick club* de façon à ne pas dépasser les limites dans lesquelles les membres se connaissent et sont susceptibles d'exercer une surveillance mutuelle. Une superficie étroite est nécessaire à la bonne administration du « sick fund » tandis qu'elle ferait échec au fonctionnement de l'assurance sur la vie. En ce qui concerne le « burial benefit », il n'y a pas de fraude à craindre, mais la nature du risque exige une surface de répartition assez grande pour que chacun puisse aisément supporter sa part. C'est à cette double condition que répond d'une part la branche, et, d'autre part, le district des *affiliated orders*. Les branches, au point de vue

du *sick fund*, et les districts, par rapport au *funeral benefit*, peuvent être considérées comme des sociétés distinctes.

Les statuts élaborés par les *committees* annuels sont d'une application générale, mais, sauf ces dispositions, la multiplicité des objets, les échelles de contributions, la proportion des frais généraux peuvent varier de branche à branche. L'une peut être solvable et l'autre insolvable. Il y a cependant comme une ombre de responsabilité solidaire entre elles. Les statuts généraux prévoient, en effet, une certaine assistance prêtée à une branche ou à un district nécessiteux. Cette assistance ne donne pas lieu à un droit ; c'est une simple manifestation et non la moins remarquable, des principes altruistes essentiels aux friendly societies. Il arrive le plus souvent que les branches nécessiteuses ne doivent le mauvais état de leurs affaires qu'à l'inobservation des statuts généraux. Le grand maître de l'Unité de Manchester, dans son discours d'ouverture à l'*Annual Moveable Committee* de Gloucester (1888) signalait le fait révélé par le rapport du « Committee of Relief » et cette circonstance ne l'empêchait pas d'ajouter : « Les préceptes de notre ordre ne nous disent-ils pas que nous ne devons pas rester sourd à la voix de la misère de quelque côté qu'elle se fasse entendre et que nous devons toujours être prêts à tendre la main à notre confrère en détresse. » Les secours accordés aux branches et aux districts nécessiteux sont prélevés sur un fonds spécial appelé « distress fund ».

Il existe à d'autres égards certaines relations entre les branches. Un ouvrier peut changer de domicile et venir habiter dans le rayon d'une nouvelle branche sans rien perdre de ses droits aux divers « benefits » pour lesquels il a souscrit. La branche du premier domicile versera à la branche du second, le crédit du compte de ce membre, ou, plus précisément, sa « value », c'est-à-dire le montant des primes payées et capita-

lisées, sauf certaines déductions en relation avec la science des actuaires. Ce procédé s'appelle le « clearance system » ; il a l'inconvénient de nécessiter l'établissement d'une nouvelle situation de compte chaque fois que l'ouvrier change de domicile. Il y a un autre procédé qui ne prête pas aux mêmes objections : c'est le « mutual agency ». Par ce moyen un membre, sans cesser d'appartenir à sa branche d'origine peut payer ses contributions à celle du lieu de sa résidence et en recevoir le « médical attendance » et le « sick relief » ; celle-ci est désintéressée par la branche originaire des dépenses faites pour son compte. Des relations de comptabilité s'établissent aussi entre les différentes branches à l'occasion du *travelling benefit*. L'ouvrier qui voyage à la recherche d'un emploi peut obtenir des secours spéciaux de la branche du lieu dans lequel il séjourne soit, sur la présentation d'une « traveling card » soit au moyen d'un « traveling-chèque ».

Les avantages offerts par les affiliated orders ne se limitent pas au « sick benefit », au « burial » et au « traveling benefit ». Des fonds de secours destinés aux veuves et aux orphelins ont été constitués en relation avec les districts et avec les branches, dans le but de parfaire les allocations payées au décès des membres. Ces allocations, non compris les secours supplémentaires, se montent ordinairement à £ 10 ou 12 (fr. 252 ou 306 env.) L'expérience a montré que ce n'était pas assez quand la famille comprenait un certain nombre d'enfants. On a imaginé deux moyens de suppléer à cette insuffisance. Ou bien les membres paient une certaine contribution et leurs représentants reçoivent à leur mort, soit une somme déterminée, soit une allocation hebdomadaire temporaire ; ou bien les fonds de secours sont constitués à la fois à l'aide de contributions et du produit de quêtes et de fêtes données au bénéfice de la caisse des veuves et des orphelins. Parfois le procédé unique

est celui des quêtes. Dans le cas où les secours ne sont pas prélevés sur des fonds constitués à l'aide de contributions régulières, ils consistent, suivant les circonstances, en argent ou en nature. Dans certains districts ces caisses sont prospères ; ailleurs elles périclytent. Il n'y a pas de principe mathématique qui permette de calculer la contribution correspondante à un *benefit* qui varie, dans des proportions très différentes, suivant l'importance de la famille.

La comptabilité des affiliated orders comprend généralement d'autres grands chapitres de compte. Depuis quelques années, ces sociétés offrent à leurs membres la possibilité de se constituer des droits à une retraite, moyennant le versement d'une contribution particulière. Les fonds qui, jusqu'ici, ont été mentionnés sont spéciaux soit aux branches, soit au districts, à l'exception du *distress fund* qui par sa nature est un fond général. Il y a d'autres fonds généraux dont le nombre et l'importance varient avec les sociétés. Chaque ordre a un « management fund » alimenté au moyen de « levies » votées aux assemblées annuelles et destinées à défrayer l'administration centrale. Les grands ordres ont en propre, ou à leur disposition, des hospices et des maisons de convalescence qui font l'objet de comptes généraux spéciaux. Et toute assurance extraordinaire que certains membres seraient désireux de contracter, doit être supportée par un fond spécial, placé sous le contrôle de l'autorité centrale.

On constate, dans les districts de quelques grandes sociétés, l'existence de loges composées exclusivement d'anciens grands maîtres des branches. Ces loges confèrent à leurs membres des avantages particuliers, moyennant une contribution supplémentaire. Mais leur raison d'être est supérieure. Elles ont pour objet de propager le sentiment de fraternité qui unit les branches d'un même district et de développer l'éducation

morale des membres de l'ordre. Elles rassemblent l'élite des différentes branches, établissent entre les plus éloignées des moyens de communication et concourent puissamment à leur harmonie. Elles sont, en quelque sorte, des cénacles où les membres les plus expérimentés et les plus sages se consacrent, à l'abri des soucis administratifs, à l'étude et la discussion des plus hautes questions d'intérêt commun. Le fait qu'elles se composent de membres qui ont atteint le « purple degree » dans leurs branches respectives, est une garantie de l'observation des statuts de l'ordre. Ceux-ci y exercent leur goût et leur intérêt pour les choses de la société, et y puisent de nouvelles facultés dont les bienfaits se répandent en idées fécondes qui se font jour aux assemblées générales. Dans l'Unité de manchester, quelques-unes de ces loges appelées « Past grand's lodges » ont inséré dans leurs statuts particuliers une disposition, en vertu de laquelle toute modification à apporter aux statuts généraux de l'ordre doit être l'objet des délibérations de la séance la plus proche, après que la question a été mise en circulation. Les propositions nouvelles sont ainsi débattues et mûrement réfléchies avant d'être formulées devant l'*Annual Moveable Committee*. Ces loges spéciales ne doivent pas l'existence à quelque décision émanée de l'autorité centrale. Elles sont nées spontanément et successivement chacune dans leur district. C'est l'exemple et l'expérience qui les ont généralisées.

En résumé les affiliated orders se caractérisent par la décentralisation et le *selfgovernment*. Toutefois, la décentralisation n'est pas chez eux un préjugé. D'ailleurs il semble qu'au delà du détroit, les principes, en cette matière, comme en toute autre, soient considérés comme tels jusqu'à nouvelle épreuve exclusivement. Les branches et les districts ont été des champs d'expérience isolés et ce n'est qu'après apprécia-

tion des résultats obtenus, que les mesures particulières ont été étendues au corps entier. Il existe un mouvement vers une intégration étroite de toutes les unités de l'ordre. Mais l'avènement d'une organisation concentrée est subordonné, d'une part, à la vérification complète des données et principes sur lesquels repose le fonctionnement des sociétés, et, d'autre part, aux exigences du besoin qui peut s'en faire sentir. C'est faute de certitude quant aux moyens d'assurer une administration infaillible qu'on a laissé aux intéressés le libre exercice de leur initiative. De cette façon, les applications d'hypothèses malheureuses n'ont pas eu d'effets généraux.

Les ordres les plus connus et les plus prospères sont : l' « Independent order of Oddfellows of the Unity of Manchester », l'ordre des « Foresters » qui se combine avec l'ordre des « Shepherds », les « Druids », les « Romans », le « Grand United order of Oddfellows », le « National Independent order of Oddfellows », « the Ancient Noble order of United Oddfellows », l'ordre des « Free Gardeners », l'ordre des « Rechabites », exclusivement composé de tempérants, « The sons of Temperance », etc...

Quelques-unes de ces sociétés assignent à leur origine la date la plus fantaisiste. Quoiqu'il en soit, la plus grande obscurité entoure les débuts de leur histoire. Il y a lieu de présumer qu'elles sont nées, pour la plupart, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle (1). Le premier en date paraît être l'ordre des Free Gardeners (2) (1715). Ces sociétés étaient primitivement secrètes et l'admission des membres était accompagnée de cérémonies mystérieuses. Elles avaient généralement un caractère politique et n'étaient pas accessibles aux classes inférieures. Leurs loges n'avaient pas de fonds régulièrement

1. Wilkinson, *Mutual Thrift*, ch. I, p. 43.

2. *Ibid.*

constitués. Les secours qu'elles donnaient soit aux membres nécessiteux, soit aux familles des membres défunts, étaient prélevés sur une caisse alimentée par des dons gracieux. Ces associations étaient purement amicales (friendly). Des réunions périodiques entretenaient la sympathie mutuelle qui les avait engendrées et étaient parfois l'occasion d'une quête au profit des absents malades. L'idée de secours et d'assurance mutuelle fut, ici comme ailleurs, la conséquence et non le principe de l'association (1). La fin du XVIII^e siècle vit leur destinée chanceler. La crainte de voir se propager les principes proclamés par la Révolution française poussa le gouvernement à prendre des mesures extrêmes contre les sociétés secrètes. Une exception était faite en faveur des Francs Maçons qui était un ordre aristocratique. Les autres ordres se fragmentèrent et leurs tronçons isolés attendirent des temps meilleurs pour se rassembler. A vrai dire ce n'était plus qu'une organisation vacante qu'utilisèrent de nouveaux besoins.

Le promoteur des sociétés affiliées contemporaines paraît être un ouvrier maçon du nom de Beldon, qui vint à Manchester en 1809, et y fonda en 1812, une loge de *Oddfellows*, sur un type particulier. Son idée était de constituer une société de prévoyance adaptée aux besoins des ouvriers que les conditions de l'industrie moderne dispersent dans les différentes parties du Royaume-Uni. Ainsi fut institué l'*Independent order of oddfellows* de l'Unité de Manchester, qui devint, en dépit des dissidences, l'ordre le plus considérable et se répandit, avec l'industrie de Manchester, « *cotton metropolis* », sur le monde entier.

8. L'organisation décentralisée des ordres affiliés présente un inconvénient, c'est une élévation relative des frais d'admi-

3. Wilkinson, *Friendly societies movement*, chap. I. p. 7.

nistration. Soit pour y obvier, soit sous l'influence d'une autre cause, se sont formées des sociétés dites « ordinary large » ou « general » ou « centralized societies ». Ces sociétés ne possèdent pas de branches proprement dites, mais, disent les commissaires de 1874, des ombres de branches « *shadow branches* », créées pour satisfaire aux exigences de l'administration générale. Des *affiliated orders* représentent le principe de la fédération ; les *centralized societies* impliquent, en quelque sorte l'idée d'une république une et indivisible. Le salut d'une organisation basée sur une idée aussi abstraite et générale dépend évidemment de la conscience et des sentiments socialistes de ceux qui la dirigent ; c'est une question d'honnêteté et de désintéressement individuels. La société des « *Hearts of Oak* » (cœurs de chêne), est le type le plus remarquable de ce groupe : ses frais d'administration paraissent être les plus réduits possibles. Ces sociétés ont une tendance naturelle à dégénérer en compagnies d'assurances ordinaires. La commission royale de 1870 les présentant comme sociétés « traitant des affaires par dessus le comptoir ». Il n'y a pas, en effet, de rapports personnels entre les membres. Elles emploient parfois des agents, et, dans ce cas, leurs frais d'administration s'élèvent bien au-delà du niveau atteint par les ordres affiliés. Les *general friendly societies* affectent presque exclusivement la ville de Londres.

Les *centralized societies* et les *affiliated orders* peuvent ne concerner qu'un corps de métier : ce sont alors de « *particular trade friendly societies* ». Elles comprennent une grande variété d'espèces. Les unes s'étendent à toute l'Angleterre et à quelques pays étrangers, les autres, au Royaume-Uni ; quelques-unes se limitent à un ou plusieurs comtés, à une ville, à un établissement particulier : telle est la « *Bank of England friendly society* ». Il n'existe qu'un ordre affilié de ce groupe,

c'est la *Locomotive steam enginemen and Firemen's Friendly Society*.

A côté des *local clubs*, des *affiliated orders* et des *centralized societies* il y a des variétés de friendly societies d'une essence moins pure. Pendant longtemps, les ouvriers agricoles, faute de ressources ou d'une éducation suffisantes, demeurèrent à l'écart du mouvement qui entraînait les ouvriers de l'industrie vers l'organisation de la prévoyance. Grâce à l'initiative de philanthropes et de magistrats locaux, des institutions se sont fondées remplissant le même but mais fonctionnant, dans une certaine mesure, malgré leurs membres. L'administration était dirigée par les fondateurs et membres honoraires qui bien qu'ils n'en tirassent directement aucun profit, contribuaient pour la plus grosse part aux fonds de la société. Ces associations sont désignées sous le nom de « county societies » ou « patronized societies ». Elles sont particulières au sud et à l'est de l'Angleterre. Certaines *patronized societies* présentent un caractère individualiste très accusé, en ce sens que les contributions sont séparément et individuellement capitalisées, au profit des membres qui les paient. Ce sont les *deposit friendly societies* dont la première fut fondée par le Reverend Samuel Best. Le quatrième rapport de la commission royale de 1870 paraît prétendre qu'on ne devrait pas, juridiquement, les enregistrer comme friendly societies. « Ce sont plus des *saving banks*, y est-il dit, que des *friendly societies*. Elles sont individualistes et non pas socialistes. » Cette opinion n'est pas, semble-t-il, exactement fondée. Le fond de secours aux malades est, en effet, constitué par des prélèvements opérés sur les fonds propres à chaque membre, dans la mesure déterminée par la moyenne des probabilités de maladie résultant des observations des cinq années précédentes. Ceux qui contribuent au « sick fund », sans contribuer

à l'élévation de cette moyenne paient en réalité pour les autres. L'élément de communisme quoique réduit, subsiste toujours.

D'autres friendly societies ont admis une pratique à caractère non moins individualiste ; il s'agit du partage annuel des fonds en excédent. Cette pratique est née de circonstances diverses. Il est constant que, durant les premières années d'une société, la somme des recettes dépasse le montant des dépenses. Cette constatation a conduit à distribuer le surplus. Sous cette forme primitive les *dividing clubs* sont fatalement voués à la ruine. Ils se sont développés à une époque où les sociétés évoluaient à tâtons et payaient souvent de leur vie des expériences téméraires. De là, provient la popularité des sociétés qui effectuaient périodiquement ce qui était considéré comme un remboursement partiel. Dans le même temps, les sociétés ordinaires fonctionnaient sur la base des contributions uniformes pour tous les membres, indépendamment de leur âge d'entrée : il en résultait une grave injustice dont souffraient les jeunes ; les *dividing societies* ne s'exposaient pas aux mêmes reproches. Elles se rencontrent fréquemment en Ecosse et en Irlande. Dans tous les cas, la bonne marche de leurs opérations est subordonnée à la limitation de leur sphère d'activité et à l'administration personnelle des membres. Les ordres affiliés tendent peu à peu à restreindre leur action.

9. Il existe encore d'autres associations qui portent le nom de friendly societies, mais qui ne sauraient en faire partie à aucun titre : ce sont les *Collecting societies*. Depuis longtemps, les différences qui les distinguent essentiellement des friendly societies ont été signalées par les personnes les mieux autorisées. L'ancien Chief Registrar, M. Ludlow, établissait entre elles, le parallèle suivant, devant la commission d'enquête de 1870-74.

Friendly Societies.

1. Combinent les secours aux malades avec l'assurance sur la vie.

2. Tiennent en général des réunions mensuelles et quelquefois bi-mensuelles.

3. Administration économique; Nomination des fonctionnaires généralement soumise au consentement intelligent des membres.

4. Instituées et administrées au profit des membres.

Collecting Societies.

1. Se limitent à l'assurance sur la vie: l'allocation de secours pour cause de maladie a été interrompue, sauf, dans certains cas, à l'égard des membres originaires.

2. Insouciance de fait des membres pour les assemblées locales ou générales.

3. Frais d'administration rarement inférieurs à 40 0/0 des primes encaissées; les membres, en fait, exclus de l'élection des directeurs.

4. Instituées et administrées au profit des directeurs.

Leur organisation s'analyse en une administration générale, conduite par un comité de fonctionnaires permanents ou secrétaires, et une administration locale, composée de directeurs de districts ou superintendants et de collecteurs. Les fonctionnaires ne sont pas membres de la société; le caractère coopératif fait donc défaut. Le collecteur qui est l'âme du système est un agent chargé de rapporter des assurances et qui reçoit une rémunération, d'ailleurs très élevée, proportionnelle à la somme d'affaires qu'il traite. Les autres fonctionnaires sont eux-mêmes d'anciens collecteurs et s'attribuent sur la somme des primes encaissées de larges émoluments. Il n'y a aucune fraternité entre les membres. Il arrive parfois qu'ils sont convoqués à des assemblées pour y voter les mesures qui sont censées les intéresser, mais tant à raison de leur incapacité morale, qu'à raison des pressions exercées par les collecteurs, en fait, leur prérogative est illusoire. Les *collecting societies* recrutent leur clientèle parmi les ouvriers les plus misérables de l'Angleterre et sollicitent, de leur part, au

moyen de professionnels, l'assurance sur la vie de leurs femmes et de leurs enfants. Les discussions parlementaires qui ont porté sur les effets des *collecting societies* relatifs à la mortalité infantile résultant de la criminalité, ont généralement abouti à une protestation exprimée avec une sorte de pudeur, contre l'imputation mise à la charge d'une certaine classe des ouvriers anglais. Bien que l'influence de ces sociétés sur la criminalité ne soit pas aisément démontrable, les rapports des diverses commissions d'enquête établissent qu'elles sont, à ce point de vue, un danger. Elles ont été l'instrument des plus audacieux abus de confiance. Leur histoire est une série de scandales ; il faudrait la passer sous silence, si, par une ironie fatale, elle ne tenait une si grande place dans le développement des *friendly societies*.

CHAPITRE II

HISTOIRE

Préliminaires

Les *friendly societies*, sont en elles-mêmes, des institutions de tous les temps. On trouve, au ^{III}^e siècle avant l'ère chrétienne, des traces de sociétés grecques de même nature, connues à Rhodes et à Athènes sous le nom d'*Eranes* et de *thiasos* (1). Il existait, à Rome, des associations similaires, bien que sujettes aux restrictions imposées par un pouvoir ombrageux. Le moyen âge avait ses *gilds*, et la simple inspection de leurs statuts éclaire, parfois, d'un jour singulier, la communauté de caractères des anciennes corporations et des associations ouvrières modernes. Quoiqu'on ne puisse soutenir qu'il n'y ait eu aucune solution de continuité, on est obligé de constater une certaine permanence latente de l'institution. On dirait que les systèmes nouveaux ont été édifiés sur d'antiques substructions (2).

1. *Friendly Societies of Antiquity*, par M. H. Tompkins.

2. En 1874 la Commission royale d'enquête signalait l'existence, dans la petite ville de Lynn en Norfolk, de deux *friendly societies* qui assuraient contre les dommages causés par accident de mer ; de son côté, M. Toulmin Smith dans son ouvrage intitulé « *English gilds* » nous apprenait que, dans la même ville, il y avait, au moyen âge, les *gilds* de St-Thomas de Cantorbery, de St-Léonard et des *Young Sholars* dont les statuts prévoyaient des secours en cas de « *losse of the se* ».

Les friendly societies anglaises ne se présentent pas au cours de l'histoire, avec une individualité bien précise. Elles ne sont ni simples, ni identiques à elles-mêmes. Ce sont des agrégats complexes, affectant, parfois, un caractère d'universalité singulière.

Il est peut-être ingénieux sinon exact de rattacher comme le fait M. Ludlow (1) les trade unions aux trade guilds, et les social guilds aux friendly societies. Cependant friendly societies et trade unions ne paraissent pas avoir toujours eu des traits distinctifs facilement saisissables. Les relations entre les unes et les autres sont si étroites qu'il n'y a probablement jamais eu d'époque, disent les membres de la commission d'enquête de 1870, où les trade unions n'aient joui des privilèges des friendly societies. Les *particular trade societies* avaient une tendance naturelle à se constituer, à l'occasion, en « unions » et l'on conçoit qu'en temps de crise, les fonds consacrés aux secours aient été affectés à l'organisation de la résistance (2). Les trade unions sont encore à l'heure actuelle les associations avec lesquelles les friendly societies ont conservé le plus d'analogies. Elles offrent, en effet, des secours aux ouvriers malades et des pensions de retraite.

Il n'y a pas qu'avec les trade unions que les friendly societies aient des affinités. Celles-ci se présentent, dans le développement économique de l'Angleterre, comme la première forme de la coopération et le berceau des formes diverses

1. Old guilds and new friendly and trade societies. Fort. nightly Review (1861).

2. Appendice I au quatrième rapport de la Commission de 1870. — Récemment encore, à la suite de la grève des Mines des Galles du Sud de nombreux grévistes membres de l'Unité de Manchester s'étant trouvés dans l'impossibilité de payer leurs cotisations, l'ordre créa un fonds spécial qui s'éleva à £ 1.066 destiné à prévenir leur déchéance (*Daily chronicle* du 28 décembre 1898). N'était-ce pas, sous une forme indirecte, un concours prêté aux grévistes.

qui se sont constitués par la suite. Des hommes, des ouvriers, s'associèrent en vue de pourvoir à leurs besoins et à ceux de leur famille, dans des circonstances où ils n'auraient pu y pourvoir seuls — dans la maladie, la vieillesse et la mort — et les *friendly societies* furent fondées. Puis, la coopération s'appliqua à la création d'un moyen général, propre à répondre à toute menace éventuelle, c'est-à-dire à l'organisation de l'épargne, et l'on eut les *saving banks*. Peu à peu, les objets de la coopération se spécialisent et consistent dans la satisfaction de besoins déterminés et les plus coûteux de l'existence : besoin de crédit, besoin de logement et de vêtement. De là, sont nées les *loan societies*, les *building* et les *clothing societies*. Enfin, comme aucune raison ne limitait le champ de la coopération, les *industrial provident societies* organisèrent toute espèce de consommation. Il y a entre les différentes phases de l'évolution de la coopération, en Angleterre, un rapport de causalité immédiate. Les coopératives de production qui couronnent le mouvement se sont greffées pour ainsi dire, sur les distributives.

L'ancêtre commun à tous les groupes d'associations coopératives est la *friendly society*. En ce qui concerne les *saving banks*, les analogies remarquables que présente la loi de 1817 (7, Geo. III, c. 115-135) avec les *friendly societies act* en vigueur à la même époque, sont le témoignage de cette parenté. L'act de 1835, pour les *loan societies* (5 et 6 Wm. IV, c. 23) et celui de 1836, pour les *building societies* (6 et 7 Wm. IV, c. 32) paraissent assimiler complètement ces deux groupes d'institutions aux *friendly societies* (1). Quant aux *Industrial and Provident societies*, les dispositions des *friendly societies acts* de 1834 et de 1836, sont la preuve même de leur filiation. Il existe encore des *building societies*

1. Appendice I au quatrième rapport de la Commission de 1870-74.

soumises aux prescriptions de ces dernières lois (1) et le quatrième rapport de la commission de 1870 relate l'existence d'une *contributory coal society* et d'une *clothing society* enregistrées sous leur empire.

Les *friendly societies* ont persisté au milieu des différenciations successives comme un centre de force spontanée, en offrant l'exemple d'une intégration progressive. Elles ne se sont pas confondues seulement avec toute association coopérative. A raison de l'identité de but, il n'y a pas toujours eu une ligne de démarcation bien précise entre elles et les compagnies ordinaires d'assurance, et, à raison de l'identité de principe, les sociétés amicales ayant pour objet des récréations collectives ou une certaine communauté de jouissances furent réputées *friendly societies*. Cette appellation s'est appliquée, en outre, à toute association charitable ou de bienfaisance, et généralement, à toute institution de caractère altruiste. Cette extension de la formule pourrait s'expliquer à l'aide du principe même des *Friendly societies*, mais elle paraît procéder d'un fait historique qui a été la cause particulière de leur fondation.

Ce fait est le mal causé par les conséquences de la politique économique inaugurée sous Elisabeth, et, spécialement, par l'ancien régime de l'assistance légale. Quoique l'état d'indigence auquel était voué l'ouvrier anglais eût ouvert, en quelque sorte, un droit à l'assistance de la paroisse, l'exercice de cette faculté n'était pas moins dégradant. D'autre part, le budget des paroisses, par suite des dépenses nécessitées par la *Poor Law*, était le plus souvent grevé d'un poids excessif. Le désir d'éviter la déchéance morale qu'entraînait la condition de « *destitute* », poussa les ouvriers à s'associer, en vue de se prêter une assistance mutuelle. Et le législateur

2. *Tidd Pratt's Law*, par M. Brabrook (1897).

créa un régime spécial en faveur d'un groupe d'associations qui avaient pour effet d'alléger les charges du contribuable. Les mêmes raisons devaient le déterminer à étendre les dispositions des *friendly societies acts* aux institutions charitables et de bienfaisance.

Les relations historiques entre l'établissement des *friendly societies* et les effets de l'assistance légale, ont été le principe de diverses propositions qui se sont produites successivement au cours du temps, et destinées à convertir ces sociétés en une institution collaboratrice, en quelque sorte, de la *Poor Law*. Ces tentatives théoriques reposaient sur l'hypothèse que la subordination des *friendly societies* à l'Etat ou à la paroisse, permettrait de les diriger, au mieux des intérêts généraux, en vue de la suppression graduelle des *poor rates*... L'exemple contemporain de la loi allemande sur les assurances ouvrières donna à cette idée un regain de force, sans lui valoir plus de succès. Elle parait à peu près abandonnée.

Première période

Les Friendly societies et Daniel Foe. — Premiers essais législatifs. — Régime des Friendly societies de 1793 à 1834.

Dans un ouvrage publié en 1697 intitulé « Essai sur divers projets », Daniel Foe expose une théorie des *friendly societies* (1). Il exprime le vœu de voir s'étendre sur l'univers un système d'assurance mutuelle « par où il n'y aurait aucun être humain si pauvre et misérable qu'il fût, qui ne pût exiger

1. Il les compare aux syndicats de propriétaires pour l'exécution et l'entretien des travaux de défense contre la mer et les crues des rivières.

sa subsistance comme un droit au lieu de l'implorer de la charité ». L'auteur fait toutefois subir quelques restrictions à sa pensée, en passant aux détails de l'application.

Il propose d'instituer une administration publique dont un élément eut été un service de visiteurs assez nombreux pour qu'il y en eut toujours au moins un de disponible. Toute personne, homme ou femme, à l'exception toutefois des mendians et soldats, quelles que soient sa condition et sa profession, vivant de son travail et jouissant d'une bonne réputation et d'une bonne santé, devait, avant l'âge de 50 ans, se faire inscrire sur les registres de ladite administration et contracter une assurance moyennant le paiement immédiat de 6 deniers et le versement ultérieur de 1 shilling par trimestre. Les objets de cette assurance étaient multiples. Ils comprenaient les soins du médecin et les frais d'entretien, pour le cas de maladie ou d'accident; une pension viagère ou l'admission du souscripteur dans un hospice, dans le cas d'incapacité absolue de travail; une pension temporaire aux veuves des marins morts en mer; des secours aux personnes incarcérées pour dettes et aux commerçants faillis pendant le temps de leur emprisonnement; et à ceux qui avaient été réduits à la misère à la suite d'une maladie ou d'un accident, une allocation subordonnée à l'appréciation administrative.

L'idée féconde de ce système était l'obligation, au moins morale, d'épargner pendant le temps de la jeunesse et de la santé, en prévision des risques que tout le monde court, et, pour ceux qui auraient eu le bonheur de n'avoir point besoin de cette épargne, de l'abandonner à titre de tribut payé à l'adversité. C'est l'idée de mutualité.

Il paraît difficile de préciser quel était alors le degré d'extension des friendly societies. Il existe des traces de sociétés ayant été fondées à une époque antérieure à celle à laquelle

vivait Daniel Foe. Le rapport particulier de M. Lynch Daniell, membre auxiliaire de la commission d'enquête en 1874, relate deux sociétés existant dans la ville de Borrowstonness, dont l'origine remonte, pour l'une, à 1634, et pour l'autre, à 1639. Il semble que ces institutions se soient propagées surtout au xviii^e siècle. Un écrit, publié en 1728, et intitulé « méthode pour l'administration régulière des sociétés appelées « box clubs », nous dit que, chaque année, des « centaines d'individus » étaient ensevelis aux frais de ces sociétés, qui l'auraient été, sans elles, à la charge des paroisses. Quels que fussent le nombre et le développement des Friendly societies, aucune disposition législative exceptionnelle ne protégeait leur existence. La première intervention du législateur fut une mesure d'autorité qui ne visait qu'un groupe particulier d'artisans. La loi date de 1757 (31 geo III c. 76) et porte le titre de « loi pour venir en aide aux porteurs de charbon travaillant sur la Tamise et leur permettre de pourvoir aux besoins de ceux qui tomberaient malades, deviendraient estropiés ou ne pourraient plus travailler, de leurs veuves et de leurs orphelins ». La contribution était perçue sur les salaires au taux de 2 shillings par livre, par le fonctionnaire chargé de les payer et nommé par l'un des Aldermen de la Cité de Londres. Sur la somme des contributions étaient prélevés les frais nécessités par l'application de la loi et la différence devait fournir des secours aux malades, des pensions de retraite, le paiement des funérailles dans le cas où les ressources de l'ouvrier ne pourraient y suffire, des secours aux veuves et aux orphelins. Le taux des contributions et des allocations avait été déterminé indépendamment de toute base statistique et en prévision des mécomptes possibles, la loi disposait que, si les fonds étaient trouvés insuffisants, une réduction proportionnelle serait opé-

rée sur le montant des sommes allouées. Cette loi fut abrogée en 1770 (10 geo III, c. 56).

Cependant le Parlement ne se désintéresse pas de toute législation utile aux Friendly societies. A cette époque se font jour de nombreux projets de loi pour l'assistance des pauvres qui fournissent l'occasion de discussions fréquentes sur les friendly societies. Thomas Gilbert, membre du Parlement, se consacra particulièrement à l'étude de ces sociétés dans leurs rapports avec les différents projets en faveur des pauvres. Il fut lui-même l'auteur de plusieurs *bills* ayant pour objet de les encourager en leur affectant des fonds prélevés sur les *poor rates* ou constitués à l'aide de taxes diverses et d'amendes. Il proposait de conférer au président d'une friendly society homologuée par l'un des juges des assises, le droit de poursuivre le paiement des amendes contre les membres contrevenants et de revendiquer les fonds de la société entre les mains de tout détenteur, par voie de procédure sommaire.

L'idée d'affranchir les pauvres du régime de l'assistance légale au moyen d'une extension des friendly societies est, à cette époque, un sujet littéraire fréquemment exploité. Le caractère commun aux divers plans d'organisation qui se publient est interventionniste. Peu à peu, les discussions parlementaires s'orientent vers la question fondamentale en cette matière, celle des tables de contributions et d'allocations correspondantes. En 1789, le docteur Price est invité officiellement par le Parlement à en construire un modèle qu'il présenta en 1792. Quoique basées sur des données hypothétiques et erronées, ses tables constituent un premier pas dans la recherche des conditions essentielles aux opérations des friendly societies.

En même temps, le Parlement tentait une nouvelle expérience législative particulière et locale. La loi (31 ges., III,

c. 29) s'intitulait « Act pour venir en aide aux skippers et keelmen employés dans le commerce des charbons sur la Wear, dans le comté de Durham, qui, par suite de maladie, d'accident ou de vieillesse ne pourraient subvenir à leurs besoins, ni à ceux de leur famille et pour venir en aide à leurs veuves et à leurs orphelins ». La loi de 1792 n'a pas le caractère autoritaire de l'act de 1757 ; le législateur ne paraît intervenir que du consentement des intéressés. C'est, du moins, ce qu'on est en droit d'inférer d'une incidente de l'exposé des motifs qui semble préparer l'événement d'une réglementation libérale (1).

La situation juridique des Friendly societies était singulièrement précaire. La loi les considérait comme des associations pures et simples ou partnerships. Aucune poursuite ne pouvait être intentée de la part d'une société, si ce n'est dans le nom de tous les membres. Mais il était impossible d'avoir une liste de leurs noms qui ne changeât pas : la société était sujette à de continuelles fluctuations, par suite de la mort ou de

4. « Attendu, dit cette loi, que les skippers et keelmen employés sur les bateaux naviguant pour le transport du charbon sur la rivière, la Wear, sont très nombreux et que, par la condition de leur emploi, ils sont obligés de résider dans la même paroisse ou commune, en sorte que lorsqu'ils ont recours, eux et leurs familles, à l'assistance paroissiale, soit la paroisse, soit la commune dans laquelle ils sont établis, a, de ce fait, une lourde charge à supporter, quand il y a des fonds suffisants pour les secourir ; attendu qu'il résultera un grand bien pour lesdits skippers et keelmen et leurs familles et une diminution de l'impôt des pauvres dans les paroisses et communes où ils sont établis, de leur association et de la fondation d'une caisse permanente, au moyen de la cession d'une petite partie de leur salaire, *chose qu'ils veulent bien faire*, dans le but de venir en aide à leurs confrères, et à leurs familles, dans la maladie, la vieillesse et l'infirmité, etc.

Le maximum de la contribution était $1/2$ d. par caldron de charbon pris en charge. Le droit aux secours de la société était subordonné au paiement des contributions pendant au moins une année entière. La société pouvait avoir dans le nom de son administrateur un hospice pour les malades et les vieillards,

l'admission des uns, de la démission, de la déchéance et de l'expulsion des autres. Or, chaque modification de la liste, au cours d'une instance, eut entraîné la nullité de toute la procédure et si la personne susceptible d'être poursuivie était elle-même un membre de la société, il y avait une impossibilité matérielle à réunir, dans l'acte de poursuite, les noms de tous les associés. Aussi, les friendly societies couraient les plus grands risques. En fait, leurs fonctionnaires agissaient, impunément, en fraude des droits des membres et pillaient littéralement la caisse. Le *Rose Act*, ainsi appelé du nom de son instigateur, fit cesser cet état de choses (33 Geo, III, c. 54).

Après avoir déclaré que « la protection et les encouragements donnés aux friendly societies seraient vraisemblablement suivis des effets les plus heureux en améliorant la condition des individus et en réduisant les charges publiques » le législateur de 1793 définissait ces sociétés : « sociétés ayant pour objet de constituer, au moyen de contributions volontaires, de la part des membres, des fonds particuliers et de pourvoir à leur assistance mutuelle et à leur entretien, dans la maladie, la vieillesse et l'infirmité ». Le bénéfice des secours s'étendait aux veuves et aux enfants des membres défunts. La définition de la loi ne devait pas être interprétée dans un sens restrictif ; le législateur, entendait généralement, par friendly society toute association de bons camarades « of good fellowship » et les autorisait à rédiger des statuts qui ne fussent pas contraires aux lois du royaume. Ces statuts devaient être soumis à l'homologation des juges de paix, en leur session trimestrielle. Ceux-ci avaient le droit de les reviser et d'en annuler les clauses illégales. Un *clerk of the Peace* devait les parapher et en classer un duplicata sur parchemin, avec les rôles de la session. Les modifications à apporter aux statuts ne pouvaient

avoir lieu que du consentement, soit des trois quarts des membres présents à l'assemblée générale soit des trois quarts des membres du Comité de direction. La dissolution ne pouvait s'effectuer qu'à la majorité des cinq sixièmes des membres existants et sauf le consentement de toutes les personnes ayant droit à une allocation. Les mêmes conditions étaient stipulées, pour le cas de partage. Les modifications apportées aux statuts, la dissolution et le partage des fonds, étaient subordonnés à l'homologation des juges de paix en leurs sessions trimestrielles. En retour de ces restrictions, les friendly societies recevaient divers privilèges importants : 1° la gratuité de l'« enrolment » ; 2° l'exemption du droit de timbre ; 3° un privilège sur l'actif des fonctionnaire faillis ou décédés pour les sommes dont il doit compte à la société (1) ; 4° le droit d'agir en justice ou de défendre à une action dans le nom de leurs fonctionnaires sans que la procédure puisse être interrompue par leur mort ou leur révocation ; 5° la faculté de régler elles-mêmes et sans appel les contestations qui pouvaient s'élever entre leurs membres, sauf le droit pour ceux-ci de recourir aux tribunaux de juridiction sommaire ; 6° le droit de poursuivre devant la Chancery Division de la Haute Cour, par voie de procédure sommaire et sans frais, leurs fonctionnaires coupables de malversations ; 7° la faculté pour leurs membres de se livrer à l'exercice de leur profession, partout où ils y trouveraient avantage sans crainte de se voir rayer des registres de leur paroisse.

L'act de 1793 fut accueilli par une manifestation de vive gratitude de la part des friendly societies existantes. Elles envoyèrent des délégués à une conférence générale qui se tint à Londres le 28 juin de la même année et résolut à l'unani-

1. Ce privilège appartenait aux Gilds du xiv^e siècle. (Toulmin Smith).

mité que les remerciements des sociétés seraient portés à Sir Georges Rose.

Deux ans plus tard la loi subissait quelques retouches sans importance et était étendue à toute institution charitable et de bienfaisance (35, geo III, c. 3).

Cependant de sérieux obstacles s'opposaient au développement régulier des friendly societies. Elles eurent à souffrir, assez tôt, de l'hostilité gouvernementale provoquée par les excès de la Révolution Française, et qui se traduisit par une série de mesures extrêmes, les *corresponding societies acts* de 1797 et de 1799 renforcés en 1817 par de nouvelles dispositions. Le *select Committee of Secrecy* de 1801 manifeste à l'égard de toute association, des friendly societies en particulier, la défiance la plus vive et denonce en termes rigoureux, leur danger : « l'association, dit le rapport, est la maladie des temps ». Elles étaient alors le foyer de l'agitation et de la résistance ouvrière. D'autre part, l'Angleterre traversait une crise politique, commerciale et agricole qui avait une répercussion sur le budget des individus et n'était point favorable à l'épargne. L'assistance légale était, à son tour, une cause de démoralisation et de ruine. Habitué à compter sur les secours de la paroisse, le grand nombre des ouvriers ne se souciait guère d'épargner en prévision de l'adversité.

L'instabilité des friendly societies tenait aussi à des conditions intrinsèques. Le défaut de principes mathématiques les réduisait à procéder par voie de tâtonnements et d'expériences dont elles faisaient les frais. Trop souvent une sorte d'émulation les poussait à opérer sur le taux des contributions d'imprudentes réductions. Telle était la double cause des dissolutions si fréquentes qui se produisirent durant cette période. En outre, aucune précaution n'avait été prise pour empêcher un partage injuste ou frauduleux du fonds de la

société. La majorité exigée par la loi pour la validité de l'accord à intervenir était seulement numérique. Or, il était évident que les plus jeunes doués d'une meilleure santé, pour lesquels l'expectative du profit à tirer du fond commun est relativement lointaine, pouvaient dans bien des cas l'emporter sur ceux qui étaient plus exposés à tomber malade ou à la veille de pouvoir toucher une retraite. Les anciens membres, mis en minorité, pouvaient subir un grand préjudice, sans qu'il y eut violation de la loi. D'ailleurs, la loi était dépourvue de sanction efficace. Le droit de toute personne lésée était d'exercer un *summary remedy*. Dequelle utilité pouvait être pour elle l'ordonnance du juge de paix quand les sommes qu'il lui adjugeait n'existaient plus ? Au surplus, l'appréciation exacte de la portion individuelle des fonds restants impliquait des notions mathématiques qu'on ne pouvait attendre d'aucun juge de paix (1).

Le législateur s'efforça de parfaire son œuvre en y apportant des dispositions supplémentaires d'une opportunité, plus ou moins contestable. Une loi de 1809 (43 Geo III c. 135) confère au juges des sessions trimestrielles, le pouvoir d'ordonner la poursuite des membres, par voie de la saisie et de la vente des biens, pour le paiement des arriérés dus à la société. C'était une mesure désespérée, et, selon toute vraisemblance, inefficace, en temps de crise générale (2). Par contre, la loi disposait que le recouvrement des arriérés dus aux membres par la société, pouvait être obtenu, sur l'ordonnance de deux juges de paix. Elle n'empêchait point les abus de se produire, encore moins les erreurs commises au départ de la société. En 1817, le législateur instituait les caisses d'épargne

1. Rapport de la Commission de 1825.

2. Le paupérisme ne fit que croître de 1790 à 1820 (Wilkinson, *Mutual Thrift* chapter II).

et autorisait les friendly societies à placer leurs fonds entre les mains de leurs congénères, auxquelles l'état garantissait un intérêt de 3 *pence* par jour. L'année suivante, deux bills étaient introduits devant le Parlement. L'un tendait à rien moins qu'à la fondation de friendly societies paroissiales ; il n'y fut pas donné suite. L'autre comportait la création d'un corps d'actuares officiels, à l'approbation desquels toute friendly society eut été obligée de soumettre ses tables et ses statuts. Cette proposition jeta l'alarme dans le Nord de l'Angleterre. On y vit l'intention de la part du gouvernement d'intervenir dans l'administration des finances des societies, et, devant les manifestations hostiles des classes ouvrières, le bill échoua (1).

La mission du législateur était délicate. Il devait s'abstenir de toute mesure qui excitât la méfiance publique et pourtant, il fallait intervenir efficacement. Il n'y réussit qu'à demi. Le 12 juillet 1819, la sanction royale était donnée à une loi nouvelle « pour protéger et encourager davantage les friendly societies et prévenir les fraudes et les abus auxquels elles ont donné lieu » (59 geo III, C. 128). Cette loi définissait ces sociétés : « une institution reposant sur le principe de l'assurance mutuelle et ayant pour objet de pourvoir au moyen de contributions, à l'entretien et à l'assistance des contribuables, de leurs veuves et de leurs enfants, dans la maladie, le veuvage, la première enfance et dans toute circonstance naturelle ou accidentelle dont l'éventualité peut s'exprimer par des moyennes. » Les conditions mathématiques du fonctionnement des sociétés sont, dès lors, posées ; reste le moyen d'en assurer l'observation. Outre les statuts, les friendly societies devaient soumettre à l'homologation des juges des sessions

1. Walford, *Insurance Cyclopedia*, tome IV, (1878).

trimestrielles, les tables des contributions et des allocations. Auparavant, ceux-ci devaient s'assurer si les objets de la société répondaient bien aux intentions du législateur (1) et si la formation d'une nouvelle société était utile, eu égard au nombre de sociétés existant déjà dans un même district. Aucune table ou disposition statutaire relative aux conditions mathématiques constitutives, ne pouvaient être confirmées par les juges, si elles n'avaient été approuvées, au préalable, par deux personnes au moins, actuaires de profession, ou d'une compétence spéciale en ces matières. Les juges étaient autorisées à publier des statuts généraux pour la formation et la direction des friendly societies dans leur comté. Chaque société devait avoir au moins trois trustees, choisis, en majorité parmi les propriétaires offrant une certaine surface et imposés au taux minimum de £ 50. La dissolution ou le partage des fonds ne pouvaient avoir lieu, sans l'assentiment des trustees et l'attestation fournie par deux actuaires ou spécialistes que les intérêts et les droits acquis ou à naître, de tous les contribuables étaient également sauvegardés par le projet de liquidation. En retour de ces restrictions, les sociétés étaient autorisées à placer leurs fonds soit dans le Saving banks, soit à la banque d'Angleterre au compte des commissaires pour la réduction de la Dette nationale, soit encore dans les fonds publics ou en hypothèques. Au cas où la comptabilité sociale accuserait un déficit, une situation de compte devait être soumise aux juges de paix qui pouvaient prendre toute disposition pour rectifier les opérations de la société, sauf appel aux juges des sessions trimestrielles dont la décision était définitive. La compétence

2. Cette disposition eut pour résultat d'interdire la pratique ancienne de fournir des secours aux membres mis en prison pour dettes, de les racheter du service militaire, et de leur payer une indemnité au cas d'incendie (Walford).

des juges de paix s'étendaient au jugement des réclamations des veuves et enfants des membres décédés.

Cette loi n'eut pas tous les effets que ses auteurs en attendaient. La disposition qui subordonnait la validité des tables et des statuts au certificat de deux actuaires ou spécialistes, était, en fait, impraticable. La profession d'actuaires était presque inconnue et peu de personnes étaient aptes à en remplir l'office. Les juges eux-mêmes n'avaient aucun moyen de s'assurer si les certificateurs répondaient aux conditions requises; ils durent, souvent, se contenter du certificat de simples maîtres d'école. Ils ne pouvaient davantage se rendre compte de l'insuffisance des contributions. Les tables du docteur Price, qui étaient les seules qu'ils pussent consulter, et, d'ailleurs, inexactes, ne prévoyaient pas les secours alloués aux veuves et aux orphelins. La complication des formalités et la difficulté de trouver des trustees offrant les garanties légales, éloignèrent la plupart des sociétés de l'enrolment. » Le législateur avait manqué son but.

Le mal dont souffraient les Friendly societies et la cause de leurs dissolutions si fréquentes étaient l'ignorance commune des données statistiques exactes nécessaires à la fixation du rapport des contributions et des allocations. C'était la source de déceptions cruelles qui démoralisaient les masses et décourageaient l'épargne. A ce mal, la loi n'avait apporté aucun remède. Ce fut à l'initiative privée d'une société d'études écossaise la Highland Society, fondée en 1820, qu'on doit la première tentative féconde dans la recherche des moyens de salut. Elle offrit un prix de 20 guinées à l'auteur de chacun des deux meilleurs mémoires qui lui auraient été présentés par les friendly societies d'Ecosse. Elle en reçut 79 et, à l'aide des matériaux qu'ils lui fournirent, elle publia, en 1824, un grand ouvrage qui portait sur la détermination du taux des

contributions par rapport au montant des secours alloués et à l'âge d'admission des membres. Cet ouvrage contenait des idées d'avenir. « Les Friendly societies, y était-il dit, participent beaucoup du caractère des compagnies d'assurance sur la vie. Celles-ci établissent périodiquement une situation générale de leurs affaires en procédant à l'évaluation de leurs engagements. Une évaluation semblable de la part des friendly societies faite annuellement ou au moins tous les cinq ans serait d'une utilité inappréciable » (1). Plus de vingt ans devaient s'écouler, avant que cette idée fut mise à profit.

Le Parlement reconnut bientôt la nécessité de reviser la législation, en conformité des exigences positives des sociétés. Il comprit que les faits méritaient d'être étudiés de près et nomma en 1825, un « select committee » ayant pour mission d'examiner les précédents législatifs, d'en apprécier les résultats et de présenter toutes observations utiles. Ce comité siégea, sous la présidence de M. Thomas Courtenay, du 8 mars au 21 juin de la même année. Son rapport est une analyse détaillée des causes de la faillite des institutions et des lois. « Le premier et le plus grave défaut de la loi, disent les commissaires, en tant qu'elle doit assurer la protection du peuple est l'absence d'une disposition suffisamment rigoureuse pour prévenir l'erreur, à l'origine de la constitution des sociétés. » Ils signalaient les gaspillages provenant de l'habitude des sociétés de tenir leurs réunions dans les « public houses ». Il arrivait souvent que le cabaretier était à la fois le secrétaire et le trésorier. Ils dénonçaient le concours des Friendly societies à l'organisation de la résistance et des revendications ouvrières et préconisaient l'extension des *patronized county societies*, tant à raison de la sécurité fondée sur la répartition plus éten-

1. Walford, *Insurance Cyclopaedia*, tome IV.

due des risques, qu'au point de vue des facultés directrices de leurs administrateurs. Ils constataient l'insuffisance absolue des contributions à créer, une caisse de pensions pour les vieillards et appelaient l'attention du Parlement sur l'utilité qu'il y aurait à y suppléer, dans le but d'alléger le budget de l'Assistance et de développer, en même temps, l'esprit d'indépendance et d'initiative qui est la condition de l'activité économique d'un peuple. Les propositions du committee étaient très circonspectes. Ils émettaient l'idée de faire construire des tables officielles qui répondissent à tous les objets des Friendly societies, mais d'autre part, ils reconnaissaient qu'on ne pouvait en imposer l'emploi, en l'état des renseignements recueillis sur les moyennes de maladies et de mortalité. Ils proposaient de faire nommer, par les juges de chaque comté deux personnes investies de la fonction de certifier les tables des sociétés ; mais dans la crainte de voir les nominations dépendre de relations personnelles et locales, ils exprimaient l'avis de subordonner ces fonctionnaires à quelque autorité générale à toute l'Angleterre. Ils déclinaient, en fin de compte, la responsabilité de propositions formelles et invitaient le Parlement à nommer un nouveau comité et à ordonner une enquête approfondie en la matière.

Le nouveau comité fut désigné en 1827, et M. Courtenay en était encore le président. Cette seconde enquête présente un caractère presque exclusivement technique. L'attention des commissaires s'est principalement portée sur la question des pensions de retraite et les éléments mathématiques des tables. Ils concluaient en demandant qu'on procédât à une abondante et minutieuse collection de faits dont la connaissance était indispensable à la solution des problèmes en relation avec les moyennes de probabilité de vie. Ces conseils furent écoutés. Le 19 juin 1829, une loi, « *to consolidate and amend*

the laws relating to Friendly societies » (10 geo IV, c. 36), recevait la sanction royale. Les lois antérieures étaient abrogées. Les statuts devaient encore être homologués par les juges et « enrolled » par les « Clerks of the Peace ». Mais au préalable, ils devaient avoir été certifiés conformes aux lois et aux dispositions du nouvel act. par le barrister chargé d'approuver les statuts des caisses d'épargne, en Angleterre, par le lord advocate, en Ecosse, et, en Irlande, par un barrister désigné à cet effet. Le coût du certificat était d'une guinée. Dans le cas où le certificat aurait été refusé, les juges des sessions trimestrielles, en vertu des sections 5 et 6 pouvaient passer outre, si les tables leurs paraissaient satisfaisantes. Ils n'avaient plus à se préoccuper de l'opportunité de la formation de nouvelles sociétés. L'obligation d'obtenir un certificat d'un actuaire ou d'un spécialiste était supprimée, tant en ce qui concerne l'« enrôlement », que pour la dissolution et le partage des fonds. Dans ce dernier cas, la loi reproduisait les dispositions du « Rose Act » en y ajoutant une clause pénale. Elle supprimait les conditions de solvabilité foncière des trustees et la nécessité de leur consentement pour valider la dissolution. Au recours exercé devant la Chancery Division dans le cas de malversation commise par un fonctionnaire de la société, elle substituait un « summary remedy » devant le juge de paix.

L'act de 1829 autorisait les friendly societies à recevoir les enfants mineurs à titre de membres. C'était introduire une grave dérogation au droit commun consacré par le *Life Insurance Act de 1774* qui exige pour la validité des opérations d'assurance sur la vie d'autrui, la condition de l'intérêt assurable. Cette dérogation pouvait se justifier au point de vue du temps nécessaire à la capitalisation des contributions pour constituer une caisse de retraites; en fait, elle ne favorisa que

les intérêts des collecting societies (1). Au cas de décès des membres morts intestat, les sociétés pouvaient payer à leurs représentants des sommes modiques, sans se prémunir de « lettres d'administration » (2). Elles ont, depuis lors, conservé ce privilège.

Le législateur imposait aux sociétés l'obligation, sans y apporter de sanction spéciale, de rendre compte annuellement de leurs opérations et de mettre à la disposition de tous les membres un exemplaire de leur rapport, moyennant une somme n'excédant pas 6 d.

La partie originale et féconde de la loi consistait en une série de mesures qui avaient pour objet la réunion des matériaux indispensables à l'élaboration des tables modèles. Toute société établie et toutes celles qui s'établiraient sous l'empire de la loi nouvelle devait dans les trois mois qui suivraient l'expiration du mois de décembre 1835, et, pour l'avenir, dans les trois mois qui suivraient l'expiration de chaque période de cinq années, transmettre au *clerk of the peace* du comité dans lequel la société avait son siège des rapports statistiques, sur la mortalité et les maladies constatées durant la même période. La loi prévoyait une amende spéciale pour le cas où ces prescriptions ne seraient pas observées. Les rapports statistiques devaient être envoyés à l'un des principaux secrétaires d'Etat ainsi que l'état de toutes les sociétés « enrolled » indiquant leur nom, leur siège, la date de leur « enrôlment » et de leur cessation d'existence.

Les sociétés déjà « enrolled » étaient tenues de se conformer à toutes les dispositions de la loi nouvelle dans le délai

1. La première collecting society paraît être la New Unity burial Friendly society (1818).

2. Cette disposition leur permettait de payer les sommes assurées sans assumer le passif de la succession.

de trois ans. Ce délai fut prorogé par une loi de 1832 (2 Wim, IX, C, 37), jusqu'en 1834.

La loi de 1839 paraît avoir exercé une influence particulièrement heureuse, sinon décisive, sur les progrès des friendly societies. Les rapports statistiques furent faits régulièrement, depuis 1835 jusqu'en 1880 (1), et, dès 1835, M. Tidd Pratt se plait à reconnaître que les nouvelles sociétés paraissent baser sur des calculs plus susceptibles de les rendre aptes à remplir leurs engagements que les données approximatives qui servaient de guide à leurs aînées. Les effets de la loi de 1829 ont été d'exciter les efforts des sociétés vers la connaissance de leurs conditions techniques et de développer la conscience de leur économie propre. Cependant, de grands événements s'accomplissaient qui imprimaient une impulsion puissante aux utilisations de l'épargne et emportaient les friendly societies dans le mouvement d'expansion de la coopération, Le progrès de l'institution subissait une phase nouvelle.

Deuxième période.

La Reforme de la Poor Law et le Friendly societies act de 1834. — La loi de 1846; « frugal investment-clause. — Revendication des ordres affiliés; l'enquête de 1848. — La loi de 1850.

La période qui s'ouvre est encore une ère d'expérience et d'organisation successive, mais une ère féconde qui donna l'essor au mouvement des associations coopératives. Dès lors, les friendly societies se comportent comme l'organe de la coopération, sous tous ses aspects. Elles constituent une forme

1. *Tidd Pratt's Law* (Brabrook).

Craggs

susceptible de s'adapter à toutes ses applications, à tous ses modes d'exercice, jusqu'au jour où, peu à peu, l'utilisation différente des mêmes moyens d'action aura engendré une série d'organisations individuelles, plus ou moins distinctes. A cette expansion des friendly societies, il y a des causes multiples.

Jusqu'alors, l'assistance légale, en neutralisant les mobiles de l'épargne, paralysait les efforts des friendly societies. Le *Poor Law amendment act* de 1834, par l'extension donnée aux pouvoirs des commissaires de l'assistance et la généralisation du régime des workhouses, eut pour effet de réprimer l'insouciance systématique et de stimuler la prévoyance de l'ouvrier. Le workhouse était une perspective que n'envisageaient pas volontiers, ceux-là même qui érigeaient la condition de « poor » en moyens d'existence. Le nombre des assistés diminua dans des proportions considérables et les dépenses de la paroisse subirent une dépression correspondante. De 1830 à 1834, la dépense moyenne annuelle de l'Assistance pour l'Angleterre et le pays de Galles, était de £ 6.734.590 ; de 1834 à 1839 elle n'était plus que de £ 4.567.988 (1). La différence était pour le corps des contribuables, une épargne libre, un élément de capital, pour les friendly societies. Car, les £ 10.933.013 épargnées de 1834 à 1839, contribuèrent, dans une large mesure, à l'élévation du taux des salaires. Cette hausse des salaires, en même temps que l'amélioration des conditions d'existence de l'ouvrier, étaient singulièrement favorisées par l'ensemble des *factory acts* qui s'échelonnent au cours de cette période, la plus active de la réglementation du travail, et les progrès incessants de l'industrie dont les effets se répandaient sur la communauté toute entière. Les friendly societies bénéficièrent de l'impulsion donnée à la

1. Wilkinson, *Mutual Thrift*, chap. III.

formation du capital et y contribuèrent. M. Tidd Pratt, le barrister chargé de certifier les statuts, constata que le nombre des sociétés auxquelles il avait délivré un certificat, de 1833 à 1834, était de 360 tandis qu'il s'élevait à 754, l'année suivante (1). L'influence de la réforme de la Poor Law et du mouvement économique général ne s'exerce pas seulement sur les sociétés ayant une existence légale : la classe proscrite des affiliated orders en reçoit sa part. En 1834 l'Unité de Manchester comptait 781 loges et 47.638 membres, et, deux ans plus tard 1.100 loges et 70.000 membres (2). Les Foresters, les Shepherds, les Druids, les Romans suivent les traces de leur émule. Sur tous les points du Royaume-Uni s'étendent et croissent leurs ramifications.

La législation de 1829 comportait des défauts et des contradictions. Elle conférait au barrister chargé d'approuver les statuts des caisses d'épargne, la mission de certifier les statuts et les tables des friendly societies sans préjudice des attributions concurrentes des juges des sessions trimestrielles. Elle recommandait à ceux-ci de s'assurer de l'exactitude des tables et reconnaissait l'absence de données qui pussent guider l'État lui-même, dans la vérification des conditions constitutives des sociétés. Une loi du 30 juillet 1834 (4 et 5 William IV, C. 40) vint dissiper ces obscurités, en même temps qu'elle assouplissait le système général, en l'accommodant à tous les modes de la coopération. Désormais, les sociétés devaient être libres, d'établir elles-mêmes à quelles conditions et suivant quelles contributions elles se proposaient de fonctionner, pourvu, qu'elles offrissent au barrister chargé d'approuver les statuts, des garanties satisfaisantes de leur légalité et de la confection

1. Walford (*op. cit.*).

2. Wilkinson, *Friendly societies movement*, chap. III.

des tables; les juges n'avaient plus à en vérifier l'exactitude, avant d'en autoriser l'emploi. Les objets pour lesquels une société pouvait être fondée, étaient étendus et comprenaient : 1^o la constitution d'une épargne en prévision de toute circonstance naturelle ou accidentelle dont l'éventualité pouvait être exprimée par des moyennes; 2^o tout objet qui ne fût pas illégal, à la condition que les contributions destinées à le réaliser fussent mises à part. Dès lors les Friendly societies perdaient leur caractère exclusif d'assurance ouvrière mutuelle, pour devenir un système de relations contractuelles quelque peu amorphe.

L'ampleur des dispositions de la loi de 1834 fut une source de confusion. Historiquement l'objet des Friendly societies était de suppléer à l'impuissance de l'assistance légale, et de créer, à côté d'elle, une assistance mutuelle volontaire, de la part de ceux qui paraissaient prédestinés à l'indigence. Or, il advint que des compagnies d'assurances sur la vie qui opéraient sur des sommes beaucoup trop élevées pour que les contributions correspondantes pussent être payées par des ouvriers cotoyant l'indigence, se firent enregistrer à titre de friendly societies. L'absence de disposition qui limitât le montant des sommes assurées, permettait, en effet, aux compagnies de profiter d'un régime exceptionnel. Aussi, en 1840, une loi brève (3 et 4 Vict. c. 73), sans porter atteinte aux droits acquis par un enregistrement antérieur, restreignit l'exemption des droits de timbre et le privilège de placer tout ou partie du capital entre les mains des Commissaires de la Dette aux seules sociétés qui n'offraient pas d'assurance pour une somme de plus de £ 200. En outre, les sociétés qui effectuaient des dépôts dans une caisse d'épargne, devaient faire une déclaration, aux termes de laquelle elles affirmaient

ne pas émettre de police d'une valeur supérieure à la même somme (1).

L'attention de ceux qui s'intéressaient à l'avenir des friendly societies était dirigée du côté technique. Dans un rapport en date de 1839, M. Tidd Pratt insistait sur la nécessité d'établir une statistique sériee et comparative des décès, pour les villes et les campagnes, les districts agricoles, manufacturiers et houillers, les pays de plaine et les régions montagneuses, etc. Cette idée devait être mise à exécution quelques années plus tard, par le *corresponding secretary* des *oddfellows*, M. Ratcliff. Entre temps, M. Neison, actuaire près les commissaires de la Dette, présentait en 1845, à la société de statistique de Londres ses « contributions à la statistique vitale ». Cet écrit qui augurait la suppression du pauperisme du développement des friendly societies reflète une impression singulièrement pessimiste sur la situation financière des sociétés existantes et l'efficacité des lois. « En fait, y est-il dit, le stimulant donné à la formation de ces sociétés, par quelques lois récentes, doit être regardé comme un mal, plutôt que comme un bienfait, pour les classes ouvrières. Un nombre immense de ces sociétés se sont formées, en très peu de temps, dont les contributions ont été fixées suivant les données les plus décevantes et les plus inexactes, en sorte que bien peu sont destinées à vivre encore quelques années ».

Il n'était pas suffisant de dire quelle était la source du mal ni même d'en indiquer le remède. Beaucoup de sociétés, notamment les *collecting societies*, cherchaient à tirer parti de l'ignorance commune de la statistique vitale et de la répugnance instinctive des masses pour cet ordre de préoccupations. Elles absorbaient l'épargne des pauvres pour les aban-

1. Cette déclaration étant sanctionnée par les dispositions du *Statutory Declaration Act* de 1836.

donner systématiquement à la misère et au workhouse. La faculté légale de se livrer aux opérations d'assurance sur la vie des enfants était une cause d'agissements suspects dont la conscience publique commençait à s'inquiéter. Il aurait fallu instituer une autorité indépendante qui fut, pour les sociétés *bona fide*, un organe d'information et un guide tutélaire, pour les autres, un organe de surveillance et de répression. Le législateur n'entra qu'à demi dans cette voie.

En 1836 un membre de la Chambre des Communes avait tenté, sans succès, de faire nommer une nouvelle commission d'enquête. Le Parlement s'estimait assez instruit sur les exigences positives de l'organisation des sociétés, et, en 1846, sans enquête préalable, il procédait à l'élaboration d'une loi nouvelle. L'act de 1846 (9 et 10 Vict. c 27) cherche à dissiper les doutes qui s'étaient élevés sur la validité et les caractères des friendly societies, et entreprend, à cet effet, une longue énumération de leurs objets sans toutefois les limiter absolument. Aux termes de ses dispositions les objets pour lesquels une Friendly society peut être fondée, sont les suivants :

1° L'assurance licite d'une somme d'argent payable à la mort des membres, à leurs maris, femmes ou enfants, parents ou *nominees*, ou pour payer les frais des funérailles des membres, de leurs maris, femmes ou enfants ;

2° Le secours, l'entretien, la dotation des membres de leurs maris, enfants, parents ou « *nominees* » dans le jeune âge, la vieillesse, la maladie, le veuvage, ou toute autre circonstance actuelle dont la probabilité peut être déterminée par des moyennes ;

3° Le paiement d'une indemnité aux membres de la société, dans le cas d'incendie, d'inondation ou de naufrage ou de quelque autre accident dont la probabilité peut être déter-

minée par des moyennes, pour la perte de leur capital, bestiaux, marchandises, fonds de commerce, outils et instruments de leur commerce ou de leur profession ;

4° Le placement des petites épargnes des membres, dans le but de leur permettre d'acheter la nourriture, le combustible, les vêtements et autres choses nécessaires, ou les outils et les instruments de leur commerce ou de leur profession, ou dans le but de pourvoir à l'éducation de leurs enfants ou des enfants de leurs parents, avec ou sans le secours de libéralités charitables, pourvu que dans les cas ci-dessus les parts ne soient pas négociables et que le placement de chaque membre soit capitalisé ou employé seulement au profit du membre qui l'a effectué ou au profit du mari, de la femme, des enfants ou des parents de ce membre ; qu'aucune partie n'en soit affectée au secours, à l'entretien, à la dotation d'une autre personne ou d'une personne quelconque, que la somme entière du solde dû audit membre, aux termes des statuts, lui soit payé lors de sa retraite, et qu'aucune société de ce type ne puisse placer tout ou partie de son capital entre les mains des commissaires de la Dette ;

5° Tout objet qui sera reconnu légal en Angleterre et en Irlande.

Le quatrième paragraphe de cette énumération est connu sous le nom de « frugal investinent clause » et fut l'origine de la législation spéciale aux *Industrial and Provident societies* qui jouèrent un si grand rôle, dans le développement économique de l'Angleterre.

L'act de 1846 était, à d'autres égards, une loi de progrès. Le barrister chargé d'homologuer les statuts, devint le Registrar des friendly societies qui avait pour fonction de centraliser les opérations jusqu'alors confiées aux *Clerks of the Peace*. Toutefois ne devait-il enregistrer les statuts d'une

société dont l'objet dépendit des statistiques vitales, qu'autant que celle-ci avait fait vérifier ses tables par l'actuaire près les Commissaires de la Dette ou par une personne ayant été, au moins cinq ans, actuaire d'une Compagnie d'assurance sur la vie, à Londres, à Edimbourg ou à Dublin. Le nom de l'actuaire devait être inséré dans les statuts et imprimé au bas de tous les exemplaires des tables. Le Registrar pouvait juger, en qualité d'arbitre, les contestations nées dans le sein des sociétés. Il recevait, aussi, le pouvoir de transférer les droits de propriété d'un trustee incapable ou absent à son successeur.

Le législateur avait tiré parti des propositions jadis émises par la *Highland society*. En même temps que les statistiques quinquennales, les sociétés étaient tenues de transmettre au Registrar une situation générale active et passive ou « valuation ». Cette obligation devait faire l'objet d'une clause spéciale des statuts.

Les conditions de la tenue des livres, la distinction des comptes afférents aux diverses natures de bénéfices, devaient être prévues dans les dispositions statutaires. L'argent versé à un autre titre qu'à celui de contribution aux secours, à l'entretien ou à la dotation, dans l'enfance, la vieillesse, la maladie ou toute autre circonstance naturelle dont la probabilité peut être exprimée par des moyennes, devait être mis à part, à moins que les dépenses faites de ce chef particulier, ne fussent supportées par des contributions extraordinaires, levées en temps de besoin. Il y avait là tout un ensemble de dispositions heureuses, destinées à devenir la base de la législation future.

Une dernière section préludait à l'avènement légal des ordres affiliés, et déclarait que le *Treasonable Purposes Act* de 1799 et le *Seditious Meetings Act* de 1817 ne s'appliquaient pas aux sociétés enregistrées, à la condition que les dites so-

ciétés et les réunions auxquelles elles donnaient lieu, ne s'intéressassent pas à d'autres objets qu'à l'entretien, le secours et la dotation des membres, et que la société fût établie dans le but d'assurer un bénéfice en relation avec les lois de la mortalité et des maladies.

La loi comportait une disposition qui frappait principalement les *collecting societies*, elle interdisait à toute société d'avoir des membres mineurs de moins de 6 ans ou d'en assurer la vie.

Si sage qu'il fût dans son ensemble, l'act de 1846 était empreint d'un caractère trop restrictif, pour le temps et l'esprit de ceux auxquels il s'appliquait, La rigueur des conditions posées à l'obtention du certificat du Registrar n'eut d'autre effet que d'éloigner les sociétés des avantages de la vie légale. A partir de 1846, la moyenne annuelle des sociétés qui se firent enregistrer, fut de 215 environ, alors que, pendant les deux années précédentes, leur nombre avait été de 1600. Celles qui s'étaient conformées à la loi ne remplissaient leurs obligations qu'avec beaucoup de négligence; les rapports qu'elles devaient fournir étaient, le plus souvent, très incomplets et inexacts. A raison même du caractère volontaire de l'institution et dans la crainte d'enrayer un mouvement qu'il importait d'encourager, le législateur n'avait pas prévu de sanction spéciale. Son objet avait été de diriger les efforts des sociétés et d'en instruire les promoteurs. Mais l'Etat n'avait pas encore réussi à réunir des éléments d'information sur lesquels on pût asseoir une parfaite certitude. Les principaux actnaires étaient en désaccord, et M. Tidd Pratt s'avoue très embarrassé de répondre aux personnes qui lui demandent les raisons de leurs contradictions. Le plus heureux moyen d'éducation était l'obligation des vérifications quinquennales. Un résumé périodique des expériences de chacune des sociétés, pour peu

qu'elles aient eu le souci de leur avenir, était la plus efficace leçon. Par malheur, l'article de loi qui consacrait cette innovation, devait être abrogé avant qu'il eut produit ses effets.

La dérogation introduite par la loi de 1846, aux dispositions des *corresponding societies acts*, n'était pas suffisante pour permettre aux affiliated orders de bénéficier du régime légal. Les principes mêmes de leur organisation s'opposaient à leur enregistrement. Il eut fallu que chaque loge se fit enregistrer comme société distincte et que la société payât, par suite, des frais multiples. La dépense se serait élevée, pour un ordre tel que l'Unité de Manchester à plusieurs milliers de livres. Aux termes des statuts des sociétés à branches, toute contestation née dans le sein d'une loge, était déférée à un jury issu de cette même loge, et la décision était susceptible d'appel, devant le comité de district, sans préjudice d'un troisième degré de juridiction exercée par le bureau central des directeurs. Cette organisation de l'arbitrage n'était point conciliable avec les dispositions de la loi, et les statuts qui l'admettaient ne pouvaient être revêtus de l'homologation du Registrar. D'autre part, la loi portait que la validité des statuts et des modifications apportées aux statuts était subordonnée au vote d'une assemblée générale des membres de la société convoquée au siège de la société. Or, le vote des dispositions statutaires, dans les deux plus importantes sociétés à branches, les Oddfellows et les Foresters, était la prérogative des délégués des branches, se réunissant chaque année dans une ville différente. Il y avait là tout un système inconnu du législateur.

Les conséquences de cette situation étaient les inconvénients et les dangers inhérents à l'existence des groupes sans organisation juridique propre. L'Unité de Manchester, en fit, en particulier, l'expérience. En but à la fraude et aux malversa-

tions, sans pouvoir user d'aucune arme juridique, elle devient, au dire de M. Spry, son historien « un nom sans réalité, un composé disparate d'éléments d'orgueil et de pauvreté, de pauvreté et de fraude, de fraude et de bienfaisance, de discordes et de philanthropie ; séduisante au dehors, corrompue au dedans, privée de la protection de la loi, à la merci des fripons et des charlatans ». Le Parlement était assailli de pétitions qui tendaient à provoquer son intervention et déterminèrent un de ses membres à introduire le bill suivant : « Bill pour protéger plus efficacement de la fraude et des malversations une association charitable philanthropique et de prévoyance connue sous le nom d'*Independent order of oddfellows* ». Cette proposition de loi fut soumise à l'examen d'un *select committee* de la Chambre des lords, présidé par lord Beaumont, qui entendit le grand maître des oddfellows, le Registrar, les principaux actuaires et d'autres personnes compétentes. La commission déposa son rapport le 14 août 1848.

Les commissaires reconnaissaient l'échec de la loi et envisageaient les conditions nouvelles du problème. Ils opposaient aux clubs à sphère étroite les sociétés telles que les *Affiliated Orders* et signalaient les avantages de ces derniers. Ils montraient l'importance du nombre, dans les questions de mutualité, et la précarité de l'existence de simples clubs, même approuvés et munis du certificat légal, le jour où quelque épidémie ou toute autre cause accidentelle exerçait une pression sur les fonds de la société. D'ailleurs, le reproche de gaspiller, au cabaret, les fonds disponibles en jouissances inopportunes, s'adressait surtout au local clubs. Tandis que la plus légère déviation de l'échelle des contributions et des allocations influait irrémédiablement sur les finances des petites sociétés, les associations plus étendues et mieux administrées étaient capables de surmonter les plus sérieuses complica-

tions. Les petites sociétés tombaient en décadence victimes de leur propre négligence ; les *Affiliated orders* accomplissaient d'année en année de nouveaux progrès et couvraient le royaume de leurs ramifications. « L'ordre des *Oddfellows*, en particulier, disaient-ils, a atteint des proportions gigantesques et obtenu une telle popularité qu'il semble exercer la plus grande séduction sur la portion jeune des classes ouvrières, et menace de supplanter toutes les institutions inférieures de même nature. Sans le secours de l'Etat, ni la protection de la loi, cette association a, déjà, 250.000 membres et ses recettes annuelles s'élèvent à £ 340.000. Une association si considérable devient un puissant instrument de bien ou de mal, à proportion de ce que ses objets sont utiles ou dangereux, et ses membres bien ou mal traités par le législateur. » Après avoir condamné certains usages mystérieux et sacramentels qui remontaient à l'origine des ordres, la commission concluait en demandant au Parlement de légaliser leur organisation, tant à raison de l'utilité de leurs objets, comme institution de prévoyance, qu'à raison du danger qu'il y avait à exciter le mécontentement de groupes aussi nombreux. Toutefois, elle faisait appel à toute la circonspection des deux chambres dans l'élaboration d'un bill sur ce sujet, à fin que les dispositions n'en pussent profiter aux *trade unions*. » Une grande partie du rapport était consacrée à des considérations techniques et à la critique des bases sur lesquelles reposaient les tables certifiées.

L'année suivante, un bill était introduit à la Chambre des communes « pour compléter les dispositions relatives à la certification des tables de contributions et de bénéfices des *Friendly societies* et pour assurer la solvabilité desdites sociétés. » Ce bill et diverses pétitions qui s'y rattachaient furent soumis à l'examen d'un nouveau *Select Committee*. Au cours

de l'enquête, on voit exprimer l'idée de faire édicter par l'Etat des tables obligatoires. La commission se prononce pour la négative, faute de données certaines qui permettent de les construire. Les statistiques fournies par les sociétés ne méritaient pas une confiance absolue. M. Neison cite un fait de nature à compromettre singulièrement leur portée. D'après lui de nombreuses sociétés, en Ecosse, affectaient un caractère de véritable charité. Quand un membre tombait malade, les autres lui venaient en aide, indépendamment des fonds de la société ; ils n'y avaient recours que dans des circonstances impérieuses. Dès lors, les livres de la société n'étaient point une source de renseignements utilisables, pour la statistique des maladies.

L'attention de la Commission s'était portée en grande partie sur les sociétés non enregistrées. Dans l'opinion de M. Tidd-Pratt, leur nombre dépassait celui des sociétés enregistrées. Les unes employaient des tables qui ne pouvaient soutenir l'examen d'un actuaire, les autres s'abstenaient de l'enregistrement, en défiance de toute intervention administrative. Il y avait, en outre, les ordres affiliés dont l'organisation n'avait pas été reconnue par le législateur. Les commissaires étaient d'avis que le Registrar pût accorder un certificat d'enregistrement sans que la société ait eu besoin d'obtenir au préalable le certificat d'un actuaire. Dans tous les cas, le certificat du Registrar devait porter la mention qu'il n'impliquait aucune garantie de la solvabilité des sociétés. Quant aux *Affiliated orders* la commission proposait que toute société dût envoyer une liste de ses branches au Registrar et ne payât, pour l'enregistrement de chacune d'elles, qu'une demi-couronne.

Les commissaires exprimaient, par ailleurs, l'opinion que le Registrar avait à remplir des fonctions de guide et de conseiller vis-à-vis des sociétés qui solliciteraient le secours de ses

lumières, et, quoiqu'ils fissent fonds sur l'initiative et le développement des qualités morales du peuple anglais, ils ne croyaient pas inopportun de soumettre la comptabilité des sociétés à un contrôle administratif.

Les propositions du Committee furent en grande partie adoptées par le Parlement. Par un act du 15 août 1850 (13 et 14 Vict. C. 15), celui-ci abrogeait les lois de 1829, de 1832, de 1840 et 1846, et édictait un ensemble de dispositions nouvelles. L'énumération élastique des objets des Friendly societies contenue dans l'act de 1846 était reproduite et augmentée; elle comprenait la constitution d'un fonds de secours pour permettre à un membre, à son mari, à sa femme, à ses enfants ou à ses *nominees*, d'émigrer, c'est-à-dire de se rendre dans les colonies pour y exploiter une concession. Toutefois, les sociétés qui se livraient à des opérations d'assurance pour une valeur supérieure à £ 100, somme entière, £ 30, à titre de rente viagère, et à 20 sh. comme allocation hebdomadaire, ne pouvait prétendre au bénéfice des friendly societies. Celles-ci étaient divisées en deux classes : 1^o les sociétés certifiées, ou sociétés ayant obtenu le certificat d'un actuaire dûment qualifié. Celui-ci, devait indiquer, dans le certificat, les données sur lesquelles il avait basé ses calculs et le taux d'intérêt dont il avait tenu compte. Toutes les sociétés qui assuraient une pension de retraite était obligatoirement comprises parmi les *certified societies*; 2^o les sociétés simplement enregistrées.

Le Registrar devait examiner avec soin les statuts de toutes les sociétés, s'assurer s'ils étaient conformes aux lois et ne contenaient pas de clauses contradictoires ou impraticables. Dans les cas où il avait à remplir le rôle d'arbitre, il avait le droit d'examiner les livres de la société et de déférer le serment. Aux seules sociétés certifiées, étaient réservés le privilège de placer tout ou partie des fonds, entre les mains des

commissaires de la Dette, et la dispense des « lettres d'administration », au cas de paiements ne dépassant pas £ 50 aux représentants des membres morts intestat. En revanche, les facultés de placement, pour toute société, étaient élargies et comprenaient : les valeurs de l'East India, les fonds en banque et les « local rates ».

L'obligation de fournir des statistiques quinquennales était maintenue. Le Registrar était chargé d'en tirer les éléments d'un rapport qui devait être déposé devant le Parlement. Par contre, le principe, de la vérification quinquennale ou « valuation » était abandonnée, avant même que l'expérience en eût été faite.

Pour la première fois les *affiliated orders* pouvaient accéder à l'enregistrement. Chacune des branches avait la faculté de se faire enregistrer, indépendamment de la question de savoir si les statuts de la société mère avait reçu la sanction du registrar. Les frais d'enregistrement des statuts d'une branche, et des modifications apportées aux statuts, étaient réduits à 2 shillings 6 pence. Toutefois, les trustees, ou autres fonctionnaires des branches, sur la réquisition de deux juges de paix, étaient tenus de fournir à ceux-ci toutes explications relatives à la nature, objet, pratiques et formes de l'association ; faute d'y consentir les *corresponding societies acts* reprenaient tout leur empire.

Aucune société ne devait se livrer aux opérations d'assurance sur la vie des enfants de moins de 10 ans, si ce n'est dans le but de permettre à leurs parents de payer leurs funérailles, et à la condition que la somme assurée ne dépassât pas £ 3, payable, soit à l'entrepreneur des pompes funèbres, soit à la personne à qui incombait la dépense. De plus, aucune somme, à quelque chiffre qu'elle s'élevât, ne pouvait être payée au décès d'un membre, enfant ou adulte, que sur la produc-

tion du certificat d'un « *surgeon* » ou « *coroner* » indiquant la cause de la mort et attestant qu'elle ne résultait pas de l'empoisonnement, de la violence ou de la criminelle négligence.

En considération des agissements des *collecting societies*, la loi disposait, quant aux membres déclarés arbitrairement déchus, que les arbitres ou juges de paix pouvaient ordonner soit leur réintégration, soit le paiement d'une indemnité à la charge de la société. L'ordonnance n'était pas susceptible de recours « *at law* ».

Cette loi avait un caractère provisoire et devait être renouvelée au bout d'un an.

Les effets de la loi de 1850 ne furent pas, à beaucoup près, aussi heureux que ses auteurs avaient cru l'espérer. La création d'une classe de *registered societies*, distincte des *certified societies*, en vue de simplifier les conditions d'existence des *friendly societies*, en général, ne réussit pas à exercer un attrait assez puissant, sur le nombre des sociétés qui végétaient, en dehors de la protection légale, pour qu'elles désirassent en faire l'expérience. D'autre part, le certificat délivré par le registrar donnait à croire que la société qui l'avait obtenu avait reçu l'approbation officielle et la consécration de l'Etat. Entre les mains des sociétés de bonne foi, il n'empêchait pas les conséquences de l'erreur et de la négligence administrative de se produire ; exploité par les *collecting societies*, il leur servait à duper leur clientèle pauvre et ignorante. En ce qui concerne les *affiliated orders*, la loi eut des conséquences positives. Toutefois le succès fût-il partiel. L'ordre des *Foresters* était enregistré en 1851 ; peu après c'était le tour de l'Unité de Manchester. Mais, M. Tidd Pratt ne voulut enregistrer leurs branches qu'à titre de société distincte et séparée, en dépit des travaux préparatoires de la loi. D'ailleurs, l'act

de 1850 comme ceux qui l'avaient précédé s'appliquait à un ensemble de sociétés trop diverses pour ne pas être nécessairement incomplet. Lorsqu'il s'agit, en 1852, de le renouveler, le Parlement en distraja les sociétés qui faisaient anciennement l'objet de la « frugal investment clause » de l'act de 1846, et statua, à leur endroit, par une loi spéciale, l'*Industrial and Provident Societies Act* (15 et 16 Vict C. 34). Les autres dispositions du *Friendly societies Act* furent légèrement amendées et remises en vigueur, jusqu'au 1^{er} octobre 1853.

Troisième période

L'Act de 1855. — Authorized societies. — Extension des Collecting societies. — L'Enquête de 1871-1874. — Eléments et préliminaires de la législation actuelle.

Peu à peu, les friendly societies qui, pendant la précédente période, avaient été, dans leur ensemble, la forme universelle de la coopération, entraient dans une phase de particularisation et tendaient à se restreindre aux applications multiples de l'assurance ouvrière. Cependant, elles ne répudient pas toute parenté avec les groupes dont elles se sont séparées, et le législateur a soin de ménager, dans l'act qui les concerne, certaines dispositions dont la plasticité permet de distendre les anciennes attaches, sans les détruire.

Cette évolution était, d'ailleurs secondée par les progrès que la solution des questions techniques avait accomplis. En 1850, M. H. Rattcliff, *corresponding secretary* de l'Unité de Manchester, publiait le résultat de travaux qu'il avait entrepris depuis 1846, dans un ouvrage ayant pour titre : « Observations

sur le taux de mortalité et de maladies existant parmi les friendly societies, séries suivant les métiers, les professions et les localités, » De son côté M. Tidd Pratt, en 1852, déposait devant le Parlement le rapport qu'il était obligé de fournir, sur les statistiques quinquennales recueillies. Celles-ci portaient sur l'existence de 300.000 individus et formaient 40 volumes. M. Neison, actuaire de la Dette nationale, fut chargé d'en tirer les éléments de la construction de tables modèles qu'il présenta au Parlement l'année suivante, en 1853.

On peut soutenir que les friendly societies proprement dites, auraient pu se développer, indépendamment de dispositions préventives. Aussi bien, la question qui se posait pour le législateur, était de leur faciliter l'accès de la vie légale. Mais il y avait toute une catégorie de sociétés, les *collecting societies* qui, à raison de leur nature, différant à tous égards de la constitution des groupes dont elles partageaient le nom, compliquaient les éléments du problème, en répandant sur les friendly societies en général, la responsabilité des méfaits qui étaient à elles seules imputables.

La loi, d'ailleurs, dans sa forme provisoire, s'adaptait très imparfaitement à l'état de faits qu'elle devait organiser. Dès 1852, un select committee était désigné, pour diriger une enquête sur les effets de la législation relative aux Friendly societies. Cette enquête portait sur la situation faite à plusieurs sociétés par l'article de la loi qui limitait l'annuité assurable à £ 100, et qui les avait obligées de suspendre leurs opérations, alors qu'elles existaient depuis un siècle. Il s'agissait aussi de déterminer les droits des sociétés qui avaient été enregistrées à titre de friendly societies, avant 1840, et délivraient des polices pour une valeur quelconque et très haute. Cette enquête n'eut qu'un résultat partiel. La loi de 1853 (16 et 17 Vict. c. 23) retira aux sociétés enregistrées avant

1840, qui se livraient à des opérations d'assurance pour une valeur dépassant le maximum fixé par le *friendly societies act*, le privilège de placer leur capital entre les mains des Commissaires de la Dette, et leur accorda certaines facultés compensatrices (1).

Un nouveau *select committee* fut nommé en 1854 et reçut la mission d'étudier les rapports des commissions qui l'avaient précédé, en 1849 et 1852. Les commissaires de 1854 proposèrent de donner aux membres d'une société, alors même qu'elle n'eût pas été enregistrée, la faculté d'exercer une action contre leurs coassociés et les fonctionnaires de leur société. La position de *registered society* eut été un degré supérieur dans la vie légale, conférant l'« incorporation ». Le rapport préconisait une idée émise par M. Tidd Pratt, au cours de l'enquête de 1852, et relative à l'organisation d'un « board » ou service public spécial aux *friendly societies*. Cette administration aurait eu pour fonction de fournir les renseignements nécessaires à l'établissement et à la direction des sociétés, de préparer la solution des questions techniques et de rectifier les bases des opérations des sociétés, en voie de décadence. Le Registrar n'aurait eu qu'à s'assurer de la légalité des statuts soumis à l'enregistrement.

La commission se préoccupa des relations de la mortalité infantile et de l'*Infant insurance*. Il y avait eu des cas d'infanticide, où le mobile du crime avait été le désir de toucher le montant de l'assurance contractée sur la vie de l'enfant. Dans l'opinion des commissaires, les faits de cette nature étaient si rares qu'ils ne pouvaient imposer au Parlement

1. Il résultait de l'enquête que, si l'Etat avait dû rembourser le total des fonds qui avaient été placés au débit du *National Debt office*, la perte eut été pour les deniers publics de £ 127.000 ; c'était une subvention fournie par l'Etat, sous forme de garantie d'intérêt.

l'obligation de légiférer sur ce point; il suffisait de fixer une limite à la somme assurable.

Le rapport signalait encore la position anormale des sociétés enregistrées, avant 1840, qui opéraient sur une échelle aussi étendue que les compagnies d'assurance ordinaires.

À la suite de cette enquête fut votée une loi (17 et 18 Vict. c. 56) disposant que les sociétés établies avant 1840 et remettant des polices d'une valeur supérieure à £ 1000, cesseraient d'appartenir aux friendly societies et ne pourraient invoquer le bénéfice d'aucune disposition qui dépendait de leur régime. Une autre loi (17 et 18 Vict. c. 56) rééditait le système général de la législation de 1850. Celle-ci subissait l'année suivante une révision complète et la sanction royale était donnée à un act nouveau, qui demeura la loi fondamentale des friendly societies, jusqu'en 1875 (1).

L'act de 1855 (18 et 19 Vict. c. 63) restreignait les objets des Friendly societies à l'assurance sur la vie, aux secours alloués pendant la maladie et la vieillesse des membres, à ceux alloués à leurs veuves, et à « l'endowment ». Mais, en vertu du paragraphe 3 de la section 9, toute société dont l'objet était *ejusdem generis*, pouvait, moyennant une autorisation du ministre, prétendre au bénéfice de la loi. Les limites fixées au montant de la somme assurable et de l'annuité payable par les sociétés, étaient les mêmes qu'en 1850. Tous frais d'enregistrement étaient supprimés et la distinction créée entre les *certified* et *registered societies*, abolie. Seules, les sociétés payant une annuité étaient tenues de faire certifier leurs tables par un actuaire dûment qualifié. Les autres sociétés pouvaient, soit faire enregistrer leurs statuts et obtenir, à ce titre, un certificat du Registrar, soit en déposer un

1. L'act de 1855 fut partiellement modifié en 1858 (21 et 22 Vict. c. 101) et en 1860 (23 et 24 Vict. c. 58).

exemplaire, entre les mains de ce fonctionnaire qui leur délivrait un certificat de légalité. Ce certificat leur permettait d'invoquer la plupart des dispositions protectrices de la loi, notamment la faculté de poursuivre et d'être poursuivie dans le nom de leurs trustees, et de pourvoir elles-mêmes au règlement de leurs contestations, sans entraîner les obligations à la charge des sociétés enregistrées. Le dépôt pur et simple des statuts constituait une brèche pratiquée, dans la loi, par le législateur lui-même, et menaçait l'ensemble de ses dispositions.

La loi de 1855 portait, en outre, que les « benevolent societies » (1) pouvaient profiter des avantages essentiels aux friendly societies, à l'exception du privilège sur les biens de leurs fonctionnaires faillis ou décédés, et de l'exemption des droits de timbre, à la condition de transmettre leurs statuts au registrar et d'en obtenir un certificat d'existence légale. Les sociétés dont il était question avaient été assimilées depuis 1795 aux friendly societies ; les dispositions nouvelles impliquaient leur exclusion du système propre à ces dernières.

La section 16 permettait aux sociétés d'acheter, de bâtir ou de prendre à bail un local, affecté aux réunions, qu'elles pouvaient vendre, échanger, hypothéquer, louer en tout ou en partie. La même section leur donnait le droit de posséder un terrain d'une superficie maximum d'un acre (2). Il leur

4. « Toute institution de prévoyance et de bienfaisance formée dans le but de subvenir aux besoins physiques des personnes dans des circonstances malheureuses, d'améliorer les habitations des ouvriers et de leur assurer une retraite, et dans le but de fournir des logements à leurs membres ou à leurs *nominees*.

2. Cette disposition comportait un défaut d'élégance juridique. Les sociétés avaient la faculté d'acheter ou de louer un local si grand qu'il pût être, mais elles ne pouvaient acheter plus d'un acre de terre qu'elles n'avaient le droit de donner à bail qu'autant qu'il avait été recouvert par la construction dudit local.

était interdit de placer leurs fonds en achats de maisons ou de terre, non plus qu'en achat d'actions de sociétés (1). Elles ne pouvaient consentir de prêts qu'à leurs membres, sous forme d'avance de leur crédit, jusqu'à concurrence de la moitié du montant de l'assurance payable à leur décès. Ces prêts ne pouvaient s'effectuer qu'en vertu d'un contrat passé entre les trustees et l'emprunteur et sous double caution de la part de ce dernier.

L'obligation des statistiques quinquennales et du rapport annuel demeurait en vigueur.

En ce qui concerne les *Affiliated orders*, le législateur de 1855 n'eut pas le bonheur de trouver une formule à l'abri des controverses d'interprétation. La section 49 portait que le mot société s'étendait à toutes les branches et comprenait toutes les branches (*every branch*). M. Tidd Pratt en conclut que chaque branche était une société séparée ayant des trustees, un trésorier, un capital distinct, constituant une unité indépendante, libre de s'établir et de se dissoudre à son gré. Cette jurisprudence qui paraît en contradiction avec les travaux préparatoires de la loi, eut pour effet de compromettre l'autorité du corps central sur les branches et d'opposer un obstacle à leur enregistrement (2).

Au lendemain de la promulgation de l'act de 1855, le 14 septembre de la même année, le *Home secretary*, en vertu du troisième alinéa de la section 9 de la loi, autorisait la constitution des *friendly societies* pour les objets suivants : « l'assistance de leurs membres, quand ils sont forcés de voyager pour chercher un emploi ; l'allocation temporaire de

1. Ces prescriptions furent fréquemment transgressées dans la pratique. Beaucoup de sociétés plaçaient leurs fonds dans les *building societies*.

2. En 1858, l'Unité de Manchester sur 3.198 loges n'en avaient que 1673 qui fussent enregistrées et l'ordre des *Foresters* 926 sur 1876.

secours dans des circonstances nécessiteuses; l'assistance ou l'entretien des membres dans le cas où ils deviendraient estropiés, aveugles, ou corporellement atteints par accident; la fourniture du charbon et autres choses nécessaires aux membres; l'assurance des membres contre le dommage subi par suite de la maladie ou de la perte des animaux employés dans le commerce et l'agriculture. Le 1^{er} octobre de la même année, une nouvelle autorisation ministérielle était délivrée aux sociétés ayant pour objet la capitalisation, au profit de chaque membre, individuellement, de la portion de ses contributions excédant la quotité nécessaire à son assurance. En 1857, le Home secretary ajoutait aux objets autorisés des friendly societies, l'assurance contre les naufrages, la perte et avaries des bateaux et filets. Dans la suite, le bénéfice de l'autorisation ministérielle fut étendu aux sociétés formées dans un but de réunion, de relations et de services mutuels, de culture morale et mentale, de récréations rationnelles, et pour procurer aux friendly societies, légalement établies, les moyens de tenir leurs meetings (autorisation du 27 janvier 1864). L'œuvre de restauration du Home secretary ne s'arrête pas là. En 1880, il autorise l'allocation de secours aux membres des friendly societies, dans le cas de folie, de paralysie et de cécité (autorisations du 5 mars et du 12 mai). Enfin une autorisation du 14 octobre 1872 permet aux friendly societies d'assister leurs membres pendant la morte saison.

La dénomination de friendly societies était devenue aussi compréhensive qu'auparavant. Il n'y avait pas jusqu'aux trade unions qui ne pussent profiter des dispositions de l'act de 1855. La faculté du dépôt des statuts, quoique basée sur les recommandations du Committee de 1854, en faveur de toute friendly society non enregistrée et non illégale, avait été aussi concédée

en considération formelle de l'usage que pourraient en faire les trade unions (1). Leurs relations avec les friendly societies n'avaient rien perdu de leur intimité traditionnelle. Le cinquième rapport du Registrar (1860) dénonce la complicité de ces dernières dans l'organisation de la grève du bâtiment. « En ce qui concerne la désaffectation occasionnelle des fonds des friendly societies, dans le but de soutenir la grève, y est il dit, il ne peut y avoir de doute ».

Quel était alors l'état de développement que présentait l'institution considérée dans son ensemble ? « Chaque village, chaque hameau de l'Angleterre et du pays de Galles, écrit le Registrar, en 1857, possède sa friendly society, tandis que les villes et les grandes cités les comptent par centaines ». A raison du caractère facultatif de l'enregistrement, il était difficile de connaître d'une façon exacte et complète le nombre des sociétés. Il n'était pas davantage aisé de déterminer le nombre des membres des sociétés même enregistrées. Beaucoup de celles-ci s'abstenaient de faire les rapports obligatoires, malgré la pénalité de 20/ non compris les frais, qu'une loi de 1860 avait édictée. En 1861 le Registrar dit, dans son rapport, avoir envoyé à 22.948 sociétés la formule du rapport annuel et il n'avait reçue que 8.140 réponses. Il attribuait la négligence des fonctionnaires responsables au fait que, dans beaucoup de cas, l'affectation et le placement des fonds étaient contraires à la loi (2).

Cependant, les friendly societies attestaient une vitalité remarquable. Elles eurent à traverser une série de crises qui furent pour les plus faibles une cause d'élimination. De 1857

1. Premier appendice au quatrième rapport de la Commission de 1870-74.

2. Le rapport du Registrar de 1838 mentionne que 54 friendly societies produisirent à titre de créanciers chirographaires à la faillite d'un brasseur.

à 1866, huit épidémies sévirent à travers le Royaume Uni ; de fréquentes explosions de mines se produisirent. Pour achever d'éprouver l'épargne et la prévoyance ouvrière, la « Cotton famine » de 1862 entraînait le chômage de 220.000 ouvriers et une perte de salaires s'élevant à £ 200.000 par semaine. Sans compter les nombreuses ruines obscures, le Registrar eut à enregistrer, cette année, 112 dissolutions. De tous côtés il reçut des pétitions tendant à suspendre le paiement des contributions et dut rédiger, à cet effet, une clause statutaire spéciale. Au milieu du désastre, l'Unité de Manchester créait une caisse de secours extraordinaires et parvenait à rassembler £ 10.000. D'autres ordres, tels que les Foresters imitaient ce généreux exemple (1). En même temps, M. H. Ratcliff publiait ses tables basées sur les statistiques vitales propres à l'Unité de Manchester, qui comptait alors 335.000 membres. Le coût de cette œuvre, abstraction faite du labeur dépensé par l'illustre secrétaire, a été estimé à £ 3.500. Cette somme fut prélevée uniquement sur les fonds affectés aux dépenses d'administration auxquelles il était pourvu au moyen de « levies ». En pleine crise ouvrière, l'Unité de Manchester affirmait sa supériorité morale, administrative et financière (2).

L'opinion n'était cependant pas unanimement favorable

1. Wilkinson, *Mutual Thrift*, chap. 3, p. 400.

2. Le Parlement seconda les efforts des sociétés, en les exemptant de certaines dispositions de lois fiscales. La section 49 de l'act (16 et 17 Victoria 34) de 1853, les exemptait de l'income tax, quant aux cédulas C et D. L'act de 1855 (18 et 19 Vict. c. 35) autorisait les personnes ayant contracté une assurance ou un droit de créance à une retraite, pour elles-mêmes ou leurs conjoints, en s'affiliant à une friendly society, à déduire de la somme de leurs revenus sujets à l'income tax, le montant des primes payées. Les Friendly societies profitèrent, en outre, des dispositions de l'act de 1864 (27 et 28 Vict. c. 56), qui exemptait de tout droit de timbre les « probates of will » et « letters of Administration » toutes les fois que l'actif du défunt ne dépassait pas £ 100.

aux friendly societies. Elles eurent beaucoup à souffrir des accusations que s'étaient attirées les collecting societies. C'est à cette époque que l'antagonisme des deux classes de sociétés s'affirme avec le plus d'évidence. Dans son rapport de 1867, le Registrar marque les différences essentielles qui existent entre elles et s'élève en termes véhéments contre les agissements de celles qui sont la négation de la coopération et de la mutualité. « Il est temps, dit-il, de discuter la question de savoir si les progrès de la perversion de l'institution originaire, dans le cas de la *Royal Liver* et d'autres sociétés semblables, qui pratiquent l'assurance sur la vie, dans tout le pays, sur une échelle considérable, ne demandent pas une législation exceptionnelle spéciale, Il est de notoriété publique que de grands malheurs ont été la part de ceux qui y sont entrés, que leurs membres sont, en général, de pauvres gens dispersés par tout le royaume, souvent à des centaines de milles du siège de la société. Toutes leurs affaires sont administrées par quelques collecteurs et un bureau central irresponsable sur lequel le secrétaire règne en maître. Celui-ci exerçant le plus souvent les fonctions de trustee et de trésorier, échappe à toute surveillance. Il est prouvé que l'organisation de l'arbitrage est une honte et une dérision ; toutes les contestations devraient être déferées au juge. Les agents de ces sociétés devraient être susceptibles de poursuites. Lorsqu'un agent touche de l'argent pour le compte de l'assurance, avant d'avoir délivré une police et un exemplaire des statuts, il devrait être passible d'une amende de 20 shillings. Dans ces sociétés, il arrive, fréquemment, qu'une contestation naît, sur la question de savoir si le membre était, ou non, déchu de ses droits, au temps du décès ; mais, comme, d'un côté, il y a la société et le secrétaire qui dispose de fonds considérables, et, de l'autre, des gens qui appartiennent à une classe vivant, littérale-

ment, « from hand to mouth » (de la main à la bouche), il est évident que la partie la plus faible doit succomber, et que toute idée d'obtenir justice par les moyens légaux est en dehors de la question. Il a déjà été dit qu'il n'y a pas, qu'il ne peut y avoir aucune surveillance des affaires de la société. Aussi leurs fonctionnaires négligent-ils d'envoyer les rapports annuels au Registrar et font-ils preuve d'une parfaite indifférence quant aux pénalités : les fonds sont considérables et absolument sous la main des directeurs. Quand ils envoient des rapports, les comptes sont bachelés d'une telle et si extraordinaire façon qu'il est impossible de déterminer rien de certain, touchant les affaires de la société... Le temps n'est pas éloigné où le Parlement sera forcé par les énormités des agissements de ces sociétés de les réglementer par l'unique moyen possible, à savoir une loi exceptionnelle. Rattacher ces sociétés aux friendly societies, proprement dites, dans une même loi sur la matière, ne fera que favoriser la perpétuité de ces maux. Les pauvres gens qui ont contracté avec elles souffrent un grand préjudice, et c'est non seulement un scandale, eu égard au caractère des friendly societies, mais, pour la nation tout entière... On devrait faire une enquête en ce qui concerne les dépenses de ces sociétés qui varient de 30 à près de 50 0/0. Leurs tables, d'ailleurs certifiées par un actuaire, ne prévoient pas de pareils frais d'administration. »

Le seul moyen de défense que la loi de 1855 ait mis à la disposition des membres lésés était une mesure répressive générale. Aux termes de la section 24, tout fonctionnaire, membre ou toute autre personne détenant ou employant indûment des fonds de la société, pouvaient être poursuivis devant le juge de paix « par toute personne, pour le compte de la société ». Ces derniers mots furent interprétés comme interdisant aux membres, *ut singuli*, le droit de poursuivre les autorités

constituées de la société. La loi de 1860 permit au Registrar d'exercer l'action qui avait été refusée aux membres. Cette disposition n'eut pas d'effet pratique. Si le Registrar était autorisé à poursuivre, il n'y avait rien de prévu quant à l'imputation des frais encourus et, d'autre part, il n'était pas désirable que ce fonctionnaire assumât, à l'égard des friendly societies, déjà si ombrageuses, la mission d'un accusateur public.

Loin de s'opposer aux agissements des collecting sociétés, le Législateur semblait les favoriser. Contrairement aux dispositions des lois précédentes, l'act de 1853 permettait aux sociétés de recevoir des enfants mineurs, à titre de membre, sans restriction de nature à enrayer les maux qui avaient été dénoncés. Une loi de 1858 se contente de remplacer le certificat du Registrar des décès sur la production duquel le montant de l'assurance pouvait être touché, par le certificat d'un médecin dûment qualifié, établissant la cause probable de la mort.

M. Sotheron, ex-président des divers committees qui, depuis quelques années, s'étaient succédé sur la question des friendly societies, avait senti l'insuffisance générale de la loi, et, introduit en 1861 un bill destiné à y suppléer, dans une certaine mesure. Il proposait d'obliger toutes les sociétés à fournir régulièrement à chacun de leurs membres un exemplaire de son compte individuel. Malgré l'appui que lui donnait l'opinion du Registrar, le bill fut retiré. L'année suivante Lord Shelbourne demandait l'institution de friendly societies paroissiales ; ce remède radicale ne fut pas adopté.

Après la publication du rapport du Registrar de 1867, Lord Liechfield, en fin de session, présenta un projet de loi qui était un coup droit porté aux collecting societies. Aux termes de ce bill qui s'étendait à toutes les friendly societies, aucun

enfant, de moins de 7 ans, ne pouvait être admis comme membre d'une société. Chaque membre, en entrant dans la société, devait recevoir une police imprimée, signée de deux administrateurs et du secrétaire, et un exemplaire des statuts. Une pénalité de 40 shillings à £ 5 était édictée contre le secrétaire, le collecteur, l'agent et tout fonctionnaire de la société qui toucherait la première contribution, sans avoir délivré ladite police. La même peine était appliquée au secrétaire, agent etc... qui transférerait un membre d'une société à une autre, sans le consentement écrit de ce dernier. Les membres ne pouvaient être déchus de leurs droits qu'après avoir reçu un avertissement écrit. Toutes les fois que la société opérait au moyen de collecteurs, les contestations devaient être réglées par le juge de paix du lieu. Le défaut d'envoi au Registrar du rapport annuel entraînait une pénalité de 40/ à £ 5 dont l'application pouvait être poursuivie par tout membre, avec l'autorisation du Registrar. Le rapport annuel devait comprendre le nombre des membres, le compte détaillé des dépenses d'administration et le compte séparé des versements effectués sur les fonds des assurances. Le juge de la Cour du Comté du district dans lequel la société avait son principal établissement pouvait, sur la requête du Registrar, ordonner que les comptes de ladite société, soient apurés, à ses frais, par un spécialiste. Les plaintes pouvaient être exercées pour le compte de la société, par tout membre avec l'autorisation du Registrar, etc... Chacune des dispositions du bill visait un des maux spécifiques des collecting societies.

Le bill de lord Liechfield jeta l'alarme dans le camp des sociétés menacées. Le *Royal Liver* convoque une assemblée qui s'y déclare, comme de juste, opposée. Plusieurs sociétés de Liverpool organisent un meeting et décident, avec une rare unanimité, de combattre le projet. Elles distribuèrent, à

cet effet, des circulaires à leurs agents, pétitionnèrent au Parlement et envoyèrent à Londres, des députations. Dans une circulaire remarquable de duplicité, l'*United Assurance*, stimulait en ces termes l'action de ses collecteurs : « En suscitant cette pétition, disait-elle, le conseil d'administration espère que vous y mettrez toute votre énergie et n'épargnerez pas vos efforts. Rappelez-vous que la suppression de cette mesure est une question d'intérêt vital, pour le développement de la société. Cette mesure n'a pas, en réalité, pour objet d'amender les lois relatives aux friendly societies ni de les protéger, c'est une tentative perfide d'organisation d'assurance publique, ayant pour effet de *priver les pauvres de leur indépendance*, en leur retirant l'administration de leurs propres affaires. » Le bill fut retiré, en seconde lecture, sur l'assurance donnée à lord Liechfield qu'une commission royale serait nommée et éluciderait la question (1).

Le 9 avril 1869, un débat s'engage à la Chambre des communes, sur la question de savoir par quels moyens remédier aux maux imputés aux friendly societies. M. E. Richards demande l'intervention du législateur. M. Bonham Carter nie la nécessité d'une législation nouvelle. Toutefois faisait-il des réserves en ce qui concerne les collecting societies. Il ne pouvait concevoir rien de plus cruel que de spéculer, comme le faisaient beaucoup de ces sociétés, sur l'affection, la douleur et l'ignorance, et pensait que le gouvernement rendrait un grand

1. Entre temps la Chambre des lords, sur la motion de lord Devon, ordonnait l'élaboration d'un rapport sur la question. Il fut livré à l'impression le 28 avril 1868, et comprenait l'état des collecting societies légalement établies, l'indication de leurs fonctionnaires, de leur caractère professionnel et de leurs émoluments, le nombre des membres, le montant des fonds, des contributions et des dépenses d'administration. Les éléments de ce rapport avaient été fournis par les sociétés qui avaient bien voulu répondre à l'invitation des lords ; il y en eut 38 (Walford, tome IV).

service au public, s'il aidait par tous les moyens en son pouvoir, à discerner les bonnes sociétés des mauvaises (1). L'année suivante le mouvement en faveur de la revision de la loi s'accrut davantage. Tandis que lord Liechfield et ses partisans organisent, dans ce but, des conférences, le gouvernement prend l'initiative de la réforme. Les dispositions du bill gouvernemental se limitaient à la suppression du certificat d'enregistrement et à l'attribution au *Board of Trade* des fonctions exercées par le registrar. En ce qui concerne le certificat, il avait l'inconvénient de créer, au profit des sociétés qui en bénéficiaient, une réputation de crédit qu'elles ne méritaient pas toutes, et pouvait être une cause d'illusion chèrement payée. « Il était, dit le chancelier de l'Echiquier, pareil au roseau qui perce la main de celui qui s'appuie sur lui » (2). Quant à la suppression de la charge du registrar, il faisait valoir des raisons d'économie. Le bill souleva une vive opposition dont M. Corrance se fit l'organe, et fut retiré le 20 mai 1870.

Le gouvernement se détermina à nommer une commission royale. Désignée le 19 juillet 1870, elle entra en fonctions le 22 octobre de la même année. Elle comprenait : sir Stafford Northcote, président ; Michael Ed. Hichs Beach, Waterlow, J. Bonham Carter, Richards, Savil Roundell, Francis Thomas Bircham, William Pollard Pattison et John Malcolm Ludlow, secrétaire. La commission avait le droit de convoquer les personnes, de requérir la production des livres et des papiers. L'enquête portait sur les building et les friendly societies. Le premier rapport de la commission parut en 1871 et portait presque uniquement sur les building societies. La même année, sir Stafford Northcote écrivait au Home secretary une

1. Hansard, *Parliamentary Debates*.

2. *Ibidem*.

lettre dans laquelle il demandait l'extension des pouvoirs de la commission et l'adjonction de commissaires auxiliaires. En conséquence, le comte de Morlay introduisit à la Chambre des Lords un bill « pour faciliter les travaux de la commission d'enquête... », ayant pour objet particulier de lui permettre d'exercer des droits de coercition spéciaux, à l'égard des témoins. Il souleva l'hostilité unanime des friendly societies et le bill échoua (1). Néanmoins, le gouvernement nommait à la date du 17 août 1871, quatre commissaires auxiliaires : sir Geo. Young, Lyulph Stanley, Geo Culley, Lynch Daniel, qui furent respectivement chargés de faire une enquête, dans les comtés du sud de l'Angleterre, dans les comtés manufacturiers, dans ceux du nord et en Ecosse, en Irlande et dans le pays de Galles.

Au commencement de 1872, la commission publiait son deuxième rapport. Il comprenait les résultats des investigations qu'elle avait faites à Londres, à Edimbourg, à Glasgow, Belfast, Dublin, Cork, Manchester et à Liverpool. Les premières pages signalent les inconvénients fâcheux de l'indépendance des trois registrars. Le registrar de l'Ecosse n'avait pas une compétence suffisante pour remplir convenablement ses fonctions : on se plaignait, presque universellement, de son administration. Le même état de choses existait en Irlande. Chacun des deux registrars se déchargeait de ses fonctions sur des subalternes qui n'avaient pas une responsabilité de même nature. Ils étaient d'ailleurs insuffisamment rémunérés. La conclusion des commissaires était l'unification de l'enregistrement et l'institution d'un seul

1. En défiance des intentions du gouvernement une association de friendly societies s'était formée pour surveiller les travaux de la Commission, proposer des dispositions nouvelles en vue de perfectionner la loi et défendre les libertés des friendly societies contre tout empiètement. Elle siégea à Manchester et avait pour secrétaire M. Samuel Nicholson, secrétaire général des Druids.

registrar pour le Royaume-Uni, secondé de deux fonctionnaires subordonnés, en Ecosse et en Irlande. Le troisième rapport date de 1873 ; il est exclusivement relatif à l'enquête faite à Londres du 6 mars 1872 au 23 août 1873. Ces premiers rapports ne contiennent à peu près que les dépositions des personnes dont on a recueilli le témoignage, ou « Minutes of Evidence ». Les idées éparses qu'ils renferment ont été coordonnées dans un quatrième et dernier rapport, publié en 1874, suivi de plusieurs appendices et de nombreux documents. Cet important ouvrage comprend une analyse détaillée des lois et des faits qui constituent la matière des Friendly societies, des discussions d'ordre doctrinal et une sorte de long réquisitoire contre les Collecting societies.

Tous les maux signalés par M. Tidd Pratt en 1867 avaient été constatés par la commission royale. Ils tenaient à la nature individualiste et à l'organisation des collecting societies. « Le pivot de tout le système, dit le rapport de 1874, est le collecteur », c'est-à-dire l'agent de la société, très largement rémunéré, à proportion du nombre de polices, statuts, et autres pièces qu'il vend, et des sommes recueillies. Les assurés, appelés dérisoirement membres de la société appartiennent à la portion la plus humble et la plus pauvre de la classe ouvrière. La plupart sont Irlandais, ne savent ni lire, ni écrire, ne connaissent pas même leur âge. « Pour la grande majorité des membres, dit le rapport, le collecteur représente toute la société ». Ils viennent aux réunions, guidés par ce dernier qui leur dicte leur vote, quand les réunions ne sont pas falsifiées par des moyens plus scandaleux. Ils constituent la clientèle passive du collecteur qui la vend à son successeur ou à la société comme un fond de commerce. A raison du mode de rémunération employé, le collecteur ayant plus d'intérêt à créer de nouveaux membres qu'à conserver

les anciens, néglige fréquemment de passer toucher le montant des contributions. Quand l'assuré se trouve, quoique involontairement, débiteur d'une certaine somme, il est purement et simplement rayé des registres du collecteur et déchu de ses droits. Ces procédés étaient encouragés par les directeurs qui y voyaient une source de gain. Parfois les déchéances s'effectuent, en bloc, par la retraite du collecteur. Lorsque la société estimait que les affaires conclues dans une région ne valaient pas la peine qu'on s'était donnée, le collecteur était déplacé et les assurés n'entendaient plus parler de rien. C'était la confiscation systématique des primes. « Sans cela, dit le rapport, les collecting societies ne pourraient rien faire ». D'ailleurs, on empêchait les membres de payer leurs contributions au bureau de la société, en rendant cette démarche impraticable par la complication des formalités. S'il s'élevait une contestation, ils étaient obligés d'avoir recours à l'arbitrage de certaines personnes désignées d'avance et de déposer, au préalable, une somme souvent élevée. Il était stipulé que s'ils s'adressaient aux tribunaux, cet acte entraînerait leur déchéance.

La plupart des burial collecting societies exigeaient une contribution de 1 penny par semaine et assuraient, en échange, pour une somme de £ 8, payable au décès de l'assuré. Lorsqu'elles virent venir le moment de s'acquitter, elles résolurent unilatéralement de réduire le montant de la somme assurée à £ 6. « L'obligation de payer un penny par semaine était à la portée des ressources les plus modiques, mais les droits qui en découlaient n'étaient pas une chose aussi évidente ». Parfois il arrivait qu'après avoir repoussé une réclamation, la société accordait des « grants » ou dons gracieux, déguisant un acte de spoliation sous un semblant de bienfaisance.

Plusieurs sociétés, en vertu des dispositions statutaires,

s'arrogeaient le droit de percevoir des « levies » destinées aux dépenses d'administration. « Une pareille clause dans une société de *self government*, font observer les commissaires, est parfaitement légitime, mais devient un peu plus qu'un moyen d'exaction dans des corps où les membres n'ont aucun pouvoir, où les assemblées générales sont de pures comédies. Les dépenses d'administration dépassaient fréquemment 40 0/0. Dans la *Scottish legal society* elles atteignaient 74 0/0. La comptabilité était illusoire ou nulle. Les éléments des comptes étaient entre les mains des collecteurs qui avaient la libre disposition de leurs livres. Aucune société ne pouvait déterminer le nombre de ses membres. Il n'y avait pas, à proprement parler, d'apurement des comptes. Parfois la confection des « *balance sheets* » était nettement frauduleuse ».

Quant à l'administration des finances de la société, les commissaires citent l'opinion étrange du sollicitor de la *Royal Liver* qu'ils appellent « la philosophie de l'absorption des fonds ». Il professait que, tant que les administrateurs ont en mains des fonds suffisants pour faire face aux demandes en délivrance des sommes assurées, le surplus leur appartient, et, s'ils se l'attribuent, à titre de rémunération, ou sous une autre forme, il considérerait que c'était leur droit. « Cette portion du capital, disait-il, est une épargne qui dépend de l'énergie avec laquelle ces sociétés sont dirigées. Les directeurs sont les créateurs et les *propriétaires* de la société ». Il va jusqu'à proposer à la commission de faire sanctionner par la loi cette théorie. Les directeurs des *collecting societies* avaient effectivement agi comme s'ils avaient été les propriétaires des fonds confiés à leur administration.

La concurrence la plus âpre existait entre les sociétés. Elle s'exerçait à l'aide des collecteurs qui représentaient les éléments de la clientèle. Il arrivait, suivant les circonstances,

qu'un collecteur passait, avec armes et bagages, dans le camp d'une société rivale, et ses clients payaient les frais de l'opération. Ces moyens étaient condamnés par les directeurs qui y voyaient un empiètement sur leurs droits de propriété. Ces transferts pouvaient s'opérer à l'amiable, en vertu de la loi de 1855, aux conditions déterminées par les trustees, le conseil d'administration et la majorité des membres de chacune des deux sociétés. C'est ainsi que la « Loyal Irish legal » prit à sa charge 6000 membres de la « Scottish legal ». En bien des cas, des accords étaient intervenus pour l'exploitation syndiquée du « poor people ».

La sphère d'action et l'organisation des *collecting societies* différaient entièrement de celles des *friendly societies* proprement dites. Aussi n'était-ce point avec ces dernières qu'elles étaient en lutte, mais avec des compagnies de même nature et étrangères au système des *friendly societies*, les *Industrial assurance companies*. Celles-ci pratiquaient l'assurance sur la vie des ouvriers, et aussi, bien qu'illégalement, sur la vie de leurs enfants. C'était également l'objet exclusif des *collecting societies*. « Le fait qui frappe le plus », dit Sir Georges Young, dans son rapport, « quand on se propose de caractériser les *collecting burial societies*, est qu'elles diffèrent du *local burial club* et du district des ordres affiliés, en ce que leur base d'opérations consiste, non pas dans l'assurance sur la vie des ouvriers mêmes qui paient les contributions, mais dans l'assurance de leurs femmes et spécialement de leurs enfants ». 78 0/0 des membres de la *Royal Liver* étaient des enfants. Cette proportion se décomposait comme suit :

11,12 0/0	enfants de 1 an,
24,91 0/0	— de moins de 5 ans,
42,08 0/0	— de moins de 15 ans.

Dans la plupart des cas d'assurance sur la vie des enfants,

la somme assurée dépassait la quotité nécessaire à payer les dépenses de l'enterrement. Dès lors l'assurance participait du caractère d'une spéculation. L'excédent était le plus souvent englouti, suivant l'expression des commissaires, dans une fête funèbre. En soi, c'était une prime à l'infanticide. La commission se préoccupa des effets des *collecting societies* sur la mortalité infantile, et enregistra, à cet égard, des dépositions et des statistiques suggestives. Elle observe que la somme assurée ne peut être touchée qu'à l'expiration des 52 semaines à compter de la date du contrat, d'autre part que les enfants sont assurés dès leur naissance et que leur mortalité atteint le degré le plus élevé à l'âge où la somme assurée devient exigible. Mais à raison des difficultés que présente l'enquête en cette matière et de la discrétion des témoins, les commissaires ne purent réunir des charges décisives contre les *collecting societies*.

Le rapport est nettement hostile à la forme même de ces sociétés. Il propose néanmoins une série de mesures destinées à prévenir de nouveaux abus (1) et conclut en définitive à leur assimilation, par voie législative, aux *Industrial assurance companies*.

1. Au cours de l'enquête, les détracteurs des *collecting societies* proposaient de faciliter l'exercice du droit de poursuite au profit des membres, d'étendre les pouvoirs d'intervention du *Registrar*, et même d'instituer un accusateur public. Les commissaires recommandent l'adoption du bill de Lord Liechfield et de quelques dispositions supplémentaires, telles que la limitation des dépenses d'administration, l'emploi obligatoire des tables de Carlisle, le placement obligatoire de la moitié des primes encaissées en rentes consolidées, la délivrance de polices franches, de « *surrender values* », la distribution de « *balance sheets* » avant les assemblées, l'interdiction aux collecteurs de prendre part aux assemblées et d'y voter, attribution à une autorité publique du droit de convoquer une assemblée extraordinaire sur la demande d'un certain nombre de membres, suppression de l'arbitrage, etc.. (certaines personnes avaient proposé que le gouvernement fondit toutes les *collecting societies* en une organisation commune et qu'il en prit la direction).

Les Commissaires avaient divisé en dix-sept classes les sociétés qui faisaient l'objet de l'enquête. Une longue et minutieuse étude était consacrée aux ordres affiliés qu'ils considéraient comme le type le plus pur et le plus important des *friendly societies* (1). Autant leurs propositions avaient été préventives et autoritaires quand il s'était agi des *collecting societies*, autant elles étaient libérales en ce qui concerne les « *Affiliated orders* » : « Quant à la question de savoir si les membres des *friendly societies* sont capables de se protéger eux-mêmes et sans le secours de l'Etat, nous sommes obligés de déclarer que, si toutes les sociétés se trouvaient dans les mêmes conditions de progrès que les grands corps qui se gouvernent eux-mêmes, et, plus particulièrement, les *oddfellows*, l'intervention de l'Etat serait à peine nécessaire. Quoique la position de ces sociétés ne puissent être considérée comme satisfaisante, dans l'ensemble, l'expérience qu'elles ont acquise, l'esprit avec lequel elles dirigent leurs affaires, suffiraient probablement à leur faire surmonter les difficultés qui les assègent, et nous sommes portés à croire qu'on devrait, autant que possible, les laisser fonctionner spontanément ». Le reproche général qui était adressé aux sociétés d'ordre inférieur, était l'ignorance des conditions techniques de leur administration financière, ce qui était une cause de gaspillage et de réjouissances inopportunes.

La critique du régime légal des *Friendly societies* portait principalement sur le défaut de sanction. Plus de la moitié des sociétés enregistrées s'abstenait de faire les rapports annuels. L'amende édictée par la loi de 1860 n'était pratique-

1. L'Unité de Manchester comptait alors 434.000 membres. Elle venait de procéder, de son propre mouvement, à la vérification de ses opérations pour la dernière période quinquennale. Son revenu s'était élevé, dans le même temps, à £ 560.000 et ses déboursés à £ 400.000. Elle n'était pas moins insolvable, au point de vue technique.

ment applicable que s'il s'agissait de Londres ou de son voisinage immédiat, les délinquants ne pouvant être poursuivis que devant la Cour de l'Équité siégeant à Westminster. Les fonctionnaires des sociétés pouvaient enfreindre toutes les dispositions de la loi, sauf le cas de détournement et de malversation, dans lequel le Registrar avait une autorité toute puissante mais qu'il ne pouvait exercer qu'avec le consentement du Trésor et dont il ne fit jamais usage. Les dispositions créées en vue de faciliter aux sociétés l'accès de l'enregistrement, n'avaient produit aucun effet appréciable. Les Commissaires estimaient à près d'un tiers du nombre total des Friendly societies, celles qui n'étaient point enregistrées. La faculté du dépôt des statuts offrait les moyens d'éluder les obligations les plus importantes imposées par le législateur ; elle permettait notamment aux sociétés qui assuraient une pension de retraite, de se passer du certificat de l'actuaire. C'était le cas de la Nottingham Unity of Oddfellows.

Les Commissaires avaient élaboré un vaste projet de la réorganisation de l'enregistrement. Il reposait sur une conception décentralisatrice et comportant une hiérarchie à trois échelons : 1° le « county system » dont les *Clerks of the Peace* eussent été fonctionnaires ; 2° le « district system » représenté par les juges des « County Courts » ; 3° un organe central constitué par un ou plusieurs *assistant registrars* et un *registrar* en chef subordonné au département d'un ministre responsable. L'office central eut été représenté par des délégués dans les circonscriptions locales.

Les fonctions du registrar étaient multiples. Il devait surveiller l'action de ses délégués, donner des conseils et fournir des renseignements statistiques aux administrateurs des sociétés, recueillir les rapports et en publier les détails intéressants et rendre compte de son administration au Parlement.

Il avait, dans certains cas, le pouvoir d'autoriser les membres à poursuivre leurs fonctionnaires délinquants au nom de la société. Sur la demande d'un certain nombre de membres il aurait eu le droit de désigner des inspecteurs pour examiner les comptes de la société, et de convoquer des assemblées extraordinaires. En vue de remédier aux difficultés inhérentes au *trustee-system*, le Central office aurait eu la faculté d'accorder des certificats « d'incorporation » aux sociétés qui en auraient fait la demande et dans les cas où l'*incorporation* aurait été désirable. Les Commissaires demandaient en outre la création d'un corps d'actuares, attachés à l'Office central. Il devait y avoir un assistant registrar, en Ecosse, et un autre, en Irlande. Le refus d'enregistrer une société de la part d'un délégué de l'Office central eût été susceptible d'appel devant le *Chief Registrar* ; les décisions des *assistant registrars*, pour l'Ecosse et l'Irlande, ressortissaient aux tribunaux de ce pays.

La commission proposait, en outre, de supprimer la faculté du dépôt des statuts, de reviser la formule du rapport annuel et d'édicter une pénalité contre les auteurs des irrégularités volontaires qu'il présenterait. Le rapport devait être tenu à la disposition du public dans les bureaux de la société, jusqu'au jour de la réception de la formule envoyée par l'Office central et destinée au rapport suivant. Les membres de la société avaient le droit de s'en faire délivrer un exemplaire.

La commission considérait que le vice de constitution commun à toutes les friendly societies provenait de l'incertitude relative à la fixation du rapport des contributions aux allocations. Elle attachait, par suite, la plus haute importance à la construction des tables et à la vérification périodique des opérations de la société. Elle n'estimait pas qu'il fût nécessaire de rendre l'adoption de certaines tables obligatoire, car on n'avait aucune garantie de l'exactitude des

données du problème ; mais elle jugeait indispensable de sanctionner rigoureusement le principe des vérifications ou « valuations » qui, seules, permettaient d'introduire les rectifications.

La validité des statuts devait être subordonnée à la constitution d'un fond affecté, spécialement, aux dépenses de l'administration. La comptabilité de la société devait être soumise à un apurement annuel. La personne qui aurait été chargée de cette opération, aurait eu aussi la mission de déterminer si le placement des fonds avait été effectué en conformité des dispositions législatives. Cette responsabilité devait être sanctionnée par des pénalités personnelles qui atteignaient les directeurs et fonctionnaires coupables de la société. Les commissaires demandaient la création de fonctionnaires officiels, ayant les aptitudes requises pour apurer les comptes des friendly societies et qui auraient été à la disposition des societies moyennant une certaine rémunération.

La commission était amenée à traiter du placement des fonds, au compte des Commissaires de la Dette. Depuis de longues années, l'Etat subissait une perte qui s'aggravait de jour en jour davantage, par suite de la diminution du taux de l'intérêt qu'il retirait, tandis que l'intérêt garanti aux sociétés demeurait au même niveau (1). La commission estimait cependant que l'Etat ne pouvait pas rendre un meilleur service, aux sociétés qu'en leur garantissant un taux d'intérêt supérieur au taux courant. Ils ne se dissimulaient pas que cet avantage avait le caractère d'une subvention, et ils condamnaient, en principe, la participation de l'Etat aux finances des friendly

1. D'un rapport du contrôleur auxiliaire du Trésor en date de 1871, il résulte que la perte de l'Etat se chiffrait en 1830 par £ 24.615 et qu'elle avait atteint en 1870 la somme de £ 1.015.741. Le taux de l'intérêt garanti était de 3 d. et de 2 d. par jour.

societies, mais ils admettaient une disposition de la nature d'une garantie d'intérêt, à titre précaire, et à la condition de soumettre au vote annuel du Parlement la différence au préjudice des fonds publics.

Le rapport de 1874 contenait encore d'autres propositions telles que l'extension du droit de propriété foncière au profit des sociétés, la consécration légale de la subordination des branches des ordres affiliés au contrôle du bureau central, la reconnaissance des *dividing societies* à titre de friendly societies (1), l'admission des secours aux orphelins des membres parmi les objets légaux des sociétés, etc. Les sociétés ne devaient recevoir d'enfants mineurs à titre de membres qu'à partir d'un certain âge qui aurait été celui de l'apprentissage, à savoir 16 ans. Cette limite n'aurait pas fait obstacle à l'assurance des enfants, sous certaines restrictions de nature à prévenir les dangers que les collecting societies avaient rendus possibles. L'assurance sur la vie d'un enfant de moins de 3 ans, eut été illicite. Le certificat de décès devait être conçu dans une forme telle qu'il aurait rendu les assurances multiples inefficaces (2). Dans le cas où il y aurait eu besoin de plusieurs exemplaires d'un même certificat, ceux-ci auraient été numérotés.

En ce qui concerne l'organisation de l'enregistrement, les propositions qui précèdent, ne rallièrent pas l'unanimité de la commission royale. Plusieurs de ses membres s'y déclarèrent opposés et signèrent un « additionnal separate report » de quelques pages. L'idée maîtresse du rapport supplémentaire était d'instituer trois classes de sociétés comportant un

1. La jurisprudence des trois registrars n'était pas uniforme à l'égard des *dividing societies*.

2. Dans un cas cité par la Commission, le décès d'un enfant avait rapporté jusqu'à £ 30.

système de garanties et d'obligations distinctes de façon à permettre aux unes d'apprécier les dispositions de la loi sans décourager les autres. Cette conception manquait, semble-t-il, de caractère pratique, et reproduisait, sous une autre forme, les catégories créées par la loi de 1855.

Les idées exprimées par les signataires de l'un et l'autre rapport s'inspiraient d'un même principe : laisser l'institution se développer librement, dans la mesure où son action s'exerce pour l'utilité générale, et organiser les moyens propres à lui faire produire tous ses effets. C'est le véritable criterium d'une bonne réglementation. Le rapport de 1874 eut un grand retentissement, et, pour beaucoup de membres du Parlement, il fut la révélation d'un état de choses qu'ils ne soupçonnaient pas.

Le 8 juin 1874, le Chancelier de l'Echiquier introduisait à la Chambre des Communes un bill qui reproduisait en grande partie les propositions de la majorité des commissaires. Un de ses traits originaux était qu'il s'appliquait à toute société d'un caractère « friendly » c'est-à-dire aux *Industrial and Provident Societies*, *Charitable Societies*, *Scientific and literary Societies*, *trade unions* et aux *loan Societies*. C'était en quelque sorte la synthèse de l'évolution des faits construite par le législateur. Le Chief Registrar actuel, M. Brabrook, regrette que cette codification n'ait pas été accomplie (1). Le Bill fut retiré avant la clôture de la session. Il avait suscité de vives discussions au sein du Parlement, et, au dehors, les attaques des Friendly societies. Celles-ci objectaient à l'organisation de l'enregistrement sur les bases du rapport la crainte de voir se produire une diversité fâcheuse dans l'application de la loi. Pendant les vacances parlementaires, le Chancelier de l'Echiquier reçut des députations et des com-

1. *Tidd Pratt's Law* (Brabrook).

munications des oddfellows et des foresters, qui modifièrent son opinion, et, à l'ouverture de la session suivante, il proposait un nouveau projet conforme aux desiderata des friendly societies. A la suite de longs débats, au sein des deux Chambres, le bill modifié devint le *Friendly societies act de 1875*.

La loi de 1875 fut l'objet de nombreuses retouches. Elle fut modifiée en 1876, 1879, 1882, 1883, 1885, 1887, 1894 et en 1895. Deux fois elle subit une sorte de refonte générale par l'autorisation donnée à l'Imprimerie royale de la publier avec les altérations qu'elle comportait. Elle consistait en un ensemble de dispositions qui s'appliquaient à toutes les sociétés considérées jusqu'alors comme friendly societies, mais, en statuant à titre spécial, sur les *benevolent societies*, les *cattle insurance societies* et les *workmen's clubs*, elle les excluait, par là même, du système général. Elle consacrait une section séparée aux collecting societies, mais ne détruisait pas la confusion qui leur avait été si profitable et dont elles bénéficièrent, depuis, devant le public et devant les tribunaux. En l'absence de dispositions préventives assez rigoureuses pour empêcher de nouveaux abus de se produire, des scandales successifs s'échelonnèrent jusqu'à ce qu'un syndicat de membres de la « Royal Liver » saisit le registrar d'une demande d'enquête. M. Labouchère fit l'avance des frais et l'enquête fut confiée à M. Stanley. Son rapport, publié en 1887, plus accablant, si l'on peut dire, que le réquisitoire de la commission de 1874, motiva la nomination d'un *select committee* qui déposa, à son tour, en 1889, un autre rapport en complète harmonie avec les précédents. Les friendly societies, *bona fide*, par l'organe de conférences périodiques, insistaient sur la nécessité d'une législation séparée, et les registrars, M. Ludlow et M. Brabrook s'étaient faits, tour à tour, l'avocat de leur cause.

A la suite de l'enquête de 1889 deux bills furent introduits sur le sujet, et soumis à l'étude d'un *Joint committee* des deux Chambres. Mais l'état des affaires parlementaires ne permit pas au législateur de résoudre la question avant 1896. Il existe aujourd'hui deux acts distincts; l'un s'applique aux *Friendly societies* proprement dites et s'intitule « *Friendly Societies Act* », l'autre intéresse un groupe de sociétés de même nature et a pour titre: « *Collecting Societies and Industrial Assurance Companies Act* ».

Après avoir contenu et répandu le germe de toutes les formes de la coopération, les *friendly societies* achèvent leur évolution, en se débarrassant des excroissances parasites qui avaient compromis leur intégrité et leur développement. Elles se sont peu à peu dégagées du chaos qu'elles avaient enfanté et fécondé, pour affecter, en définitive, les caractères qui les avaient différenciées à l'origine : ceux de mutualité et d'assurance ouvrière.

CHAPITRE III

LÉGISLATION ACTUELLE

Le Friendly societies act du 7 août 1896 n'innove point. Il condense les dispositions constitutives du régime de 1875 et des lois complémentaires qui s'échelonnent entre ces deux dates. Si les principes de la législation sont demeurés les mêmes, l'ordonnance de la loi de 1875 a été bouleversée. La forme est plus précise ; les divisions paraissent plus claires. L'act de 1896 comporte trois parties principales : 1° les dispositions générales qui ont trait à l'organisation et aux attributions du Registry office (sections 1 à 7) ; 2° celles relatives aux événements successifs de l'existence des sociétés depuis l'enregistrement jusqu'à la dissolution (sections 8 à 83) ; 3° la sanction et les détails de l'application de la loi.

L'ordre suivi par le législateur n'est pas, à beaucoup près, didactique. On peut y distinguer divers groupes de dispositions : 1° celles qui se réfèrent d'une façon plus immédiate à la raison d'être de l'institution ; 2° celles qui constituent l'organisation juridique propre aux Friendly societies ; 3° les dispositions qui traitent des obligations et des privilèges de l'association elle-même ; 4° celles qui prévoient les accidents de la vie des sociétés et leur cessation d'existence ; et 5° les dispositions qui ont pour objet les sanctions pénales.

Toutefois, avant d'aborder l'étude du premier groupe de

dispositions, convient-il de dire quelques mots de l'un des éléments les plus originaux de la législation des friendly societies, à savoir l'office de l'enregistrement.

Registry office.

Tous les mouvements des sociétés s'inscrivent à l'office de l'enregistrement. Celles-ci sont sujettes à l'autorité presque souveraine du Registrar. Tout en conservant les avantages et les libertés du *self government* dont elles sont elles-mêmes un exemple, elles ont vu se développer successivement au-dessus d'elles, un système de centralisation qui trouve son expression intégrale dans la loi actuelle. Sur tous les points de l'organisation des sociétés l'individu se trouve, pour ainsi dire, en contact avec l'Etat. L'intervention administrative est allée jusqu'au degré au-delà duquel l'activité privée est atteinte dans sa sphère essentielle. En sorte que l'institution est réglementée aussi minutieusement qu'un service public mais un service dont les attributions seraient exercées par le public lui-même.

Le *Registry office* comprend un office central ayant son siège à Londres et deux *assistant registrars* résidant, l'un, à Dublin et l'autre, à Edimbourg. L'office central se compose d'un *Chief registrar* et d'un assistant registrar secondé par un commis principal et un personnel subalterne. Il comporte un service spécial aux questions techniques, sous la direction d'un actuaire.

Le Chief registrar doit offrir certaines garanties de compétence juridique. Il est nommé parmi les barristers qui ont été en charge pendant douze ans, au moins. Les assistant registrars, pour l'Angleterre et pour l'Irlande, doivent avoir fourni

une carrière de sept ans, au minimum, comme barrister ou solicitor. Une disposition de même ordre concerne l'assistant registrar de l'Ecosse.

Le Registrar n'exerce pas seulement des fonctions d'ordre administratif : il a parfois les pouvoirs d'un juge ; il remplit, au besoin, le rôle de ministère public. Dans certains cas, la loi lui délègue une faculté d'appréciation telle qu'elle parait en faire un substitut du législateur.

Il enregistre les statuts des sociétés qui aspirent à la vie légale. Quoiqu'il doive rigoureusement se borner à les examiner au point de vue de la légalité de leurs dispositions, les traditions administratives lui font une obligation de suppléer aux lacunes et aux irrégularités qu'ils peuvent comporter, en y introduisant les corrections nécessaires. Il annule d'office les clauses absurdes. Il évite ainsi des allées et venues vexatoires.

Il peut refuser l'enregistrement. Ce refus, s'il émane du chief registrar, est susceptible d'un recours devant la High Court. L'appel des décisions des assistant registrars pour l'Irlande et l'Ecosse, est porté devant le chief registrar. Celui-ci ne prononce pas en dernier ressort : sa sentence est déferée, suivant le cas, à la « Court of Session » d'Ecosse, ou à la « High Court » d'Irlande. Sauf les mêmes recours, le Registrar peut annuler ou suspendre l'enregistrement d'une société.

Il est un organe de surveillance et d'information. Il centralise les rapports que les sociétés sont tenues de lui envoyer et tient un compte régulier de tous les événements intéressants de leur existence. Il délivre des exemplaires des documents confiés à garde à ceux qui lui en font la demande et publie les renseignements utiles.

Ses fonctions d'ordre judiciaire se réfèrent au règlement

des contestations qui lui sont déferées, au pouvoir de transférer, en certains cas, la propriété des droits d'un trustee à un autre, au droit d'autoriser le changement de nom d'une société, d'ordonner une enquête, de convoquer une assemblée extraordinaire, de décider la liquidation d'une société et d'en déterminer les conditions.

Dans le cas de fraude ou de malversations commises au préjudice d'une société, il peut exercer l'action publique ou autoriser un membre de la société lésée à l'exercer pour le compte de celle-ci.

Le Registrar est encore investi d'attributions supplétives de l'initiative privée, en ce qu'il prépare, sous la direction des lords du Trésor, des formes modèles de statuts, de comptes, de rapports, et qu'il préside à la confection des tables destinées à guider les sociétés.

Chaque année, le registrar doit adresser au Parlement un rapport dans lequel il lui rend compte de ses fonctions.

Au-dessus du registrar, il y a l'administration du Trésor qui guide son action. Cette autorité peut faire tous règlements relatifs aux détails de l'organisation et de l'application de la loi. Ces règlements sont sujets aux formalités du dépôt devant les deux Chambres du Parlement. Le Trésor nomme, en outre, les *public auditors* et les *public valuers*, officiers publics spéciaux, appelés, dans certains cas, à procéder à l'apurement annuel des comptes des sociétés et à la vérification quinquennale de leurs opérations. Les *public auditors* sont parfois chargés d'enquêtes exceptionnelles.

Première section

Enregistrement des sociétés. — Caractères légaux des sociétés enregistrées. — Dispositions spéciales aux sociétés à branches. — Droits des mineurs. — Droits des femmes. — Droits des militaires. — « Nominations. »

Enregistrement

L'enregistrement est un acte purement volontaire de la part des sociétés. Une association constituée sur les bases d'une friendly society pourrait être enregistrée à titre de « Company » ordinaire, aux termes des Companies acts, si elle ne trouvait avantage à se conformer aux prescriptions créées pour son usage. Elle pourrait s'abstenir de tout enregistrement.

Toute société qui désire bénéficier du régime spécial aux friendly societies, doit faire une demande à fin d'être enregistrée. Elle doit se composer au moins de sept personnes. La demande est signée de sept membres et du secrétaire de la société ; elle est accompagnée de plusieurs exemplaires des statuts et d'une liste des noms du secrétaire, des trustees et fonctionnaires ayant qualité pour agir et défendre à une action en justice, au lieu et place de la société.

Les modifications apportées aux statuts sont également sujettes à l'enregistrement. Elles doivent être communiquées au registrar, en plusieurs exemplaires et signées de trois membres et du secrétaire de la société. Dans tous les cas, où il y a lieu à enregistrement, le registrar délivre un certificat attestant l'accomplissement de cette formalité. Le certificat est gratuit ; il ne confère jamais l'*incorporation*.

Lorsque les opérations d'une société s'étendent au delà des trois parties du Royaume-Uni, il suffit qu'elle soit enregistrée dans une partie et que les registrars des autres parties soient mis en possession des statuts et des modifications qui y sont apportées.

Les sociétés qui assurent « certain annuities » ou « pensions viagères », ne peuvent prétendre au bénéfice de l'enregistrement si les tables de contribution dont elles disposent, n'ont pas été vérifiées et certifiées conformes aux principes techniques, soit par l'actuaire près les commissaires de la Dette, soit par un actuaire approuvé par le Trésor, ayant exercé depuis cinq ans au moins.

Caractères légaux des friendly societies

D'après la définition légale, les friendly societies sont des sociétés formées dans le but de pourvoir à divers objets énumérés par la loi, au moyen de souscriptions volontaires de la part de leurs membres, avec ou sans le secours de dons et de legs. Les sociétés de secours mutuels en relations avec des établissements industriels ou commerciaux dont les employés sont obligés de contribuer aux finances de la société, en vertu du contrat qui les lie à ces établissements, n'entrent pas dans la définition légale des friendly societies et ne sauraient être enregistrées comme telles.

Aux yeux du législateur le contrat de mutualité n'est pas une convention de droit strict. Il a conservé le caractère « friendly » qui le distinguait à l'origine. Les friendly societies sont encore à l'heure actuelle, comme au temps du

1. Par « certain annuities » la loi entend une pension dont le montant est fixé à l'avance et qui n'est subordonnée à d'autres conditions que l'âge qui y donne droit.

Rose Act de 1793, des « societies of good fellowship. » A ce titre, les contributions des membres ne sont pas recouvrables « at law », c'est-à-dire devant un tribunal de *droit*. Elles ne pourraient être l'objet de poursuites que devant un tribunal arbitral ou la Chancery Division de la High Court.

Une friendly society ne saurait être en même temps une *cattle insurance society*, une *benevolent society*, ou une *workmen's club*. Elle se limite généralement aux fonctions d'ailleurs multiples de l'assurance ouvrière, en harmonie avec les besoins actuels de l'ouvrier anglais. Elles remplissent, parfois encore, le rôle de *saving banks* et de *loan societies*.

Les divers objets auxquels elles se proposent de pourvoir en tant que sociétés mutuelles d'assurance peuvent être divisés et classés comme suit :

Secours ou entretien des	Membres		Pour cause de maladie ou pour toute autre infirmité corporelle ou mentale.
			Dans la vieillesse (à partir de 50 ans).
			Dans le veuvage.
			Au cours des voyages faits pour chercher un emploi.
			Dans des circonstances nécessiteuses.
			Au cas de naufrage.
			Dans le cas de perte ou avaries des bateaux ou des filets.
	des membres		Pour cause de maladie ou pour toute autre infirmité corporelle ou mentale.
			Dans la vieillesse (à partir de 50 ans).
			Dans le veuvage.
			Pendant leur minorité.

Assurance d'une somme d'argent payable :

1^o A la naissance de l'enfant d'un membre ;

2^o A la mort d'un membre ;

3 ^o Pour faire les frais des funérailles :	<table><tr><td>Du mari</td><td rowspan="3">}</td><td rowspan="3">D'un membre.</td></tr><tr><td>De la femme</td></tr><tr><td>De l'enfant</td></tr><tr><td></td><td>De la veuve</td><td>}</td><td>D'un membre décédé.</td></tr></table>	Du mari	}	D'un membre.	De la femme	De l'enfant		De la veuve	}	D'un membre décédé.
Du mari	}	D'un membre.								
De la femme										
De l'enfant										
	De la veuve	}	D'un membre décédé.							

4^o Pendant la période du deuil, en ce qui concerne les personnes de la religion israélite.

Assurance contre l'incendie quant aux outils et instruments du commerce ou de la profession d'un membre.

Dotation (endowment) des membres et des « nominees » des membres.

En outre, le législateur leur a permis de souscrire à la construction ou à la subvention d'hospices, de dispensaires, d'établissements charitables et d'institutions de prévoyance dans le but d'en assurer les bienfaits à leurs membres et à leur famille.

Les friendly societies ne peuvent se livrer à des opérations d'assurance dont la valeur s'élève à plus de £ 200, comme somme totale, £ 50 à titre d'annuité. Les sommes qu'une personne aurait le droit de toucher, en vertu d'assurances contractées avec plusieurs sociétés, ne peuvent, totalisées, dépasser ces limites. Toute société a le droit d'exiger de ses membres ou personnes agissant aux droits des membres qu'ils fassent et signent une « statutory declaration », de laquelle il résulte que le total des sommes qu'ils ont le droit de toucher dans une ou plusieurs sociétés ou branches, n'excèdent pas le maximum légal.

Les sociétés ou branches enregistrées ne peuvent effectuer le paiement d'une somme assurée sur la vie d'un membre ou d'une autre personne, que si le bénéficiaire est en mesure de produire un certificat de décès délivré par le registrar des

morts. Cette disposition ne s'applique pas aux décès qui ont eu lieu en mer, à l'étranger, à ceux qui ont été causés par une explosion de grisou ou dans des circonstances, à la suite desquelles le corps ne peut être retrouvé, non plus qu'aux décès qui ont provoqué l'ouverture d'une enquête. Dans ces différents cas, il appartient aux friendly societies d'indiquer les éléments de preuve dont elles se contentent (1).

Les sommes assurées sur la vie des femmes, veuves et enfants des membres, doivent se limiter aux dépenses funéraires : si elles dépassaient évidemment ce niveau, l'assurance serait illégale. L'assurance sur la vie des enfants de moins de dix ans, comporte certaines restrictions : si l'enfant a moins de cinq ans, la somme assurable ne peut être supérieure à £ 6 ; s'il a davantage la limite est de £ 10.

L'assurance contre les naufrages, contre la perte ou avaries des bateaux ou filets, peut s'effectuer sous deux formes : elle peut se résoudre en secours alloués *intuitu personæ*, calculés à raison des besoins du titulaire, ou bien consister en une assurance mutuelle, dans les limites légales.

L'indemnité payée, en cas d'incendie, ne peut dépasser £ 15 et ne porte que sur les outils et instruments de commerce ou de la profession des membres.

Les secours donnés dans des circonstances nécessiteuses ne concernent que les membres. Cependant la misère peut être

1. Les frais nécessités par l'obtention du certificat sont réduits en considération de l'usage et de la personne auxquels il est destiné. Il en est de même des certificats de naissance et de mariage dont la présentation ou la remise sont, dans certains cas, exigées par les statuts des friendly societies. Le coût du certificat ne doit pas excéder 4 shilling pour le premier exemplaire, 6 pences pour les exemplaires suivants, dans les cas qui en nécessitent plusieurs. Pour bénéficier de ces réductions, il y a lieu de faire une demande spéciale que le fonctionnaire de l'état civil peut remplir, sur la prière des intéressés, moyennant la perception de 3 pence.

la condition des secours accordés à d'autres qu'aux membres par exemple aux veuves et orphelins des membres.

Enfin l'assurance ne peut bénéficier à une personne pendant la maladie, la vieillesse ou le veuvage d'une autre (1).

Une société ou une branche enregistrée peut capitaliser pour l'usage particulier d'un membre le surplus des contributions de ce dernier après qu'il a été pourvu aux fonds d'assurance auxquels elles étaient destinées. La société fait alors l'office de simple caisse d'épargne.

Il arrive qu'elle remplit aussi les fonctions de société de crédit. Elle peut, en effet, consentir à ses membres des prêts, sous une double forme.

1° Sous forme d'avances à déduire, avec les intérêts, du montant de leur assurance sur la vie ;

2° Sous forme d'avances prélevées sur un fonds spécial. Dans le premier cas, ces avances ne peuvent s'élever au delà de la moitié de l'assurance sur la vie contractée par le bénéficiaire. Elles ne sont consenties qu'au profit des membres ayant fait partie de la société depuis au moins une année entière, contre un billet de l'emprunteur et deux cautions satisfaisantes. Dans le second cas, le « loan fund » est constitué, soit à l'aide de contributions spéciales, soit au moyen de dépôts effectués par les membres. Ceux-ci peuvent contracter des emprunts, moyennant une promesse de remboursement donnée, avec ou sans caution au gré des sociétés. La somme empruntée, avec les dettes en cours du membre emprunteur vis-à-vis de la société, ne peut s'élever à plus de £ 50. Il y a,

1. Cependant, le Poor Law Amendment Act de 1879 dispose que les sommes qu'un « pauper » ou « pauper lunatic » aura le droit de toucher comme membre de friendly society devront être payées par les trustees, administrateurs, et autres fonctionnaires de la société, sous les déductions nécessaires au maintien des droits de ce membre, à la femme ou au parent dont l'entretien est à sa charge.

d'ailleurs, une limite légale à la valeur de l'intérêt qu'un membre peut avoir dans le « leon fund » ; celle-là même que le législateur a fixée au montant de la somme assurable, c'est-à-dire £ 200. En outre, les dépôts effectués par les membres ne peuvent dépasser un maximum déterminé par les statuts, lequel, aux termes de la loi, ne devra pas être supérieur aux deux tiers des sommes prêtées.

Le cinquième alinéa de la section 8 de la loi de 1896, prévoit l'enregistrement de certaines sociétés, dites « specially authorized societies », qui, en vertu d'une autorisation spéciale accordée par le Home Secretary, en considération de la nature de leur objet, peuvent invoquer tout ou partie des dispositions du régime des friendly societies. Il n'est pas toujours aisé de discerner, au point de vue analytique, une « specially authorized society » d'une friendly society. L'autorisation spéciale constitue parfois toute la différence : l'assistance des membres d'une société qui voyagent à la recherche d'un emploi est un des objets des Friendly societies prévus par la loi ; parmi les specially authorized societies, on trouve des associations formées pour venir en aide à leur membres, en temps de chômage. Peut-être, ne faut-il voir, dans cette disposition que l'intention du législateur anglais de ne pas organiser définitivement un état de choses, et de laisser comme une pierre d'attente destinée à de nouvelles constructions. Ce caractère inachevé enlève à la loi de la précision, mais lui donne, en revanche, plus de plasticité, et les Anglais s'accommodent mal des lois rigides, des « cast-iron laws » suivant une expression du Chancelier de l'Echiquier de 1875 (1).

1. Discours du 8 février 1875 (Hansard Parliamentary Debates).

Sociétés à branches.

L'act de 1896, reproduisant des dispositions qui remontent à 1846, introduit en faveur des friendly societies, une dérogation expresse aux *corresponding societies acts* de 1799 et de 1817 (1). Elle ne concerne en réalité que les affiliated orders ou friendly societies à branches (2). Toutefois l'exception n'a d'effet qu'autant que les sociétés et les réunions auxquelles elles donnent lieu n'agitent aucune question qui n'ait trait « directement et immédiatement » à leurs objets légaux et statutaires. Les fonctionnaires desdites sociétés peuvent être tenus, sur la réquisition de deux juges de paix, de fournir toutes explications utiles relativement à la nature et aux objets des sociétés, aux formalités et pratiques adoptées. S'ils manquent d'y satisfaire, les *corresponding societies acts* reprennent leur empire.

La dérogation ne s'applique qu'aux sociétés enregistrées. Il suit de là que les sociétés à branches non enregistrées et les branches non enregistrées d'une société même enregistrée tombent sous le coup des dispositions de 1799 et de 1817.

1. Aux termes de ces lois toute société dont les membres prêtent un serment, ou qui défèrent, souscrivent, consentent à une déclaration ou à un serment qui ne soit point requis ou autorisés par la loi, et toute société qui comprend des divisions ou des branches, ou nomme soit des comités, soit des délégués pour conférer et communiquer avec d'autres, sont réputées coalitions et fédérations illicites. La pénalité édictée contre ceux qui y prennent part est : soit une amende de £ 20 prononcée par voie de « summary conviction » soit un emprisonnement de trois mois, soit les travaux forcés, sur « indictment ». Les personnes qui, consciemment ou non, ont fourni, à une société ou à une branche, les moyens de faire une réunion, sont passibles d'une amende de £ 5 ; en cas de récidive, elles sont réputées coupables de coalition et de fédération illicites, etc.

2. Les *corresponding societies acts* sont aussi une menace pour les sociétés ordinaires non enregistrées qui subordonneraient l'admission des membres à une déclaration sacramentelle spéciale.

L'act de 1896 ne se borne pas à déclarer licites les friendly societies à branches, il consacre formellement leur mode d'organisation. Ici comme ailleurs, il ne fait que reproduire avec plus de précision des dispositions de lois antérieures, et principalement, les sections correspondantes de l'act de 1873. Ce n'est pas à dire qu'au lendemain de la mise en vigueur de cette dernière loi, les « affiliated orders » aient pu jouir sans difficultés de la consécration légale. Leur mécanisme faussé, en quelque sorte, par la jurisprudence administrative, ne put s'adapter de suite au système légal nouveau.

En 1876, M. Ludlow, successeur de M. Tidd Pratt, requit de toutes les loges ou *courts* des différents ordres affiliés, enregistrées à titre de sociétés distinctes, de faire annuler leur enregistrement et de s'enregistrer à nouveau, à titre de branche, en conformité des dispositions de la loi nouvelle. L'enregistrement à nouveau devait être publié dans un journal de la localité où était établi le siège de la branche et dans le « London Gazette ». C'était une cause de frais énormes. Les Foresters publièrent un mémoire d'après lequel la conversion de l'enregistrement de leurs 5000 branches leur aurait coûté £ 20.000 (plus de 500.000 francs). La dépense encourue de ce chef, n'était pas moins onéreuse pour l'Unité de Manchester. Un comité de consultation composé des membres des deux ordres se réunit à Londres et fut assez heureux pour obtenir, la même année, du Parlement, un act qui supprimait la nécessité de l'enregistrement à nouveau et des annonces. Cet act (39 et 40 Vict. c. 32) portait que les trois quarts des membres présents à une assemblée générale pourraient convenir qu'ils formeraient, désormais, une branche d'un ordre enregistré. A cet effet, un exemplaire des statuts indiquant les modifications qui y avaient été apportées, conformément à la loi, signé du président de l'assemblée, du

secrétaire de la branche et contresigné par le secrétaire de l'ordre, devait être envoyé au Registrar qui procéderait purement et simplement, sauf libre appréciation de sa part, à la régularisation de l'enregistrement. Pour faciliter le fonctionnement des branches, sans leur imposer aucune conversion, la section 3 de l'act de 1876 autorisait les sociétés enregistrées à contribuer aux finances d'une autre et à prendre part à son administration au moyen de délégués (1).

La définition légale d'une branche d'un ordre affilié contient un double critérium. Aux termes des lois de 1896 et de 1875 une branche consiste en un groupe de membres d'une société, placé sous le contrôle d'un corps central, contribuant à un fonds commun administré par ce corps, et disposant de fonds propres qu'il contrôle et administre directement (1). La subordination des branches au corps central dont le principe est inscrit dans la loi a été reconnue par un arrêt de la High Court du 6 avril 1886 (*Scholfield and others v. Vause and others*) dans des termes encore plus larges que la formule légale. Cet arrêt décide qu'une loge qui se dit être une branche d'un ordre et qui reçoit des membres en cette qualité, ne

1. Cet état de choses fut une cause d'erreur, pour la statistique des friendly societies. En dépit des facilités données aux branches des ordres affiliés, la conversion de l'enregistrement ne s'opéra qu'à la longue (*Wilkinson, Mutual Thrift*, p. 188).

2. L'obligation de se conformer à la définition de la loi eut pour conséquence de rendre commun à tous les ordres un caractère particulier à l'organisation de quelques-uns, c'est-à-dire la constitution d'un fond central alimenté par les contributions des branches. Auparavant il n'existait au centre, d'autre compte général que celui relatif à la fourniture des registres, emblèmes et accessoires qui, aux termes des statuts, devait être faite par les autorités supérieures. Chaque ordre possède aujourd'hui un ou plusieurs fonds généraux tels que le « management fund » « le distress fund ». Ce dernier fond paraît être avant-coureur d'une solidarité fédérale contre laquelle il n'y aura rien à objecter lorsque l'organe dirigeant aura imposé à toutes les branches l'adoption d'une bonne échelle de contributions (*Quarterly Review*, numéro d'avril 1888).

peut se séparer de l'ordre dont elle fait partie, à moins qu'elle ne se conforme aux conditions qu'il a posées dans ses statuts, alors même que la branche aurait été enregistrée comme société distincte ou qu'elle n'ait pas été enregistrée du tout. C'est ainsi que les *affiliated orders* réputées, à l'origine, illicites, parvinrent au couronnement de leur évolution juridique.

La demande à fin d'enregistrement au profit d'une société à branches doit être faite par le secrétaire de l'ordre et comporter l'énumération de toutes les branches, avec l'indication du siège de chacune d'elles. Si les branches doivent avoir des *trustees* ou des fonctionnaires ayant qualité pour agir et être poursuivis en justice, au lieu et place de la société, autres que les *trustees* et les fonctionnaires de la société elle-même, une liste de leurs noms, pour chaque branche, doit être envoyée au Registrar, avec la demande. Celle-ci doit encore mentionner si les statuts des branches sont les mêmes que ceux de la société ou s'ils en diffèrent. Dans ce dernier cas, elle doit être accompagnée des exemplaires des statuts des branches. La société peut se faire enregistrer indépendamment des branches (1).

Sauf le cas de séparation, sur lequel l'arrêt de 1886 a statué, une société ne peut jouir des droits que lui confère la loi vis-à-vis d'une branche, tant qu'un exemplaire des statuts de cette branche n'a pas été enregistré dans l'une des trois parties du Royaume-Uni où réside le siège social.

1. Le *Registrar* paraît comprendre parmi les sociétés à branches, telles « *centralized societies* » qui n'ont que des ombres de branches (*shadow branches*). Il suffit, d'après lui, pour que leurs divisions puissent prétendre au titre de branches qu'elles aient un fond placé sous leur contrôle propre, quand ce ne serait qu'un simple « *management fund* » (5^e alinéa de la section 70 du « *Guide Book* » édit 1899) on conçoit que cette dernière forme d'organisation ne réponde ni aux principes ni à la destination des ordres affiliés.

Les objets d'une branche doivent être ceux ou partie de ceux prévus par la société mère, à moins que les statuts de celle-ci lui laissent toute latitude à cet égard, quoiqu'une friendly society ne puisse avoir pour objet un acte de bienfaisance générale, il n'est pas considéré comme contraire à la loi, en ce qui concerne les branches des affiliated orders, que l'une d'elles vienne au secours des membres d'une autre, ou des femmes et des enfants de ses membres, dans les limites déterminées par les statuts de la société mère.

Les sociétés et leurs branches, individuellement, peuvent contribuer aux finances et participer à l'administration d'une autre société par l'intermédiaire de délégués. Cette faculté est utilisée, généralement, dans le cas de participation à une « medical society », ou société ayant pour objet de procurer les soins médicaux et les médicaments utiles aux malades. Elle n'est pas seulement réservée aux friendly societies ; elle s'étend aux *trade unions* et à leurs branches dûment enregistrées. Les sociétés, *trades unions* ou branches participantes, ne peuvent effectuer leur retraite qu'après avis donné trois mois à l'avance et entier paiement des contributions dues à l'expiration de ce délai.

Les dispositions statutaires qui se réfèrent aux conditions de la séparation d'une branche doivent être précises et explicites. Ce divorce ne peut être consentuel. Il ne doit pas être subordonné à des formalités plus difficiles à remplir que la dissolution. La branche dissidente ne peut être enregistrée comme une société distincte, que sur la production d'un certificat, de la main du secrétaire général ou d'un autre fonctionnaire éminent, duquel il résulte que la branche s'est complètement séparée de l'ordre ou qu'elle en a été expulsée. Le refus de la part de ces fonctionnaires de délivrer ledit certificat est susceptible d'appel devant la « High Court », en ce qui

concerne l'Angleterre et l'Irlande, devant la « Court of Session » pour l'Ecosse. Leur silence, passé trois mois, est assimilé à un refus.

Droits des Mineurs

Depuis 1855, le législateur a permis que les friendly societies eussent des membres âgés de moins de 21 ans. L'act de 1875 prévoyait la constitution d'« adult societies » composées de membres de plus de 16 ans et de « juvenile societies », dont les membres devaient avoir moins de 16 ans et plus de 3 ans. Mais, à raison des dispositions statutaires des sociétés et des conditions budgétaires des individus, en fait, les « adult societies » ne comprenaient que des membres majeurs, et nombre de « juvenile societies » comptaient des membres de plus de 16 ans. Cette anomalie était un obstacle à l'enregistrement de ces dernières. Mais elles préféraient vivre en dehors de la protection légale, plutôt que d'abandonner leurs membres, à l'âge de 16 ans, et de laisser perdre le bénéfice des premières impressions d'une éducation inachevée. Il en serait résulté, pour les habitudes d'épargne et de prévoyance des jeunes, l'interruption la plus préjudiciable.

En 1887, une loi supprima les restrictions arbitraires de la loi de 1875 et éleva l'âge d'exclusion des *juveniles societies* à 21 ans. Enfin, une loi nouvelle, en 1895, abolissait l'institution des *adult* et des *juveniles societies*, et laissait les sociétés libres d'admettre des membres à tout âge au-dessus de un an. Le motif de cette innovation était le désir d'apporter une solution pratique au problème des pensions de retraite. Dans l'opinion que M. Stockall développait à la conférence des friendly societies de 1895, le meilleur moyen de créer les éléments d'une caisse de retraite accessible aux ouvriers, était de permettre aux sociétés de recevoir les enfants, dès leur plus jeune âge,

et d'éviter toute solution de continuité dans la capitalisation des contributions. Les difficultés qu'entraînerait la revision des tables sur de nouvelles bases de mortalités paraissent s'opposer à l'application générale de ces dispositions.

Les membres mineurs ne peuvent être ni trustee, ni directeur, ni trésorier, ni membre du Comité d'administration. S'ils ont plus de 16 ans, ils peuvent, par eux-mêmes, exécuter tous actes et délivrer toutes quittances qui n'excèdent pas les facultés des membres, conformément aux statuts. Au-dessous de cet âge, les parents et tuteurs suppléent à leur incapacité.

Droits des femmes.

Les femmes peuvent être membres de friendly societies ; elles pourraient être même fonctionnaires (officer) d'une société qui ne serait pas exclusivement composée de femmes (1). Cette faculté n'a pas toujours pu s'exercer librement. L'incapacité légale de la femme mariée s'est longtemps opposée au progrès des « females societies ». A l'heure actuelle il n'existe plus de principe restrictif des droits des femmes à cet égard. Aux termes du *Married women's property act* de 1882, une femme mariée est capable de s'obliger par contrat, en ce qui concerne ses deniers propres, et jusqu'à due concurrence ; elle est, dans cette mesure, capable d'agir et de se défendre comme si elle n'était pas mariée. Toutes parts ou intérêts existant dans le nom d'une femme mariée sur les livres d'une friendly society, sont réputés, jusqu'à preuve du contraire, lui appartenir en propre. Elle peut assurer sa propre vie, comme aussi la vie de son mari, de ses enfants ou

1. Alinéa 3 de la section 56 de l'act de 1896. Cet alinéa reproduit une disposition de l'act de 1887.

de l'un d'entre eux ; les mêmes droits appartiennent à la femme et au mari à l'égard des friendly societies et d'autres sociétés congénères.

Droits des militaires.

Les membres des Friendly societies, par le fait de leur enrôlement ou du service qu'ils accomplissent dans la Milice, les volontaires de la marine royale et de l'artillerie de marine, et dans tout corps de yeomarry ou de volontaires, ne perdent rien de leurs droits et intérêts, nonobstant toute disposition contraire (1).

Ils ne peuvent être frappés d'aucune amende, pour absence ou défaut d'assiduité aux réunions, s'ils n'ont pu s'y rendre en raison des exigences de leur service. La sincérité de leur excuse résulte d'un certificat délivré par leur commandant.

Ces dispositions s'appliquent même aux sociétés non enregistrées.

Nominations.

Tout membre d'une Friendly society âgé d'au moins 16 ans, peut soit par un acte écrit de sa main, remis ou envoyé au siège social, soit par une déclaration consignée sur les registres de la société ; désigner (*nominate*) une personne quelconque à laquelle devront être payées toutes sommes exigibles à sa mort. Les sommes dont les membres des sociétés ont le droit de disposer par voie de « nomination » comprennent le montant de celles assurées sur leur vie, leur quote-part dans

1. L'act de 1896 réserve l'effet des dispositions statutaires antérieures à la loi de 1855, tout en y apportant des tempéraments, pour le cas où le membre militaire serait hors du Royaume-Uni.

le « loan fund », l'excédent de leurs contributions capitalisées conformément à la loi et, d'une façon générale, le solde créditeur de leur compte. Elles ne peuvent excéder £ 100 ; si elles dépassaient ce maximum le surplus serait versé entre les mains des représentants légaux du « nominator ».

La personne bénéficiaire de la nomination ou « nominee » ne peut être ni fonctionnaire ni employé de la société à moins que ce soit, en même temps, le mari, la femme, le père, la mère, l'enfant, le frère, la sœur, le neveu ou la nièce du « nominator »,

La nomination peut être modifiée ou révoquée dans les mêmes formes qu'elle a été faite. Le mariage opère de plein droit la révocation de toute nomination antérieure. Toutefois, si la société venait à payer un « nominee » dans l'ignorance du mariage du « nominator » postérieur à la « nomination », elle serait valablement libérée.

Les mineurs âgés de plus de 16 ans peuvent délivrer toutes quittances en qualité de « nominees ».

Deuxième section

Organisation juridique. Fonctions : trustees et trésoriers. — Droits de propriété et facultés de placement. — Transmission des pouvoirs des trustees. — Actions. — Personnalité des friendly societies.

Les friendly societies ne sont pas légalement des personnes morales ou « incorporated bodies ». Elles sont donc sans droit. Elles vivent et fonctionnent grâce aux combinaisons du trustee system. Leur activité juridique s'exerce par l'intermé-

diaire de personnes de confiance, agissant et s'obligeant en leurs noms, appelées trustees.

Cependant la loi, par la protection ou les restrictions dont elle entoure les facultés du trustee, reconnaît implicitement son caractère représentatif. Dès lors il semble bien que le groupe existe, non seulement en fait, mais en tant qu'être juridique. Les droits et facultés que la loi organise dans la personne des trustees sont les armes et moyens créés en considération de la destination des sociétés ; ce sont les éléments de la personnalité de ces dernières. Il y a une certaine inconséquence, de la part du législateur, à ne pas le reconnaître, tandis qu'il consacre le rôle des trustees et règle minutieusement le jeu de leurs fonctions. Si le trustee est le fonctionnaire légal de la société, s'il a, comme tel, des droits, des privilèges et des actions, il constitue, en définitive, l'organe d'un groupe qui est le réel et l'unique titulaire de ces droits, de ces privilèges et de ces actions.

Chaque société ou branche doit avoir un ou plusieurs trustees nommés par une assemblée générale à la majorité des membres présents et ayant droit de vote, aux termes des statuts. Un exemplaire de la nomination, signée par le trustee lui-même et le secrétaire de la société ou de la branche, doit être envoyé au Registrar. Le trustee ne peut remplir, en même temps, les fonctions de trésorier ou de secrétaire. Il y a un intérêt considérable à ce que la personne qui a la disposition des fonds et celle qui tient les livres, ne soient pas en même temps le titulaire des droits. « Tous les droits de propriété appartenant à une société enregistrée, acquis avant ou après l'enregistrement, existent dans la personne des trustees actuels de la société » ; la loi ajoute : « pour l'usage et le profit de la société et de ses membres et de toute personne agissant aux droits d'un membre, en conformité des statuts. »

Toutefois ils ne peuvent faire aucun emploi des fonds de la société sans l'assentiment, soit du comité d'administration, soit de la majorité des membres, présents à une assemblée générale et ayant droit de vote (1). Dans le cas de sociétés à branches, les statuts peuvent disposer que tout ou partie des droits de propriété d'une branche, existeront dans la personne des trustees de cette branche de toute autre branche ou de la société elle-même, à l'égard de tous les membres de la société et des personnes agissant aux droits des membres. Quelle que soit l'étendue de leurs droits, ils ne sont pas personnellement responsables des déficits des sociétés. Leur responsabilité se limite aux sommes qu'ils ont reçues pour le compte de ces dernières.

Le maniement des deniers n'appartient pas aux trustees mais à des trésoriers. Ceux-ci doivent, en entrant en fonctions, fournir soit un cautionnement (*security*), soit la caution d'une société qui s'en porte garante, jusqu'à concurrence d'une somme déterminée, et passer un acte, aux termes duquel ils s'engagent à rendre un compte exact et sincère de toutes les recettes et dépenses, aux époques fixées par les statuts, les trustees ou le comité d'administration, et à payer toutes sommes qu'ils pourront devoir à la société ou à la branche.

Les trésoriers, en dehors des époques fixées, doivent, sur la demande ou l'avis de la société, de la branche, des trustees ou du comité d'administration, soumettre leurs comptes à l'examen de ces derniers qui peuvent leur enjoindre de délivrer toutes sommes en leur détention ou de les payer à telles personnes qu'ils leur désigneront.

1. Le droit de décider de l'emploi des fonds ne peut être délégué à un comité spécial : celui-ci ne saurait que donner son avis sur les conditions de l'emploi ; il est loisible de subordonner à cet avis, par voie de disposition statutaire la validité d'un placement, par exemple.

Lorsqu'un trésorier se rend coupable de négligence ou de mauvaise volonté, les trustees peuvent le poursuivre en vertu de l'acte qu'il a passé avec la société ou bien recourir soit à la cour du comté, soit à un tribunal de juridiction sommaire. Les décisions de ces tribunaux sont en ce cas définitives (final and conclusive).

Lorsqu'un trésorier ou un fonctionnaire ayant, en vertu de ses fonctions, la détention de sommes d'argent ou de titres dépendant de l'actif social, meurt, tombe en faillite ou en déconfiture, ou est atteint par voie d'exécution ou d'action quelconques, les trustees ont un privilège sur ses biens à l'exclusion de tous autres créanciers (1). Ce privilège est exercé par les trustees collectivement ou par deux d'entre eux seulement, ou bien par toute personne autorisée à cet effet, par une décision du comité d'administration.

Aux termes de la loi de 1875, les droits de propriété dont les trustees étaient investis ne pouvaient s'étendre au-delà du comté dans lequel la société ou la branche avait son siège. Depuis l'amendement act de 1887 il n'existe plus de limite à l'extension de la propriété des sociétés. Elles peuvent, dans le nom de leurs trustees, louer ou acquérir la terre (land) (2). Ceux-ci ont le droit de la vendre, de l'échanger, de la donner à bail, de l'hypothéquer, d'y construire un immeuble qu'ils peuvent détruire en tout ou en partie et rebâtir (section 47).

L'acheteur, le co-échangiste, le locataire, le créancier hypothécaire qui a traité avec les trustees n'a pas à s'inquiéter de savoir s'ils étaient dûment autorisés à contracter ; leur

1. Ce privilège qui date du Rose Act de 1793 se retrouve dans les statuts des gilds du xiv^e siècle.

2. Le mot *land* s'applique aux droits réels, *lease holds*, rentes foncières (*Guide Book*, section 156).

reçu est une décharge valable pour toutes sommes payées en vertu du contrat.

En ce qui concerne la propriété découlant d'un copyhold ou d'une tenure coutumière, la société peut demander au seigneur du manoir d'admettre trois trustees, au plus, en qualité de tenanciers, contre le paiement des redevances dues à l'installation d'un seul tenancier.

Les trustees peuvent consentir des prêts d'argent aux membres contre certaines garanties. Ils ont aussi le droit de prêter à intérêt aux personnes étrangères à la société, contre une sûreté réelle (real security) sur hypothèque (1), par exemple. Toutefois ces placements ne valent qu'autant que la sûreté qui les accompagne ait été formellement prévue par les statuts.

Les friendly societies enregistrées peuvent, dans le nom de leur trustees, sans clause statutaire expresse, placer leurs fonds de la manière suivante :

- 1^o Dans la caisse d'épargne postale ;
- 2^o Dans toute caisse d'épargne certifiée en vertu de la loi de 1863 ;
- 3^o Dans les fonds publics ;
- 4^o Dans la Banque d'Angleterre, au compte des commissaires pour la réduction de la Dette nationale.

Quant à ce dernier mode de placement, les dépôts ne doivent pas être inférieurs à £ 50. Les conditions varient avec la date de l'établissement des sociétés, celles de l'ouverture du compte, et celle des contrats d'assurances. Le tableau suivant indique quels sont ces termes :

1. Dans ce cas, le reçu signé du trustee et contresigné du secrétaire, écrit sur l'endos de l'acte constitutif de l'hypothèque ou de l'antichrèse, ou annexé au dit acte libère le débiteur, sans qu'il y ait besoin de transfert ou de cession à nouveau. Si l'hypothèque est de celles qui sont sujettes à un enregistrement, le fonctionnaire préposé à cet office devra, sur la production du reçu du trustee, délivrer le certificat exigible en ce cas.

Sociétés établies	Compte ouvert	Assurances con-	Taux d'intérêt
avant le 28 juillet		tractées	par jour par an
1828	avant le 23 juillet 1855	avant le 15 août 1850	3 ^d £ 4 11/3
Entre le 28 juillet 1828 et le 15 août 1850			2 1/2 3 16 1/2
avant le 20 juin 1888	avant le 1 ^{er} jan- vier 1896	Entre le 15 août 1850 et le 28 juin 1888	2 3 10/ »
Pour toutes autres dates.			2 15/ »

Des précautions minutieuses complètent le mécanisme de la garantie d'intérêt et permettent aux commissaires de la Dette d'éviter que les déficits révélés en 1871, ne se renouvellent ou s'aggravent (1). A la date du 20 novembre 1896, il y avait 1.100 sociétés qui avaient profité de cette faculté de placement et les fonds placés se montaient à £ 1.654.831 (2).

Au décès, à la résignation ou à la révocation d'un trustee les

1. Le paragraphe 8 de la section 62 dispose qu'une société ou une branche ayant placé ses fonds à un taux plus élevé que £ 2,15 0/0 ne pourra réserver ce taux qu'à la portion seulement de ses fonds afférente aux assurances contractées avant la date correspondante à ce taux, déductions faites de tous paiements et dépenses résultant des dites assurances. Faute par la société ou la branche de pouvoir fournir aux commissaires les titres qui lui permettent de réserver ce taux à une part de ses fonds, les commissaires en exigeront, soit le retrait, soit le transfert au taux de 2 d. ou de £ 2,15, suivant le cas, et si, passé 30 jours, le transfert n'est pas effectué, ils y procéderont eux-mêmes en le notifiant à la société ou à la branche.

Si les commissaires s'aperçoivent que tous les membres d'une société ou d'une branche assurés avant le 15 août 1850 sont morts ou ont cessé de faire partie de la société, lesdits commissaires transféreront immédiatement sur leurs livres, au taux de 2 d. ou de £ 2,15, suivant le cas, tous les fonds de la société ou de la branche placés à un taux plus élevé et en donneront avis à la société ou à la branche.

2. Il y a 25 sociétés qui bénéficient encore du taux de £ 4,11/3. Cet intérêt porte sur £ 233.233 ; 89 sociétés retirent un intérêt de £ 3.16 1/2 sur £ 379.895, 922 ont placé £ 925.926 à £ 3. 10. L'intérêt de £ 2.15 est servi pour £ 115.777 qui se répartissent entre 74 sociétés (Rapport du chief registrar pour 1896).

droits et obligations qui existaient dans sa personne, passent de plein droit à ceux qui lui succèdent seuls ou conjointement avec les trustees en charge, et jusqu'à la nomination d'un successeur, aux trustees en charge seulement ou aux administrateurs et exécuter des derniers trustees défunts.

En ce qui concerne les sommes placées en fonds publics, le transfert des droits d'un trustee sur la tête d'un autre s'opère, dans certains cas, par des moyens exceptionnels. Les cas dans lesquels il y a lieu d'y recourir sont les suivants : Quand un trustee est absent des Iles Britanniques, quand il tombe en faillite, en liquidation ou en déconfiture ; quand il devient aliéné, qu'il meurt ou qu'il est révoqué de ses fonctions ; lorsqu'on ne sait s'il est mort ou vivant. Sur la demande écrite du secrétaire et de trois membres, accompagnée des pièces à l'appui, le registrar faisant, ici, fonction du pouvoir judiciaire et plus précisément de la « high court » rend une ordonnance qui opère le transfert. Il y est procédé par le trustee en fonctions. S'il n'y a pas de trustee survivant, s'il refuse ou s'il est dans l'impossibilité d'y procéder, le registrar ordonne qu'il soit effectué d'office par l'*accountant* général, le délégué ou l'*assistant accountant* de la Banque d'Angleterre ou d'Irlande suivant le cas.

Le droit d'agir en justice appartient, soit aux trustees, soit à des fonctionnaires dûment autorisés, en vertu des dispositions statutaires. Les actions et autres actes de procédure sont introduits en leur nom suivi de la mention de leurs qualités. Les membres et personnes agissant aux droits des membres, d'autre part, peuvent actionner tout fonctionnaire qui reçoit les contributions et délivre les polices ; celui-ci défend aux actions intentées contre lui, en son nom suivi des mots « pour le compte de la société ».

La procédure n'est pas interrompue par la mort, la démis-

sion ou la révocation des trustees fonctionnaires figurant au procès.

Les actes de procédure à l'adresse des trustees ou autres fonctionnaires poursuivis pour la société, sont signifiés, soit à la personne, soit en laissant un exemplaire de l'exploit au siège de la société, ou à un bureau quelconque de la société, dans le ressort du tribunal saisi. Si le bureau est fermé, l'affichage de l'exploit sur la porte extérieure tient lieu de signification. L'exploit peut encore être porté à la connaissance de l'intéressé par lettre enregistrée envoyée au comité d'administration.

L'organisation des facultés, droits, actions et privilèges dont l'exercice appartient aux trustees, fonctionnaires et, parfois, aux membres de la société, ne peut se fonder exclusivement sur l'idée de contrat ou de mandat. Quand les clauses en reposeraient dans la loi elle-même elles auraient été dictées par des considérations qui n'ont d'autre objet que la sauvegarde des intérêts du groupe, l'intégrité d'une unité. Les *friendly societies* sont de « quasi-incorporated bodies » jouissant d'une personnalité latente que la loi laisse voir, par instants. Il n'en faut d'autre preuve que la continuité de la représentation légale des societies, tant au point de vue de leur existence journalière qu'à celui des instances entamées. D'ailleurs la jurisprudence paraît avoir affirmé, dans un cas spécial, l'idée de personnalité du groupe. Lorsque tous les membres d'une *juvenile society* sont arrivés au terme de l'âge auquel ils cessent d'en faire partie, sans que l'actif ait été épuisé, les tribunaux ont décidé que les fonds restant devaient être réputés biens vacants et appartenaient à la Couronne. S'il y a une succession en déshérence c'est que le support des droits, la personne, a disparu. Or, il se peut que tous ceux qui ont fait partie de la société subsistent. Il exis-

tait donc en dehors d'eux un être juridique qui n'est plus ; cet être, c'est le groupe (1).

Troisième section

*Obligations des sociétés enregistrées. — Organisation de l'arbitrage. —
Prérogatives diverses.*

Obligations.

L'acte de 1896 impose aux sociétés enregistrées trois obligations importantes : 1^o l'apurement annuel des comptes ; 2^o la rédaction d'un rapport annuel ; 3^o l'obligation de vérifier, tous les cinq ans, les opérations sociales.

L'apurement des comptes est fait soit par des officiers publics spéciaux nommés par le gouvernement et rémunérés par les sociétés qui les emploient, suivant une échelle d'honoraires calculée par l'administration du trésor, en raison de l'importance des sociétés ; soit par deux ou plusieurs personnes désignées, à cet effet, conformément aux statuts des sociétés. Ces dernières personnes ne peuvent être, en aucun cas, comptables ou fonctionnaires des sociétés qui les ont chargées du soin de l'apurement (2). L'emploi des « publics auditors » est facultatif. Quels qu'ils soient, les « auditors » ont le droit d'examiner tous les registres et tous les comptes des sociétés. Ils doivent vérifier la conformité du

1. Les sociétés peuvent être poursuivies en leur propre nom, pour le recouvrement des pénalités qu'elles ont encourues (*Guide Book*, sect. 637). N'est-ce pas admettre, au point de vue de la responsabilité pénale, la personnalité du groupe ?

2. *Guide Book*, section 180.

rapport annuel avec les comptes et les pièces de caisse qui s'y rapportent, le signer et le certifier exact, dûment vérifié et légalement fait. Dans le cas où ils ne pourraient établir la concordance du rapport et des comptes, ils devraient consigner leurs observations dans un rapport spécial.

Le rapport annuel doit être envoyé au registrar avant le 31 mai. Il contient l'état des recettes et des dépenses afférant à chacun des objets de la société et celui des fonds et effets tel qu'il résulte de l'apurement (1). Il doit mentionner si l'apurement a été fait par un public auditor, et, dans la négative, indiquer le nom, l'adresse, la profession des personnes qui en ont fait l'office et le mode de leur nomination. S'il y a lieu à un rapport spécial des « auditors », il doit être joint au rapport annuel de la société. Le rapport d'une société à branches doit comprendre toutes les branches enregistrées, sans préjudice du rapport que chaque branche est tenue de faire et de celui qui concerne les finances particulières du corps central.

Toute société et toute branche enregistrées doivent, au moins tous les cinq ans, procéder à la vérification de leurs opérations par les soins d'un vérificateur désigné par la société ou d'un officier public spécial, ou d'un actuaire, désigné, sur la demande de la société, par le registrar. Ce principe fondamental de la législation des friendly societies était une des propositions essentielles du rapport de la commission royale de 1874. Il avait été inscrit dans la loi de 1846, mais il ne lui avait pas survécu. La vérification quinquennale ou « valuation », consiste, suivant l'expression du chancelier de 1874, à faire la

1. Dans un cas particulier où il fut avéré que certains articles du rapport étaient faux, le Registrar ordonna la saisie de la correspondance relative à cette partie du rapport et enregistra le tout avec la mention que les articles en question étaient trompeurs (*déceptive*) (*Guide Book*, section 342).

preuve de l'opération « *to prove your sum* » (1). Elle a pour but de prévenir l'insolvabilité en permettant, en tout état de cause, de rectifier les bases des opérations sociales. Elle comporte deux ou trois éléments, suivant qu'elle a été faite par un actuaire désigné par le registrar, par un *public valuer* ou par une personne que la société elle-même a directement chargée de ce soin. Dans le premier cas, l'actuaire fournit un résumé des résultats de la vérification et un rapport contenant les renseignements qu'exige le registrar touchant le montant des allocations et des contributions, et les fonds et effets de la société. Dans le second cas, la « valuation » comprend, en outre, un rapport du « valuer » signé par lui et indiquant son adresse et sa profession. Les sociétés ne sont pas tenues de recourir à un actuaire de profession. En aucun cas, le « valuer » ne peut être la même personne que celle qui a apuré les comptes de la société, l'année qui a précédé la « valuation » (2). Les honoraires de l'actuaire désigné par le registrar, et des *publics valuers* sont fixés par les règlements du Trésor.

Les résultats et détails importants des vérifications reçues par le registrar au cours de l'année doivent être mentionnés dans le rapport annuel du registrar et, s'il y a lieu, publiés dans la localité intéressée. Dans les quatre périodes de cinq années écoulées depuis 1875, le nombre des « valuations » centralisées au Registry office a été de 48.977.

Le registrar peut suspendre une société qui a manqué à l'obligation des vérifications quinquennales. Il peut aussi, sauf l'approbation du Trésor, en exempter les sociétés dont l'organisation et la destination ne comportent pas une condition de cette nature. En exécution de cet article, des exemptions ont été accordées aux sociétés suivantes : 1^o Sociétés qui procè-

1. Séance du 22 juin 1874.

2. *Guide Book*, section 349.

dent au partage périodique de tout ou partie de leurs fonds ; 2^o sociétés dans lesquelles on cesse d'être membres dès qu'on atteint l'âge de 21 ans ou « juvenile societies » ; 3^o sociétés qui fonctionnent principalement au moyen de « levies » ; 4^o sociétés connues sous le nom de *deposit friendly societies* ; 5^o sociétés diverses qui ne comptent qu'un petit nombre de membres.

La loi de 1875, reproduisant une disposition des *friendly societies acts* antérieurs, imposait aux sociétés l'obligation de fournir, en même temps que les vérifications quinquennales, des statistiques des maladies et de la mortalité constatées au cours de la même période. Cette obligation a été suspendue par l'act du 10 août 1882 (45. et 46 Vict. 35). Les statistiques centralisées par le registrar depuis un quart de siècle ont été jugées suffisantes pour servir de base à la construction de tables modèles.

La surveillance organisée par la loi ne se borne pas à celle qu'exerce le registrar par suite de la transmission du rapport annuel, des résultats de l'apurement des comptes et des vérifications quinquennales. La raison d'être du registrar est celle d'un guide et d'un conseiller ; il a été institué pour empêcher que les autorités dirigeantes des sociétés ne trahissent consciemment ou non les intérêts dont ils ont la charge. Par la nature des *friendly societies*, le contrôle de l'administration appartient aux membres eux-mêmes.

La dernière « valuation », la feuille de balance annuelle et, s'il y a lieu, le rapport spécial des auditors doit être constamment et ostensiblement affiché dans les bureaux du siège et de la société.

Chaque société ou branche enregistrées, sur la demande d'un membre ou de toute personne ayant un intérêt dans les finances de la société, doit lui fournir gratuitement un exem-

plaire du rapport annuel, de la feuille de balance annuelle, ou de tout autre document qui peut en tenir lieu.

Tout membre et toute personne ayant un intérêt dans les finances d'une société ou d'une branche enregistrées, a le droit d'en examiner les livres, à toute heure « raisonnable », aux bureaux du siège et partout où ils se tiennent, à l'exception des comptes de prêts consentis aux membres, sauf leur permission écrite et sauf le cas où la personne qui procède à cet examen y serait autorisée, en vertu d'une résolution votée par la société ou la branche. Le mot *livres* (books) doit être entendu dans un sens général et ne signifie pas seulement les livres de la comptabilité (1).

Enfin, à raison du caractère d'utilité publique qu'affectent les friendly societies, la loi les oblige à fournir un exemplaire de leurs statuts à toute personne qui en fait la demande moyennant un prix qui ne peut excéder un shilling.

Arbitrage.

Depuis le « Rose act » de 1893, les Friendly societies jouissent de la prérogative de régler elles-mêmes les contestations qui peuvent s'élever dans leur sein. Cette prérogative procède de la nature morale du contrat de mutualité et de son caractère « friendly ». Elle ne leur a pas toujours été reconnu sans conteste. La loi de 1875 la consacrait expressément ; mais, en même temps, elle portait, dans sa section 30, que les procès relatifs aux collecting societies seraient déférés aux tribunaux nonobstant toute clause statutaire contraire. Par suite d'une prétendue équivoque de la loi, il arriva que des

1. *Guide Book*, section 197.

juges appliquèrent à toute friendly societies les dispositions de la section 30. C'est ainsi qu'en 1877 le juge de la Cour du Comté de Leeds se déclare compétent pour statuer sur un cas étranger aux collecting societies à l'encontre des statuts de la société en cause. Le fait fut signalé à la tribune de la Chambre des Communes. En 1878 la Cour du banc de la Reine confirmait le jugement de la Cour de Leeds. Cet arrêt motiva l'introduction d'un bill qui devait faire cesser toute confusion et devint la loi du 23 mai 1879 (42 Vict. c. 29).

Mais par suite de la situation créée aux sociétés à branches par la loi de 1876, la sphère d'application de la section 22 de l'act de 1875, qui consacrait la prérogative de l'arbitrage, demeurait incertaine. Aussi le juge de la Cour du Comté de Wrexham, en 1885, crut-il devoir se déclarer incompétent dans un cas où il s'agissait de sanctionner une décision arbitrale émanée d'une société à branches et visant une branche enregistrée en vertu de l'act de 1876. Ce fut l'occasion d'un nouveau débat à la Chambre des Communes. L'amendment act de 1887 détruisit tous les doutes à cet égard.

Aux termes de l'act de 1896 toute contestation entre un membre ou une personne ayant cessé d'être membre depuis six mois au plus, ou agissant aux droits d'un membre, ou exerçant un droit garanti par les statuts, d'une part, et la société ou l'un de ses fonctionnaires, d'autre part, doit être réglée de la manière indiquée par les statuts. Par personnes agissant aux droits d'un membre il faut entendre ses héritiers, ses administrateurs, ses créanciers (assignees) et ses « nominees ».

En ce qui concerne les sociétés à branches, les dispositions de l'act relatives à l'arbitrage, s'appliquent aux contestations entre une branche enregistrée ou l'un de ses fonctionnaires et la société ou le district dont la branche fait partie, et entre

leurs fonctionnaires respectifs ; aux contestations entre deux ou plusieurs branches enregistrées et entre leurs fonctionnaires respectifs.

La décision arbitrale est définitive et vaut envers et contre tous ; elle n'est susceptible d'aucun recours devant les tribunaux de *droit* (into any court of law) ; elle ne peut être entamée par la procédure de « l'injunction ». La connaissance de l'exécution appartient à la Cour du comté.

Au cas où les statuts disposent que les contestations seront déferées à la justice, elles devront être portées devant les tribunaux de juridiction sommaire. Les parties peuvent cependant convenir que l'affaire sera jugée par la Cour du comté.

Si la décision arbitrale à intervenir n'a pas été rendue dans les 40 jours à dater de la demande, la personne intéressée peut demander au tribunal de juridiction sommaire ou à la Cour du comté, d'entendre et de juger la cause. S'il s'agit d'une société à branches, le délai de quarante jours ne commence à courir qu'après que la demande ait été successivement introduite devant toutes les autorités de la société ayant qualité pour trancher le débat. Le délai dans lequel la décision de chacune d'elles doit être rendue, ne peut être supérieur à trois mois.

Dans tous les cas, à moins que les statuts s'y opposent expressément, les parties ont la faculté de convenir qu'elles s'en remettront à la décision du chief registrar ou, pour l'Ecosse et l'Irlande, de l'assistant registrar, qui, sauf approbation du Trésor, devra entendre et juger la cause ou en délèguera la compétence à un autre registrar. Tout registrar, siégeant comme arbitre, a le droit de citer les parties et les témoins, de déferer le serment, d'exiger la production de tous livres et documents relatifs au procès et d'ordonner que les

dépens soient supportés par la société ou la branche ou telle partie qu'il jugera convenable. Ses honoraires sont fixés à £ 1 par audience.

Par dérogation à l'arbitration act de 1889, les arbitres, en cette matière, ne sont pas obligés d'établir un cas (to state a case).

Prérogatives diverses des friendly societies.

Les friendly societies jouissent de prérogatives fiscales dont la première en date est l'exemption des droits de timbre. Cette exemption porte aujourd'hui sur : 1^o les traites, ordres ou reçus délivrés pour toutes sommes versées ou encaissées par la société et payables en vertu des statuts ou de la loi ; 2^o sur les lettres ou pouvoirs de l'attorney obtenus par les trustees, en cas de transfert de sommes appartenant à la société ou à une branche et placées en fonds publics ; 3^o toute obligation souscrite soit à la société, soit pour son compte par le trésorier ou par tout autre fonctionnaire ; 4^o les polices d'assurances, le titre de nomination ou de révocation d'un agent et sur tout autre acte exigé ou autorisé par la loi ou les statuts (1).

Il convient de rappeler ici, quoique l'act de 1896 n'en fasse pas mention, que les friendly societies sont exemptées de l'income tax et que le revenu de leurs membres imposable en vertu des cédules C et D se calcule déduction faite des primes payées.

Au cas de décès d'un membre mort intestat, ou sans avoir

1. Les Friendly societies et leurs branches ont pris, depuis longtemps, l'habitude d'effectuer tous mouvements de fonds au moyen de chèques. L'opération se fait d'autant plus commodément que le trésorier est la plupart du temps un banquier. Mais elles furent longtemps avant d'obtenir une interprétation des textes qui permit d'appliquer aux chèques l'exemption du timbre. Cet interprétation n'est plus contestable depuis l'amendement act de 1895.

constitué de « nominee » qui lui ait survécu, les trustees peuvent payer les sommes dues jusqu'à concurrence de £ 100 à ceux qui leur paraissent juridiquement habiles à lui succéder, sans avoir besoin de se munir de « letters of administration » ; sous l'empire dudroit commun, ils ne sauraient s'en passer sans encourir la responsabilité du passif de la succession.

Quatrième section

1. *Changements de noms. — Fusion. — Conversion de sociétés.* — 2. *Inspections. — Convocations d'assemblées extraordinaires.* — 3. *Suspension. — Annulation de l'enregistrement.* — 4. *Dissolution.*

Changement de noms. — Fusion. — Conversion de sociétés.

Une friendly society enregistrée peut, en vertu d'une *résolution spéciale* :

1^o Changer de nom ; 2^o se fondre avec une autre société enregistrée ou avec une compagnie ; 3^o transférer ses obligations à une société enregistrée ou à une compagnie ; 4^o se convertir en une compagnie.

Par *résolution spéciale*, la loi entend une résolution votée à la majorité des trois quarts au moins des membres ayant droit de vote, aux termes des statuts, et présents à une assemblée générale régulièrement convoquée. La convocation doit spécifier l'objet de la réunion. La résolution ainsi votée doit être confirmée à une majorité quelconque par une seconde assemblée dûment convoquée qui se réunira, quatorze jours au moins et un mois au plus, après la première.

Une résolution spéciale n'a d'effet qu'autant qu'un exemplaire signé par le président de chaque assemblée et contre-signé par le secrétaire de la société, en a été enregistré à l'office central. Cette disposition s'applique à toute société enregistrée alors qu'elle se limiterait à l'Ecosse et à l'Irlande.

I. Le changement de nom est subordonné à l'approbation du registrar. L'enregistrement de la résolution spéciale dépend, à cet égard, de son autorité discrétionnaire. La société qui le sollicite doit toujours indiquer ses motifs. En fait, le changement de nom est accordé lorsque les conditions constitutives de la société se sont modifiées ; au cas où, par exemple, une branche se sépare d'un ordre ; quand une « *particular trade society* » ouvre ses portes à divers corps d'artisans, qu'une société désire que son nom comporte l'indication d'un « *benefit* » nouveau ou qu'elle veuille s'annoncer comme « *dividing society* ».

II. Lorsque deux ou plusieurs sociétés désirent se fondre en une seule, elles doivent chacune procéder au vote d'une résolution spéciale. Mais en ce cas, la validité de la résolution est subordonnée au vote des cinq sixièmes des membres et au consentement de toutes les personnes ayant droit à un secours ou à une pension, à moins qu'il leur ait été donné satisfaction, au préalable, ou qu'une réserve ait été constituée à leur profit.

Il ne peut y avoir de fusion entre une société enregistrée et une société non enregistrée.

La société qui désire se fondre avec une autre peut être exemptée de quelques-unes des conditions requises par la loi par le chief registrar. A cet effet les trustees ou le committee d'administration de la société doivent rédiger une requête en due forme, la publier dans la gazette et l'envoyer un mois après, en double exemplaire à ce magistrat. Celui-ci, peut,

avec l'approbation du Trésor, modifier les prescriptions légales en faveur de ladite société. »

III. Le transport des obligations s'opère à la suite des mêmes formalités que la fusion.

IV. La conversion d'une société en compagnie s'opère de la même façon que le changement de noms.

Branches. — Quant aux branches les questions de changement de noms, de fusion, de conversion sont résolues par les sociétés dont elles font partie. Avis doit en être donné au registrar.

Les juveniles societies constituées sur les bases des acts de 1875 et de 1887 peuvent, aux termes de l'act de 1896 se fondre avec une « adult society ». Cette fusion s'accomplit à la suite d'une résolution enregistrée dans la forme des modifications apportées aux statuts et portant sur les conditions d'admission des membres de moins de 16 ans. Cette résolution peut comporter des dispositions ayant pour effet la répartition des membres et des fonds de la juvenile society, entre les branches de sa sœur aînée. Il y a un intérêt pour une adult society à ne pas laisser s'étendre une juvenile society en relations avec elles et d'opérer une fusion avant que cette éventualité se réalise. Elle n'a, en effet, aucun droit sur les fonds de la société collatérale et, à l'extinction de cette dernière, ses biens sont réputés vacants.

L'act de 1896 prévoit aussi la conversion de sociétés en branches pour permettre, le plus souvent, à des sociétés qui sont, en réalité, des branches, de régulariser leur situation. Il y a lieu de distinguer à cet égard les sociétés enregistrées avant le 1^{er} janvier 1876 et celles qui l'ont été depuis. En ce qui concerne les premières, la question est résolue par l'act de 1876 dont le législateur de 1896 s'est approprié les dispositions. Quant aux autres sociétés, il n'est pas présumable qu'elles

soient en réalité des branches, puisqu'elles ont eu la liberté de se faire enregistrer à ce titre. Elles doivent en conséquence formuler une requête au registrar et la publier à leurs frais, afin d'obtenir l'annulation de leur enregistrement. En outre, elles doivent faire enregistrer de nouveaux statuts par les soins de la société qui s'accroît d'une nouvelle branche.

« Inspections ». Convocations d'assemblées extraordinaires.

Bien que les registrars n'aient pas le droit d'intervenir, de leur autorité propre, dans l'administration des sociétés, ils peuvent, à la requête d'un certain nombre de membres, exercer, à cet égard, des attributions très larges. Elles leur permettent soit de nommer un ou plusieurs inspecteurs ayant pour mission d'examiner l'état des affaires de la société et de faire un rapport sur les résultats de leur enquête, soit de convoquer une assemblée extraordinaire. Dans les deux cas, le nombre de membres nécessaire à la validité de la requête est déterminé d'après les proportions suivantes :

Sociétés n'ayant pas plus de 1000 mem-	
bres	1/5 du nombre total
Sociétés ayant de 1.000 à 10.000 mem-	
bres	100 membres
Sociétés ayant plus de 10.000 membres.	500 —

La requête doit être accompagnée d'une « statutory declaration » aux termes de laquelle trois des signataires affirment qu'ils ne sont point animés de mauvaises intentions et qu'il y a lieu de leur donner satisfaction. Le registrar a le droit de s'éclairer sur les mobiles des auteurs de la requête, en requérant les dépositions de ceux qu'il jugera utile de citer. Toutefois, il ne nomme l'inspecteur et ne convoque l'assemblée

extrarodinaire qu'avec l'approbation du trésor. Il peut, à son gré, en référer au Trésor au reçu de la requête, ou bien donner avis de la requête à la société, et attendre sa réponse, pour la communiquer à l'autorité supérieure.

L'inspection et la convocation de l'assemblée n'ont lieu qu'à la condition préalable du dépôt ou de la mise en réserve d'une somme suffisante pour couvrir les frais de ces formalités. Avant de nommer l'inspecteur, le registrar reçoit £ 1 à titre d'honoraires.

L'inspecteur a le droit d'exiger la production de tous les livres de la société et de requérir les dépositions sous serment des membres, agents, employés et fonctionnaires de la société. Tout document signé de l'inspecteur fait foi jusqu'à preuve du contraire. Le refus ou la négligence de la société requise de produire ses livres ou de communiquer des pièces et renseignements exigés par l'inspecteur constitue un délit prévu par l'act de 1896.

L'assemblée extraordinaire est convoquée par le registrar, au jour et lieu qu'il lui plaît d'indiquer. Il détermine les points sur lesquels devront porter la discussion et le vote. L'assemblée a, d'ailleurs, tous les pouvoirs de celle qui aurait été nommée en vertu des statuts. Elle nomme son président qui fait un rapport sur le résultat des délibérations et l'envoie au registrar. Celui-ci peut ordonner que les dépens seront supportés soit par les fonctionnaires ou les membres seulement de la société, soit encore par les prédécesseurs des membres et des fonctionnaires actuels, suivant la proportion qu'il lui plaira de déterminer.

En ce qui concerne les branches, les requêtes à fin d'inspection ou de convocation d'assemblée ne sont valables qu'avec l'assentiment du corps central.

Le registrar n'est pas tenu d'exercer aucune poursuite en

conséquence des révélations de l'enquête. Il ne le ferait que dans un intérêt supérieur, au cas où l'inspection aurait eu lieu, à l'instigation de la société elle-même et non d'une minorité, en vue d'instruire contre des fonctionnaires suspects, et que les soupçons eussent été confirmés.

Suspension et annulation de l'enregistrement.

Le friendly societies act de 1875 est la première loi qui organise les moyens de suspendre et d'annuler l'enregistrement des friendly societies.

L'annulation peut être volontaire de la part d'une société. La suspension est toujours un acte de coercition. La société qui désire annuler son enregistrement doit à cet effet adresser une requête au registrar et lui remettre en même temps le prix des annonces exigées par la loi. L'annulation doit être publiée dans la *Gazette* ou dans un journal local. En cette matière, le registrar dispose en vertu d'une autorité discrétionnaire. Il arrive rarement que les friendly societies aient besoin d'y recourir sauf le cas où une société se propose de devenir une branche d'un ordre.

Le registrar peut suspendre une société pour un temps qui n'excède pas trois mois dans les cas suivants : 1^o lorsque le certificat de l'enregistrement a été obtenu frauduleusement ou par erreur ; 2^o lorsque l'objet positif de la société est illicite ; 3^o lorsqu'une société a commis une infraction à la loi, et qu'après avoir été avertie, elle s'est volontairement abstenue de se conformer aux prescriptions légales.

Le registrar peut, avec l'approbation du Trésor, soit renouveler la suspension pour un nouveau délai de trois mois, soit annuler l'enregistrement. Dans les deux cas, l'acte du regis-

trar doit être motivé. La suspension n'est susceptible de recours que lorsqu'elle a été renouvelée.

L'annulation peut avoir lieu à l'instigation de tierces personnes qui en font la demande au registrar. Elle doit être publiée dans la *Gazette* ou dans un journal local aussitôt après qu'elle a été décidée. La même disposition s'applique à la suspension ; il n'est pas nécessaire d'en publier le renouvellement.

Les conséquences de la suspension ou de l'annulation sont les plus graves pour la société qui la subit. A dater du jour où cette décision prend effet, la société cesse de jouir de tout les privilèges des sociétés enregistrées. Elle n'en demeure pas moins liée par tous les engagements qu'elle a contractés et qui peuvent être sanctionnés comme si la suspension ou l'annulation n'avait pas eu lieu. Elle subsiste, d'ailleurs, à titre de « club » ou de « partnership » c'est-à-dire d'association pure et simple. Une société dont l'enregistrement a été annulé peut se faire enregistrer à nouveau en payant les frais d'annonces de l'annulation. Si cette mesure a été décidée, faute par la société de satisfaire aux vérifications quinquennales, elle doit s'engager à y procéder dans les douze mois de sa réintégration.

L'enregistrement d'une branche n'est susceptible ni de suspension ni d'annulation.

Dissolution.

Les friendly societies peuvent comporter un terme que les statuts doivent, s'il y a lieu, spécifier. Ils doivent aussi prévoir le cas de dissolution amiable.

L'act de dissolution doit être rédigé dans la forme prescrite

par les règlements du Trésor. Sa validité est subordonnée à plusieurs conditions :

1^o Le consentement des 5/6 des membres, y compris les membres honoraires, attestée par leurs signatures opposées à l'acte de distribution (1). Ce « *quorum* » est calculé à raison d'une voix par membre et *d'une voix, en sus, par cinq années d'ancienneté*, sans qu'aucun membre puisse avoir plus de cinq voix.

2^o Le consentement écrit de toutes les personnes ayant droit à un secours, à une pension, ou quelque autre benefit, sauf le cas où il leur a été préalablement donné toute satisfaction ou qu'il a été réservé des fonds destinés à les désintéresser. S'il s'agit de branches, il faut en outre le consentement du corps central.

Les statuts ne peuvent modifier ces conditions alors même qu'ils tendraient à les rendre plus rigoureuses.

L'acte de dissolution doit comprendre : 1^o l'état de l'actif et du passif de la société, le nombre et les titres des membres, l'état des créanciers et l'indication des moyens proposés pour les désintéresser, un projet de partage des fonds de la société. Cette dernière partie peut être laissée à la décision du registrar. L'acte doit être accompagné d'une « *statutory declarator* » signée des trustees, de trois membres et du secrétaire, attestant que les formalités légales ont été observées. Ceux-ci doivent en outre indiquer le journal de la localité où seront faites les annonces et envoyer le montant du prix de celles qui ont lieu dans la *Gazette* et d'autres frais supplémentaires. (£ 1. »/6^d).

L'acte de dissolution doit être enregistré dans la même forme que les statuts. Il peut être modifié par un autre acte

1. Les signatures font foi par elles-mêmes de leur authenticité.

subordonné aux mêmes conditions. Il est exécutoire envers et contre tous les membres. Si le partage des fonds a été réglé par le registrar, sa décision a la même force que celle qu'il rend en vertu de son autorité arbitrale. Les publications sont faites par les soins du registrar dans le délai de vingt et un jours à compter de l'enregistrement de l'acte de dissolution. Les dépens sont à la charge de la société et payés par préférence.

Dans les trois mois à dater des annonces publiées dans la *Gazette*, toute personne intéressée a le droit de demander le rejet de la dissolution par voie d'action en justice. Elle doit donner avis de ses intentions au *Central Office*, sept jours au moins, avant de prendre aucune disposition. Si le rejet est accordé, un avis et une expédition du jugement doivent être remis au *Central Office*. Dans le cas contraire, la société est réputée légalement dissoute à dater de la publication des annonces.

Sauf le cas où le partage des fonds a été décidé par ordonnance du registrar, tout membre lésé a le droit de recourir devant la Cour du Comte, afin de modifier les conditions du partage.

Dissolution forcée. — Les membres d'une société enregistrée peuvent adresser une requête au registrar dans la forme prescrite pour la nomination d'un inspecteur afin d'obtenir une enquête en vue d'une dissolution.

Cette requête doit être motivée par l'insuffisance de l'actif ou du taux des contributions. Si elle émane d'une branche, elle ne vaut qu'autant qu'elle est revêtue du consentement du corps central. Elle doit être accompagnée des mêmes documents que dans le cas de dissolution amiable.

Le registrar décide en vertu d'une autorité discrétionnaire. S'il accorde l'enquête, avis en est donné, deux mois à l'avance,

à la société. L'enquête peut être dirigée soit par le registrar lui-même ou par un assistant registrar, qui ont, en cette matière, les mêmes pouvoirs qu'en matière d'arbitrage, soit par un actuaire, ou bien encore, par un « public auditor » que le registrar désigne. Si l'enquête confirme les craintes qui l'ont motivée, le chief registrar peut ordonner la dissolution, et, dans ce cas, il en détermine les conditions. Sa décision a la même autorité que ses sentences arbitrales. De même que dans les cas précédents il perçoit £ 1, à titre d'honoraires. S'il estime que la dissolution peut être évitée en rectifiant les bases des opérations sociales, il peut suspendre l'effet de sa décision pendant le temps nécessaire à la réalisation de la réforme. La société n'est pas tenue d'user de la faculté qui lui est offerte.

Quant aux avis, publications et recours des personnes lésées, il y a lieu d'appliquer les mêmes dispositions que dans le cas de dissolution amiable.

Cinquième section.

Délits prévus par l'act de 1896.

La loi ne frappe pas seulement les infractions volontaires, mais aussi la négligence des sociétés, et même l'omission pure et simple. Elle prévoit presque toutes les circonstances dans lesquelles une société peut manquer à ses obligations et, dans la plupart des cas, édicte une même pénalité : une amende qui ne peut excéder £ 5. Il y a lieu de l'appliquer toutes les fois qu'une société omet d'envoyer un rapport ou un document exigé par la loi, qu'elle omet de faire ou de ne pas faire ce que

la loi ordonne de faire ou de ne pas faire, qu'elle néglige ou refuse de fournir les renseignements qui lui sont demandés en vertu de la loi, qu'elle néglige ou refuse de se conformer aux prescriptions du registrar, ou d'une autre personne revêtue d'une autorité légale, qu'elle transgresse les prohibitions de l'act, qu'elle falsifie un rapport ou fournit sciemment un renseignement faux ou incomplet. Chaque semaine de retard apporté par la société à l'exécution de ses obligations, constitue un nouveau délit,

Tout délit imputable à une société ou à une branche sera réputé avoir été commis par les fonctionnaires responsables de l'observation des dispositions violées, et, à leur défaut, par chacun des membres du Comité d'administration à moins qu'il soit prouvé que le délit a été commis à leur insu et qu'ils ont fait le nécessaire pour l'éviter.

Les personnes refusant de comparaître, de communiquer des documents, de déposer devant le registrar agissant en qualité d'arbitre ou de commissaire enquêteur soit passibles de la pénalité précédemment prévue.

Tout fonctionnaire et toute personne ayant été l'instigateur d'une violation des formes prescrites aux cas de fusion de sociétés, de transfert des obligations et de dissolution sont passibles « on summary conviction » d'une amende qui ne peut excéder £ 5, ou d'un emprisonnement avec ou sans « hard labour » qui ne peut dépasser trois mois.

Quiconque, dans l'intention d'éluder les dispositions légales ou de falsifier un document, a sciemment écrit, effacé, omis un article, ou qui a ordonné ou permis que ledit article fut inscrit, effacé, omis, dans le corps d'une feuille de balance, d'un livre de contributions d'un rapport ou d'une pièce dont la communication, la remise ou la production est exigée par

la loi, est passible d'une amende de £ 50 au maximum recouvrable sur la poursuite du registrar et de toute personne lésée.

Le législateur protège la société contre toute atteinte portée aux droits de propriété organisés à son profit en frappant l'escroquerie, les détournements et malversation commis au préjudice des friendly societies d'une peine spéciale, dont l'application peut être requise au moyen d'une action d'une singulière souplesse. Toute personne, fonctionnaire, membre ou personne étrangère à la société qui a acquis, par escroquerie, des biens appartenant à la société, qui se les est appropriés, les a détournés ou bien affectés volontairement à des objets autres que ceux prévus par les statuts et autorisés par la loi, est passible d'une condamnation à une amende de £ 20 au maximum, prononcée par voie de « summary conviction », aux dépens, à la restitution des biens, au remboursement des sommes indûment employées, et, faute d'y satisfaire, à un emprisonnement de trois mois au plus, avec ou sans « hard labour ». L'action peut être exercée par les trustees, le comité d'administration ou tout membre autorisé par la société, et, s'il s'agit d'une branche, elle peut, en outre, être intentée par le corps central de la société, ou par tout membre de la société autorisé par le corps central. Dans tous les cas, les registrars ont le droit de poursuivre et le central office peut autoriser un membre de la société ou de la branche à exercer les poursuites.

Sont passibles des peines applicables aux cas de « misdemeanor » toutes personnes qui, dans une intention abusive ou frauduleuse donnent à d'autres des statuts différents de ceux qui ont été enregistrés, en affirmant que ce sont les statuts mêmes de la société ou qu'il n'en existe pas d'autres; toutes personnes qui donnent les statuts d'une société non

enregistrée pour ceux d'une société enregistrée et quiconque fait une « statutory declaration » mensongère. Dans ces différents cas les poursuites peuvent être exercées conformément aux dispositions prévues pour les malversations.

En dehors des cas prévus par la loi, les sociétés peuvent insérer dans leurs statuts des clauses pénales spéciales et l'administration du Trésor peut édicter des amendes particulières par voie de règlement.

Dans tous les cas la compétence du jugement appartient toujours aux tribunaux de juridiction sommaire (1).

Appendice

Sociétés non enregistrées. — « *Infant insurance* ». — *Collecting societies*,

Sociétés non enregistrées.

La position des friendly societies non enregistrées n'est pas beaucoup moins précaire qu'au temps du « Rose Act ». Elles sont cependant protégées contre la fraude et les détournements d'argent. Depuis la mise en vigueur du Russell Gurney's act de 1868, les membres de toute association coupables à son égard de « fraud and embezzlement » sont considérés comme s'ils n'en faisaient plus partie. Jusqu'alors la poursuite d'un associé était impraticable par la raison qu'il était impossible, dans un cas semblable, de réunir l'action de tous les associés.

D'autre part, les friendly societies non enregistrées qui

1. Les tribunaux de juridiction sommaire sont : les commissaires de Police de la ville de Londres ; Le lord Maire et les Aldermen de la cité. En dehors de Londres, les juges de paix siégeant en « petty sessions ».

font des opérations d'assurance sur la vie, tombent sous le coup des « Life assurance companies acts » sauf le cas d'assurance sur la vie des enfants, pour lequel elles sont soumises à toutes les dispositions de l'act de 1896 relatives à « l'Infant Insurance ».

« Infant Insurance »

Le rapport de la commission royale de 1874, en ce qui concerne les effets de l'assurance sur la vie des enfants n'avait pas exercé sur les membres des deux chambres la même impression. Les uns proposaient d'introduire dans la loi en préparation les dispositions préventives les plus sévères. Les autres repoussaient tout essai de cette nature comme une imputation calomnieuse faisant injure aux classes ouvrières anglaises. Ceux-ci oubliaient qu'il n'était point question de restreindre un droit, mais de régler les conditions d'un privilège. « Il ne s'agit pas de savoir si c'est une calomnie, disait M. H. James, mais il faut considérer si la loi est en elle-même bonne ou mauvaise ». En dépit des optimistes, les abus étaient certains. Le rapport du select committee de 1889 exprime les mêmes inquiétudes que celui de la commission royale. Le mal n'était pas imputable aux friendly societies de bonne foi. Dans son rapport pour l'année 1889 le chief registrar professe

4. Les Friendly societies, act de 1896, comportent en ce qui concerne les détails de l'application des dispositions spéciales à l'Ecosse, à l'Irlande, à l'île de Man, aux Iles Anglo-Normandes. Il comprend en outre un « supplemental » qui définit différents termes employés par le Législateur et trois cédules. La première indique les objets des statuts des sociétés, la seconde détermine la forme du certificat d'enregistrement le modèle des obligations et la formule du reçu des timbres au cas de purge d'un hypothèque ; la troisième énumère les lois et dispositions des lois chargées par l'act de 1896.

que l'*infant insurance* pratiquée par les *friendly societies* est inoffensive ; « elle est toujours dangereuse, dit-il, de la part d'une *collecting society* ou d'une compagnie faisant affaire de ce qu'on appelle « l'industrial assurance ». Beaucoup des sociétés de ce dernier type se livraient aux opérations d'assurance sur la vie des enfants en violation des restrictions légales. L'évêque de Peterborough, auteur d'un bill sur le sujet, introduit à la Chambre des Lords en 1890, révélait qu'en bien des cas les enfants étaient assurés avant leur naissance ; le sexe était laissé en blanc dans la police. Il n'hésitait pas à attribuer ces abus à la nature même des *collecting societies* « quand chaque directeur, disait-il, serait un archevêque et chaque collecteur un évêque, à supposer qu'un idéal plus élevé de perfection humaine ne puisse être conçu par des hommes, ces sociétés seraient encore un mal ». Cependant les dispositions de l'act de 1875 ne furent pas modifiées. Le législateur de 1896 se contenta de séparer les *collecting* des *friendly societies*, et, par une sorte d'inconséquence, incorpora dans le *friendly societies act* les dispositions qui visaient en fait les *collecting societies*. D'ailleurs elles s'appliquent, depuis 1896, à toute espèce de société, de quelque nature qu'elle soit, même aux sociétés non enregistrées.

Aux termes de l'Act en vigueur, la somme assurée sur la vie d'un enfant de moins de dix ans ne peut dépasser certaine limite : £ 6, s'il a moins de cinq ans ; £ 10, s'il a davantage (1). Elle ne peut être payée qu'aux pères et mères de l'enfant ou aux exécuteurs et administrateurs des père et mère. Un tuteur n'aurait pas le droit de la toucher non plus qu'un parent quelconque et la société qui consentirait à la payer à une

4. Ces dispositions ne font pas échec à l'assurance fondée sur l'intérêt qu'un tiers peut avoir dans la vie d'un enfant.

personne n'ayant pas qualité pour le recevoir se rendrait coupable d'un délit, dans le sens de l'act de 1896.

Le paiement ne peut avoir lieu que sur la production d'un certificat de décès en due forme. La demande faite à l'officier de l'état civil afin d'obtenir un certificat du décès d'un enfant qui a été l'objet d'une assurance doit comporter le nom de la société ou de la branche qui l'a assuré et le montant de la somme exigible. Il faut, en outre, que la cause du décès soit établie au moyen du certificat d'un coroner, d'un médecin ou praticien médical enregistré, ou par tout autre moyen susceptible d'y suppléer. Si la somme assurée s'élève au-dessus du maximum légal ou que la cause du décès ne soit pas établie, l'officier de l'état civil doit se refuser à délivrer tout certificat.

Lorsqu'il est besoin de plusieurs exemplaires d'un même certificat, ceux-ci doivent être numérotés. Si l'on vient à présenter à une société ou à une branche un exemplaire numéroté autre que le premier, elle doit s'enquérir de savoir si le même certificat n'a pas servi à des paiements antérieurs et quel en a été le montant. Toute infraction à ces dispositions est un délit aux termes de l'act de 1896.

Le père ou la mère, ou les représentants légaux de ceux-ci qui produisent soit un certificat autre que celui dont la forme est prévue par la loi soit un certificat falsifié ou frauduleusement obtenu au bien qui tente de façon quelconque d'éluder les dispositions de la loi à cet égard commet un délit aux termes de l'act de 1896.

Les délinquants sont poursuivables devant les tribunaux de juridiction sommaire ; la peine est une amende qui ne peut excéder £ 5.

L'ensemble de ces dispositions s'appliquent non-seulement au friendly societies, mais encore aux *benevolent societies*,

aux *specially authorized societies*, aux *friendly societies* non enregistrées, aux *Industrial assurance companies* y compris les *collecting societies*. En conséquence, si les sommes payées au décès d'un enfant assuré par plusieurs sociétés appartenant à ces divers groupes, dépassaient le maximum légal, le paiement, pour l'excédent, serait délictueux.

Le registrar, exerce, en fait, une surveillance particulièrement rigoureuse en tout ce qui concerne l'observation de la loi sur ces différents points.

Collecting societies.

L'act de 1875 comportait une section, la section 30, exclusivement applicable aux *collecting societies* et aux *industrial assurance companies*. C'est elle qui fournit les éléments principaux du « *collecting societies and Industrial assurance companies Act* » de 1896. Cette loi concerne les sociétés qu'elle appelle *friendly societies*, enregistrées ou non et recevant des contributions par l'entremise de collecteurs dans un rayon d'opérations de plus de 10 milles. Au point de vue littéral il n'y a, entre les *friendly societies* et les *collecting societies* d'autre différence qu'une limitation plus ou moins arbitraire. Mais l'expérience a démontré qu'au delà de certaines limites, ce qui n'était qu'une différence de degré devenait une différence de nature. En deçà et au-delà de 10 milles le collecteur ne joue pas un rôle identique. Ici, il n'est qu'un rouage secondaire, là il est « le pivot de tout le système ». Dans le premier cas l'administration des affaires de la société n'échappe pas au contrôle et à la direction des membres, dans le second, elle est abandonnée aux mains d'un petit nombre de fonctionnaires étrangers à la société, qui en font une entreprise lucrative.

La plupart des sociétés de ce dernier type prétendent au titre de *friendly society*, mais toutes celles qui ont été enregistrées après 1896, ont dû ajouter à leur raison sociale les mots : *collecting society*. Il existe, aujourd'hui, 43 *collecting societies* enregistrées, ayant ensemble 3.875.215 membres et £ 2.713.214 de capital, moins du douzième des capitaux des *friendly societies* proprement dites. Elles sont soumises à toutes les dispositions du « *friendly societies act* », sauf les exceptions coordonnées par le « *collecting societies et industrial assurance companies act* ». Cette dernière loi ne fait en grande partie que consacrer les dispositions du Bill de Lord Liechfield de 1868.

Les *collecting societies* qu'on peut considérer comme un mal, tirent leur raison d'être d'un autre mal, inhérent à toutes les questions sociales : l'insuffisance des conditions économiques d'une grande masse d'ouvriers. Nul doute que l'ouvrier qui gagne assez pour entrer dans un *affiliated order* ne s'affranchisse du contrat souvent léonin qui le lie à ces sociétés.

On pourrait, par la pensée, concevoir une société de ce type présentant les garanties de bonne administration et d'économie qui distinguent les institutions rivales. Aussi le législateur anglais a-t-il permis une dérogation pour le cas où se rencontrerait cette exception rare. Le *chief registrar* peut en effet, avec l'approbation du Trésor, accorder aux sociétés, sur leur demande, l'exemption des obligations spéciales aux *collecting societies*. C'est un encouragement à bien faire.

CHAPITRE IV

ROLE ECONOMIQUE, POLITIQUE ET SOCIAL DES FRIENDLY SOCIETIES

Rôle économique des friendly societies.

Mutualité et assistance. — Tentatives d'assurance nationale. — La question des pensions de retraite ; « Old age pensions committee ».

Il est évident que les friendly societies ont contribué pour un élément important à la formation du capital national ; c'est l'effet de toute institution d'épargne. Mais elles ont protégé la source même du capital, le travail ; elles ont neutralisé les principales causes de déperditions économiques : c'est là le rôle de la mutualité.

Par les secours qu'elles donnent aux ouvriers victimes de la maladie, du chômage, de la vieillesse, aux enfants des ouvriers, aux familles ouvrières en deuil, les friendly societies empêchent que des unités de force économique ne s'anéantissent, et que le champ de la division du travail ne se resserre. L'assistance publique ou privée offre aussi aux ouvriers et à leur famille les moyens de subsister dans toutes les circonstances où ils ne peuvent y subvenir : elle a fondé des hôpitaux, des hospices, des dispensaires, des crèches. Il semble donc que dans une certaine mesure les friendly societies fassent double emploi avec la Poor Law. Il est malheureusement certain que l'assistance n'a jamais contribué à stimuler l'activité économique d'au-

un peuple et qu'elle constitue une lourde charge pour la production. Cette charge à son tour pèse sur les salaires et les déprime. De fait, de bas salaires vont de paire avec l'assistance légale. L'amélioration de toutes les conditions économiques et budgétaires de l'ouvrier correspond, au contraire, avec le développement des friendly societies. Il n'y a pas d'objet que l'assistance se propose que la mutualité ne réalise ; il n'y a pas de cas résolu par la mutualité où l'assistance n'échoue et partout où la mutualité a rencontré l'action de l'assistance, elle a été battue en brèche par celle-ci. Cependant, si l'on considère les choses, abstraction faite de ce qui se passe dans la conscience des hommes, on ne voit pas qu'il existe de différence profonde entre le mécanisme de l'Etat et le fonctionnement d'une friendly society, la destination de l'impôt et celle des contributions privées. Pourquoi des moyens semblables n'ont-ils pas des effets de même nature ? En quoi consiste l'antagonisme des deux systèmes.

Quelle que soit l'organisation de l'assistance, l'indigent considère les secours qu'il en reçoit comme une libéralité (1). C'est une illusion. En réalité ce sont les pauvres qui font les frais de l'assistance. Le poids de l'impôt, alors même qu'ils ne le paient pas, pèsent sur eux plus lourdement que sur les riches, puisqu'il augmente les prix de la vie. L'Etat ne peut allouer de secours que dans la mesure où il peut lui-même en prélever les moyens sur les contribuables. Or, plus il y aura de pauvres qui chercheront à vivre aux dépens de l'assistance, moins étendu sera le cercle de ceux qui paieront l'impôt, et comme l'impôt ne peut croître indéfiniment, les pauvres paie-

1. M. Portal membre de la Commission de 1874 dit dans son rapport que les pauvres du sud de l'Angleterre considèrent la Poor Law comme la meilleure Friendly society parce qu'on en recevait tout sans rien donner.

ront, en fin de compte, de leur santé et de leur vie un expédient avilissant pour eux-mêmes, onéreux aux autres. L'illusion qu'exerce l'apparente gratuité des secours de l'assistance détruit les facultés actives et la moralité de l'ouvrier. L'exemple d'une oisiveté systématique décourage l'effort et démoralise les masses. La contagion gagne de proche en proche et met en péril les qualités qui font la supériorité économique d'une nation ; l'intelligence et l'habileté de l'artisan. L'assistance devient une cause de ruine et de déchéance générale. Nassau Senior qui fut membre du Poor Law Committee de 1834 a montré, en termes véhéments, que tel serait encore l'effet de l'assistance légale, alors qu'il n'en coûterait rien au capital et au travail national ; dans le cas, par exemple, où les dépenses qu'elle nécessite seraient payées au moyen d'un tribut levé à l'étranger. « Si les dépenses qu'on fait pour les pauvres, disait-il, n'ont aucun effet sur sa moralité et qu'elles doivent augmenter sans cesse, dans la même proportion que ces trente dernières années, elles causeront la ruine irrémédiable de l'agriculture et la destruction par la famine et la peste de tous ceux qui n'auront pas les moyens d'émigrer. » Si les pauvres comprenaient que leur découragement et leur insouciance sont un principe de désastre pour eux-mêmes et pour ceux dont ils espèrent tirer un profit, il est croyable qu'ils feraient plus d'efforts pour se constituer un revenu, dussent-ils payer directement l'impôt. Or, ils trouveraient singulièrement ironique qu'on leur déclarât que l'impôt est une contribution à l'épargne générale, destinée en partie à leur venir en aide, le cas échéant ; c'est, à leurs yeux, une dépense perdue.

Pour que l'homme soit capable d'effort il faut qu'il en constate l'effet par lui-même ; qu'il saisisse expérimentalement le rapport de causalité qui existe entre le fait initial de son acti-

tivité et le résultat qui s'ensuit ; il faut qu'il récolte personnellement ce qu'il a sciemment semé.

L'analyse démontre les bienfaits que chaque individu retire de l'organisation sociale, de l'Etat. Or, l'Etat ne fonctionne qu'au moyen des contributions de ses membres. Cependant parmi ceux-là même qui discernent le caractère utilitaire et individualiste de l'impôt, il y en a peu qui en aient véritablement conscience. L'homme qui le paie consciencieusement est un citoyen dévoué. C'est qu'en réalité, le contribuable est le rouage d'un mécanisme réflexe. L'habitude altère la nature des mobiles de la volonté et il faut souvent employer la coercition et l'autorité dans des cas où la claire intelligence des intérêts personnels devrait suffire à déterminer les citoyens.

Les friendly societies sont des organisations jeunes et conscientes d'elles-mêmes. Leur essence est contractuelle et volontaire et la conscience de la fonction individuelle éclaire et anime la volonté des membres. Chacun épargne volontiers, parce qu'il sait pourquoi. Il ne se lasse pas de contribuer de ses deniers et de ses talents à l'œuvre générale, parce qu'il vérifie chaque jour les bienfaits de la coopération. Alors qu'il part de la notion d'épargne en prévision de maux personnels, il apprend, par l'expérience quotidienne de la mutualité, que mesurer ses efforts à la certitude d'une rétribution exactement proportionnelle, n'est pas un calcul d'une productivité incontestable, et que, somme toute, l'intérêt individuel est de concourir de son mieux à l'utilité et au bien être de tous. C'est pourquoi ce que nous appelons, en France, sociétés de *secours mutuels* portent parfois, en Angleterre, le nom de sociétés de *secours personnel* « self-help ». Le caractère d'unité consciente de son rôle fait au fond toute la différence du membre d'une friendly society et du contribuable de l'Etat, la supériorité des institutions privées de prévoyance sur l'organisa-

tion administrative de l'assistance. Aussi les lignes suivantes écrites par le professeur de Morgan en 1838. dans son ouvrage intitulé « Essai sur la probabilité » n'ont-elles rien perdu de leur opportunité : « Si l'on voulait instituer, à Londres, un service qui eût l'administration générale des fonds des friendly societies et en réglât la repartition, il ne serait pas difficile de trouver dans le pays des personnes d'une situation et d'un caractère tels qu'elles consentissent à jouer le rôle d'agents, à recevoir les contributions, à vérifier le bien fondé des demandes de secours. Les dépenses du service pourraient être supportées, pendant quelques années, par les contributions publiques et rejetées ensuite sur l'institution elle-même. Il n'y aurait pas de sérieux obstacles à l'organisation de cette institution, et bien certainement, la dépense ne serait rien, en comparaison de l'importance des résultats obtenus. La loi qui établirait cette sorte de friendly society universelle deviendrait, au bout de deux générations, la Poor Law même. »

Ce n'est pas qu'il n'y ait eu des tentatives d'une organisation, en tout ou partie étatiste des friendly societies. L'histoire en fournit des exemples. Le plus importants se sont produits au cours de ces vingt dernières années. Nul doute que si les friendly societies avaient remédié à tous les maux que leurs initiateurs se proposaient d'enrayer, il ne se fût présenté personne pour leur opposer un nouveau système. On leur adressait un double reproche : 1° Que leur utilité ne s'entendait pas au-delà d'une certaine élite ouvrière ; 2° Qu'elles ne réussissaient pas à garantir leurs propres membres contre l'indigence dans la vieillesse. Il n'est pas douteux qu'elles n'aient pu arriver à supprimer le paupérisme. Les faits qui en étaient la cause ne dépendaient pas de l'influence des friendly societies ; il n'appartenait pas davantage à l'Etat d'agir directement sur eux. D'un autre côté, il était vrai que la plupart des so-

ciétés avaient échoué dans l'organisation d'un service de pensions de retraite. Cet échec tenait en partie aux conséquences des erreurs commises à l'origine de l'institution. Pour épargner aux membres devenus vieux la honte du *workhouse*, les sociétés leur accordaient des secours prélevés, en dehors de toutes les règles techniques, sur le *sick fund* : c'était une cause de déficit de jour en jour plus considérable (1). Ces secours sous forme de « sick allowance » réduite, étaient, d'ailleurs, insuffisants, et ne permettaient pas à ceux qui les recevaient de se passer de « l'outdoor relief » (2) que les « guardians de la Poor-law » leur dispensaient sans tenir totalement compte de l'allocation perçue (3). Ce double échec

1. Dans certains districts, les plus anciens de la société des Foresters, les registres accusaient 10.196 semaines de maladie alors que le niveau probable avait été fixé à 4.968. Ailleurs c'était 81.780 au lieu de 52.775 ; 19.517 au lieu de 7.775. Cette situation n'altérerait pas la confiance commune fondée sur la continuité de l'influx du « new blood » (Journal de la Royal Statistical Society, 1895).

2. Il existait aussi d'anciens membres de Friendly societies qui étaient contraints de recourir à « l'in-door relief ». Ceux-là avaient dû quitter leurs sociétés pour défaut de paiement de leurs contributions ou avaient été victimes de la faillite de leur société. D'après le rapport du *Chief Registrar* pour 1882, ils représentaient ensemble 0,28 0/0 du nombre total des membres des Friendly societies et ceux qui avaient été victimes de la ruine de leurs sociétés 0,097 0/0 seulement. Or le rapport des *in-door paupers* à la population était de 36 0/0. Il est en outre probable que la proportion des *in-door paupers* ayant été membres de friendly societies se composaient en grande partie d'anciens clients de « collecting societies ».

3. En général les *Guardians* ne tenaient compte que de la moitié du secours que les *paupers* recevaient des friendly societies à titre de *sick-pay*, ou ils leur donnaient la moitié du secours qui leur aurait été accordé si les *paupers* n'avaient eu aucune ressource. c'était un moyen de concilier les principes égalitaires de la Poor Law avec le désir d'encourager les friendly societies. Cette jurisprudence n'était pas sans avoir pour effet d'habituer les ouvriers qui en profitaient de considérer l'Assistance comme le complément naturel de leur salaire, une sorte d'indemnité à la charge du capital et de la Propriété. Les commissaires de 1874 concluaient à l'application rigoureuse des règlements et de la loi à l'encontre

des friendly societies impressionnait défavorablement l'opinion commune, dès lors, disposée à faire bon accueil aux idées interventionnistes.

Au mois de novembre 1878, le *Nineteenth Century* publiait un projet d'assurance publique signé du Rev. Blackley et destiné à défrayer la littérature et les discussions politiques. Aux termes de ce projet, tout le monde, entre 18 et 20 ans, devait épargner 2 shillings par semaine, jusqu'à ce que la somme mise de côté, se soit élevée à £ 10. Cette épargne aurait suffi à créer les moyens de fournir une allocation hebdomadaire de 8 shillings en temps de maladie, et une pension de 4 shillings par semaine, à partir de 70 ans. L'article suscita de nombreuses controverses. Le principal détracteur du Rev. Blackley était M. Stockall, le représentant des oddfellows au Parlement. En 1883, la question fut soumise à un *committee* de la Chambre des communes qui entendit l'auteur du projet et publia son rapport en 1887. Au dire des commissaires, les bases d'ordre mathématique du projet n'étaient pas à l'abri de toute critique. Les conditions qu'il supposait étaient démenties par l'observation positive ; tout le monde n'avait pas les moyens d'épargner la somme de £ 10, entre 18 et 21 ans. Vous ne pouvez tirer du sang d'une pierre dit un vieil adage anglais. A ce point de vue, les propositions du Rev. Blackley ne suppléaient pas aux prétendues insuffisances du système des friendly societies. Les deux grands facteurs de la pauvreté sont le chômage et la paresse : le projet ne remédiait ni à l'un ni à l'autre de ces maux. En ce qui touche la « sick insurance » les commissaires reconnaissaient que l'Etat n'avait pas à sa disposition de moyen qui lui permit de prévenir la fraude et le « malingering », tandis que les sociétés pouvaient éviter ces

dés avis émis par le *Registrar* et d'autres personnes autorisées. La question fut définitivement résolue par l'*out door relief Act*, de 1894.

conseils. Par contre, ils reconnaissaient que celles-ci ne réussissaient point à assurer à leurs membres une retraite. En 1832, l'unité de Manchester avait construit, pour la première fois, des tables de contributions à l'usage de ses membres désireux d'acquérir une pension, pour leurs vieux jours. En 1887, quatre seulement sur 600.000 membres en avaient profité. Aussi le *committee* n'était-il pas opposé à l'idée de faire de l'assurance publique contre la vieillesse une institution complémentaire des *friendly societies*. Mais il ne croyait pas le moment venu de faire l'expérience d'un système dont on pouvait appréhender les effets, au point du développement des habitudes d'initiative et de « *self help* » des particuliers.

Le rapport de 1887 n'apportait pas de solution définitive. Le mouvement en faveur des « *state pensions* » ne s'arrêta point. Un membre du Parlement, M. Booth, proposa de pensionner tout le monde en Angleterre et le pays de Galles à partir de 65 ans. La somme nécessaire, par an, eut été de £ 17.000.000 qu'on aurait obtenue au moyen de l'impôt sur le revenu. Ce projet avait un double inconvénient : il aggravait les charges publiques, au lieu de les alléger, et nécessitait une dépense excessive eu égard au petit nombre de ceux que la question intéressait, 4 0/0, environ, de la population, d'après les débats parlementaires. Un autre projet parut dans la *Leeds Mercury* du 9 nov. 1891, sous la signature de M. Fatkins. Le caractère propre à ce système était d'être une assurance municipale et volontaire. Toute personne de moins de 65 ans, aurait été libre de contribuer à une caisse de retraites, soit au moyen de versements hebdomadaires, mensuels ou annuels, soit en versant une somme entière une fois pour toutes. Le principal devait porter intérêt à 3 0/0 capitalisé par demi-année, sans que le montant des sommes capitalisées pût jamais dépasser un certain niveau au temps où le

souscripteur aurait atteint l'âge de 65 ans. A partir de cet âge, il aurait eu droit soit à une allocation maximum de 20 shillings par semaine, soit au retrait du principal avec les intérêts calculés à un taux inférieur à 3 0/0. Si ingénieux qu'il fût, le système ne comportait aucun avantage sensiblement différent de ceux offerts par les friendly societies. C'était d'ailleurs, un projet d'assurance volontaire et il n'y avait pas de raison pour que les paroisses réussissent mieux à déterminer les particuliers que les sociétés privées. Il existait une organisation de l'assurance publique contre la vieillesse en relation avec la Post-Office. Or, il n'apparaît pas que cette institution ait décidé beaucoup de personnes à s'assurer une retraite (1).

En 1891, la question des « states pensions » est à l'ordre du jour (2). Dans le numéro de février de la *National Review*, paraît un nouveau projet, signé de M. Chamberlain. D'après lui, tout ouvrier devait épargner la somme de £ 5 avant d'avoir atteint l'âge de 25 ans. De son côté l'Etat complétait le montant nécessaire à fournir une retraite en ajoutant £ 15. A partir de 25 ans, le souscripteur devait verser £ 1 par an jusqu'à 65 ans. Il avait alors droit à une pension hebdomadaire de 5 shillings. S'il s'agissait d'une femme, le dépôt constitué avant 25 ans était de £ 2 et la participation de l'Etat de £ 8 ; la pension à laquelle elle aurait eu droit à partir de 65 ans, eut été de 3 shillings par semaine. Les souscripteurs

1. De 1885 à 1891, 562 personnes seulement avaient contracté avec le *Post office* (Discours de M. Howard Vincent à la Chambre des Communes le 10 mars 1891).

2. Au mois d'avril, la chambre des Communes vote une motion de M. Howard Vincent, demandant au gouvernement de faire un rapport sur les avantages offerts par les Etats de l'Europe aux caisses de retraites ouvrières, sous forme d'assurance obligatoire, de garantie d'intérêt, de subvention, etc... Le gouvernement anglais adressa à ses divers représentants une circulaire à ce sujet et le rapport fut publié au mois de novembre de la même année.

pouvaient s'assurer une pension plus élevée en constituant une épargne plus considérable ; il y avait toutefois un maximum. Au cas où un assuré serait mort avant 65, il y aurait eu lieu à une certaine reversibilité sur la tête de la veuve. Le projet prétendait favoriser les friendly societies, en les subventionnant pour la moitié de la dépense nécessaire à assurer une pension de retraite aux membres âgés de plus de 50 ans. Les chefs d'entreprise pouvaient assurer leurs ouvriers aux conditions générales déterminées par le projet. Enfin, des tables spéciales permettaient à toute personne de se constituer, à tout âge, des droits à une pension de retraite, moyennant un seul versement global.

Le système de M. Chamberlain était critiquable à bien des égards. Les personnes désireuses de s'assurer une retraite pouvaient le faire à de meilleures conditions en contractant avec les friendly societies qu'en ayant recours au « state fund ». L'Unité de Manchester offrait une pension hebdomadaire de 5 shillings à 65 ans moyennant une souscription annuelle de 18 shillings 5 pence payée depuis l'âge de 25 ans. Les Foresters promettaient la même pension moyennant le paiement de 18 shilling 4 pence, par an, à partir de 20 ans. On pouvait obtenir des avantages analogues de la part d'autres sociétés qui, en cette matière, n'avaient pas recueilli plus d'adhésions que les plus grandes sociétés affiliées. En outre la participation du « state fund » aux finances des sociétés n'allait pas sans une certaine somme d'intervention qu'elles n'étaient pas prêtes à supporter patiemment. Cependant, M. Chamberlain, à la tête d'un *committee* parlementaire volontaire de soixante membres, s'efforçait de faire triompher sa proposition qui devint l'objet d'un bill introduit à la Chambre des Communes en 1892. Il ne paraît pas qu'il ait eu les

encouragements des classes ouvrières (1). Néanmoins la question fut jugée digne d'un examen approfondi, et, le 7 janvier 1893, elle était soumise à l'étude d'une commission royale composée de lords et de membres de la Chambre des Communes, sous la présidence d'honneur du prince de Galles, M. Chamberlain était du nombre ainsi que M. Booth et l'agent parlementaire des *oddfellows*, M. Stockall. La commission dite « *aged Poor commission* » tint 48 séances et entendit 69 témoins. Elle publia son rapport, l'année suivante. En raison des divergences d'opinions qui s'étaient produites entre ses membres, la commission avait fait suivre son rapport de plusieurs *memoranda* qui constituaient autant de rapports personnels. Parmi ces derniers se trouvait celui de M. Chamberlain qui demandait la nomination d'une nouvelle commission d'enquête.

Le rapport principal était tout à l'honneur des *friendly*

4. En mars 1892 le Comité exécutif de l'union des dockers déclarait qu'une pension de retraite dont une partie quelconque échappait au contrôle direct de ceux à qui on la paie ne devait être appuyée en aucune façon. « Nous sommes d'avis, disait-il, que c'est une tentative insidieuse de constituer une taxation inique sur les salaires ainsi qu'un moyen d'en épargner une portion considérable aux entrepreneurs. D'ailleurs les bienfaits résultant d'un pareil système sont si éloignés, la longévité moyenne des ouvriers si faible, leur mortalité si élevée, à raison de l'insuffisance des salaires et de l'insalubrité du milieu, que nous le considérons comme une atteinte à l'harmonie économique et comme une réduction des salaires destinée à soulager le capital et la propriété aux dépens de l'ouvrier déjà surtaxé et insuffisamment rémunéré ». L'année suivante, pendant que la Commission des *aged poor* tenaient ses séances, les délégations des *friendly societies* réunies en conférence votaient une motion de protestation contre toute intervention de l'Etat, jusqu'à ce que la question ait été examinée et décidée par toutes les *friendly societies*. Elles exprimaient l'opinion que les intérêts de leurs membres seraient sauvegardés aussi bien que possible, en s'opposant à toute subvention de l'Etat comme contraire au progrès individuel et à l'indépendance entretenue par leurs associations et qu'enfin aucun des plans soumis à leur appréciation ne résolvait la question de façon satisfaisante.

societies. Il constatait que depuis un demi-siècle, il y avait eu une diminution progressive du paupérisme. En 1849 le rapport des paupers recevant l'*indoor relief* à la population était de 7,7 00/0, quant à ceux qui recevaient l'*out door relief*, la proportion était de 55 00/0 : au total 62,7 00/0. En 1892 les chiffres correspondants étaient, en ce qui concerne les *indoor paupers*, de 6,4 00/0 et pour les *out door paupers* de 19,5 00/0 : au total 25,6 00/0. Dans moins de cinquante ans le nombre des personnes qui avaient recours au parochial relief était tombé de 1.088.659 à 744.757, tandis que la population n'avait cessé d'augmenter. Or c'était dans le même temps que les friendly societies avaient accompli leur évolution progressive. Les commissaires n'hésitaient pas à leur attribuer au moins une part des résultats constatés. « L'importance de l'œuvre des friendly societies, disaient-ils, considérées comme institution préventive du paupérisme est mise en lumière par la faible proportion dans laquelle leurs membres ont recours à l'assistance de la paroisse ». D'après les dépositions de M. Stead, secrétaire des Foresters, sur 526.000 membres pour l'Angleterre, 490 seulement, dans une période de cinq ans, avaient demandé des secours aux gardiens de la Poor Law ; ce n'était pas même 100 par an. Dans le pays de Galles la proportion était, pour la même période, de 8 pour 23.000. L'actuaire des oddfellows, M. Watson, apporta un témoignage aussi concluant : « Il y a, dit-il, fort peu d'exemples de personnes appartenant à une friendly society qui demandent des secours à la paroisse ». Cependant la très grande majorité des membres des sociétés avaient laissé inutilisées les tables de contributions applicables à l'assurance d'une pension de retraite. D'autre part les grands ordres affiliés, éclairés sur les conséquences d'une pratique aussi funeste que l'allocation d'une « sick pay » aux membres devenus

vieux, étaient arrivées à remonter le courant qui les eût entraînés à la faillite. Il semblait que ces faits ne fussent pas parfaitement conciliables avec les assertions précédentes. Mais, ainsi que l'observait M. Brabrook, devant la commission, « l'homme qui pratique la prévoyance dans un sens n'est pas un homme imprévoyant dans les autres sens du mot ; il veille à l'approche de la vieillesse comme à l'éventualité de la maladie et s'efforce d'y pourvoir, à l'occasion, indépendamment des friendly societies ».

En dehors de l'influence des sociétés le besoin d'une « state pension » était très limité. D'ailleurs, l'initiative laissée aux guardians de la Poor Law par l'act de 1834 avait fait une réalité du désir de M. Chamberlain : plus d'un demi-million de vieillards recevait des pensions prélevées sur les deniers publics. Quant au projet en lui-même, la commission résu-mait son opinion en ces termes : « Nous reconnaissons pleinement les nombreux avantages qui résulteraient d'un projet ayant pour but de stimuler la tendance commune à pourvoir aux besoins de la vieillesse et nous sommes particulièrement impressionnés de l'importance qu'il y aurait à encourager les habitudes d'économie parmi les jeunes, à enrayer les mariages prématurés et imprévoyants mais nous convenons que si le projet de M. Chamberlain était universellement adopté, il serait loin d'assurer les résultats souhaités. Nous ne pouvons ne pas voir qu'il risquerait fort de n'exercer aucun attrait sur les classes où sévissent le plus le manque d'économie et les mariages prématurés ; que, sauf quelques exceptions, ayant leur importance, notamment dans le cas de beaucoup de domestiques, ceux qui tireraient un bénéfice du projet seraient surtout des personnes parfaitement capables de se constituer une épargne indépendante ». Les commissaires proposaient, en concluant, de modifier la législation des friendly societies

de manière à neutraliser la concurrence des sociétés de mauvaise aloi, telles que les *collecting societies* et d'abolir les restrictions relatives à l'âge d'admission des membres. Ce fut l'objet des lois de 1895 et de 1896.

M. Chamberlain ne se tint pas pour battu (1). A raison des scissions qui s'étaient produites au sein de la commission, la proposition contenue dans le mémorandum de ce dernier fut prise en considération, et, le 6 juillet 1896, fut désignée une nouvelle commission, dite « Old age pensions committee » ayant à sa tête Lord Rothschild et, parmi ses membres, le chief registrar, M. Brabrook et l'actuaire des oddfellows M. Watson. Elle avait pour mission d'étudier les projets qui pouvaient lui être soumis, ayant pour objet d'encourager les populations industrielles à épargner en prévision de la vieillesse, soit à l'aide d'une participation financière de l'Etat, soit par tout autre moyen. Elle devait spécialement considérer les effets des systèmes proposés sur les finances publiques et le développement de la prévoyance et de l'économie des classes ouvrières, et étudier les moyens de s'assurer la coopération des friendly societies. La Commission déposa son rapport au mois de juin 1898. Elle se prononçait contre toute innovation.

Le caractère négatif des conclusions du rapport de 1898 fut, en quelque sorte, la consécration officielle du rôle économique des friendly societies. Des rapports envoyés au registrar, il résulte que cette année avait été pour elles une ère de

1. Pour vaincre les répugnances avouées des Friendly societies, M. Chamberlain était allé défendre, en personne ses idées, devant les délégations des sociétés réunies à Birmingham. Il semble que cette démarche ne resta pas sans effet car, en 1896, à l'*Annual moveable Committee* des Oddfellows tenu à Bristol, une proposition tendant à faire admettre la participation de l'Etat à la création d'une caisse de retraites pour les membres de l'Unité, fut votée par 290 voix contre 244.

prospérité grandissante. A leur tête l'Unité de Manchester se signalait par £ 10.000.000 de capital £ 1.207.024 de revenu, 925.110 membres. Venait ensuite l'ordre des *Foresters* avec un capital de £ 5.000.000 et 895.759 membres. L'Unité de Manchester comptait, à la fin de 1898, 17.993 membres de plus qu'en 1897, déduction faite des décès et des défections. Les *Foresters* avaient vu leur nombre s'augmenter de 10.378. Pour le grand *united order of oddfellows*, le nombre des membres s'était accru de 6.000 pour les *Rechabites* de 4.997, et pour les *Druids* (1) de 3.000. En additionnant d'une part le nombre des membres et, de l'autre, les capitaux des dix sociétés les plus importantes, on a une somme de 3.000.000 de membres et de £ 20.000.000 de capitaux. Or, le nombre des *friendly societies* enregistrées atteint aujourd'hui le chiffre de 8.191.

La législation nouvelle, l'expérience des sociétés, l'éducation de l'opinion, ont placé ces institutions dans les conditions les plus favorables à leur faire produire tous leurs effets. En ce qui concerne les secours qu'elles fournissent aux malades, leur œuvre ne saurait être assez appréciée. Elles ont fait plus que tout autre moyen de coercition pour vider les *workhouses*. La maladie, pour l'ouvrier, est un acheminement à la misère. C'est le désarroi jeté dans le foyer, le départ de la mère à la recherche du travail, la prise de contact avec la paroisse sous la forme d'un secours médical. On peut juger des services que rendent à ce point de vue, les *friendly societies* par quelques exemples des sommes que les sociétés les plus importantes ont eu à distribuer, à titre de *sick allowances* au cours de la dernière période annuelle.

1. Cet ordre compte 43.810 membres aux Etats-Unis et 816 membres en Allemagne.

L'Unité de Manchester	£ 695.789
The Loyal order of Ancient Shepherds. . . .	77.664
The Hearts of oak	215.719
The Grand United order of oddfellows. . . .	110.962
The National Independent order of odd- fellows.	35.204
The order of Druids.	38.198
The order of Rechabites	139.534
The National Deposit friendly society	10.619

D'après les calculs du docteur de Watt (1), la perte annuelle de salaires causée par la maladie se monte à £ 13.000.000. Si l'on songe que les sociétés citées plus haut, à elles seules, distribuent, par an, £ 1.323.589 à titre de *sick allowance*, il est permis de supposer que 8.191 sociétés, sans compter le petit nombre de celles qui ne sont pas enregistrées, peuvent contribuer, dans une large mesure à amortir une perte sèche aussi considérable.

Les dépenses des sociétés provenant des assurances sur la vie ou *funeral claims* sont beaucoup moins élevées que les précédentes, ainsi que l'attestent les chiffres suivants :

Unité de Manchester	£ 142.224
Ancient order of Shepherds	18.072
Grand United order of oddfellows	51.391
Druids	10.949
Order of Rechabites.	15.152

Il est probable qu'en ce qui concerne ces sociétés d'ailleurs éprouvées, le rapport des *funeral claims* aux *sick payments* ne grandira pas sensiblement.

Quant à la question des retraites, de grands progrès ont été accomplis ; la plupart des sociétés possèdent des tables spéciales à l'usage de leurs membres désireux de s'assurer une re-

1. *Baernreither English association of working men* (p. 138).

traite pour leurs vieux jours. Si l'habitude n'en est pas universellement répandue parmi les ouvriers, il n'appartient pas à la prévoyance ouvrière d'y porter remède. Le devoir individuel, à quelque point de vue qu'on se place, n'est point tant la préparation d'une vieillesse confortable que l'exercice et le développement normal des facultés personnelles. On conçoit, par exemple, que l'ouvrier jeune consacre, de préférence, ses moyens disponibles à fonder une famille. Ce droit naturel, s'il en fut, n'exclut pas la formation d'une réserve en prévision de la vieillesse, mais le taux des salaires ne permet pas d'y pourvoir concurremment. Il serait désirable, tant au point de vue de la moralité qu'à celui de la prospérité économique d'un peuple, que tout ouvrier gagnât assez pour subvenir à ses besoins présents et à venir, indépendamment de l'assistance administrative. Ce résultat ne peut être atteint par l'Etat, du moins, directement. Il faut l'attendre d'un relèvement général auquel les friendly societies auront puissamment coopéré (1).

On a souvent mis en doute l'influence positive et la prospérité des friendly societies; en répétant que, dans bien des cas, les vérifications quinquennales accusent un état d'insolvabilité. Il serait étrange qu'il en fut autrement, alors que la formation des contrats remonte à une époque où toute base scientifique faisait défaut. Tant à raison de l'élasticité des relations juridi-

1. Si la masse des ouvriers anglais a été affranchie de la misère à laquelle le régime de l'Assistance les vouait, c'est aux friendly societies que l'Angleterre en est redevable. Elles ont été secondées par la réforme de 1834; mais quels eussent été, sans elles, les résultats de cette réforme? Elles ont profité de la hausse des salaires qui a été la conquête des Trade Unions; elles ont pu accumuler une plus grande somme d'épargnes grâce aux effets des coopératives; mais à quel degré d'extension eussent atteint ces divers groupes d'associations, si les voies ne leur avaient été frayées par le mouvement précurseur des friendly societies.

ques qui les constituent que des progrès accomplis par les sociétés, les expressions d'insolvabilité de « *rotteness* » parfois employées, pour caractériser leur condition générale, sont absolument inadmissibles « Des friendly societies, dit M. Bralrook (1), on peut dire qu'il n'y a pas de sociétés dont les bénéfices soient d'une importance plus grande pour leurs membres, qu'il n'y en a pas qui soient administrées avec plus de droiture, et peu avec autant de succès ».

Rôle politique et social des friendly societies.

Les friendly societies ont initié l'ouvrier aux questions d'organisation collective et d'administration financière. Elles ont canalisé les préoccupations politiques des masses ou des voies où leur activité pouvait s'exercer sans danger pour l'ordre public. Elles ont, dans quelque mesure, détourné les passions populaires des discussions qui absorbent et stérilisent l'énergie des petits sans profit pour aucune classe de la société. Elles ont été l'école du citoyen.

Le citoyen doit s'intéresser à la chose publique ; mais il ne suffit pas qu'il s'y intéresse, il doit posséder certaines notions pratique de droit, savoir réfléchir et penser juste. Toute erreur, dans quelque cerveau qu'elle naisse, a une influence positive, si minime qu'elle puisse être, sur le gouvernement d'un pays. L'intérêt que prend un citoyen aux affaires de l'Etat, s'il n'a aucune compétence politique, ne peut être qu'une source de désordre et la corruption électorale est un mal moindre. Le citoyen doit être apte aux saines délibérations et familiarisé avec les questions de bien public. Il faut, en outre qu'il possède certaines vertus passives : telles que

1. Tidd Pratt's law.

l'obéissance aux lois, le respect de l'autorité, l'esprit hiérarchique. A ces divers points de vue les friendly societies ont puissamment contribué à l'éducation civique de l'ouvrier anglais.

A ne considérer que la constitution des ordres affiliés, on ne peut que comprendre l'influence que des institutions de cette nature exercent sur le caractère des classes ouvrières. Chaque unité de système est dirigée par un corps élu. L'administration des branches appartient à un conseil nommé par les membres à des assemblées qui ont lieu, deux fois par mois dans les villes, une fois, dans les campagnes. Ce conseil est secondé par un secrétaire permanent auquel peut être adjoint un secrétaire électif. La gestion des affaires du district est confiée à des fonctionnaires élus par les représentants des branches qui se réunissent, au moins, deux fois l'an. Le secrétaire du district est choisi parmi les secrétaires les plus expérimentés des branches. Le conseil du district est aussi un tribunal d'appel des causes jugées en première instance par le conseil de la loge, et, au cas de contestation soit entre deux loges, soit entre les membres et les fonctionnaires d'une même loge, c'est lui qui désigne le comité qui sera appelé à statuer. Le corps central des directeurs qui domine l'ensemble est encore un corps élu par une assemblée générale annuelle des représentants des districts encore composé d'un président, d'un vice-président, du secrétaire général, du dernier président et de six à neuf directeurs. Il constitue, en même temps que le pouvoir exécutif, une cour suprême d'appel. L'assemblée qui les nomme, vote les statuts généraux et fixe les contributions extraordinaires; tant au point de vue des attributions qu'à celui de l'organisation intérieure, on a pu la comparer, à juste titre, à un petit parlement.

Les friendly societies imitent l'organisation de l'Etat. Elles ont un corps électoral, un régime représentatif, un pouvoir

législatif et un pouvoir exécutif, un système judiciaire propre. Elles ont un budget, des contributions dont la nature n'est pas sensiblement différente de celle des impôts, une administration, des organes délibérants, des organes de décision. Et cette organisation est animée par la conscience et la volonté des membres qui en sont les parties intégrantes. Quoi de plus naturel s'ils y acquièrent les qualités que l'Etat exige des citoyens et s'ils apportent dans la discussion des affaires politiques la compétence et le zèle que l'expérience des sociétés leur a donnés. A cet égard, le rôle des friendly societies n'est pas le moins appréciable. Quand, dans un pays la direction du pouvoir appartient au peuple, tout dépend de ses facultés politiques.

La manifestation la plus intéressante des qualités d'organisation et d'initiative politique que les membres des friendly societies ont montrées est peut-être l'institution des conférences annuelles. L'histoire nous offre des exemples fréquents d'assemblées dans lesquelles les délégués des principales sociétés discutaient les mesures d'intérêt commun. Elles se formaient habituellement en même temps que le Parlement se décidait à introduire de nouvelles dispositions dans la loi qui les concernait. Depuis 1875 les friendly societies ont absorbé une grande part de l'activité parlementaire ; il ne s'est passé guère d'année sans qu'il fût question de perfectionner leur régime et sans qu'on vît, par suite, se produire des conférences où s'élaborait le vœu des sociétés que leurs agents parlementaires portaient ensuite à la connaissance des Chambres et du gouvernement. Le 29 mars 1893 une conférence organisée par un groupe de neuf sociétés représentant à elles seules plus de 2.000.000 de membres et £ 17.000.000 de capital, décide de se réunir annuellement et nomme un *committee* chargé de la défense des intérêts des sociétés et

de l'étude des questions à l'ordre du jour. Ce *committee* se réunit deux fois par an et fixe la date de la conférence suivante. Considérées dans leurs conférences annuelles les friendly societies peuvent être regardées comme l'auxiliaire du législateur. En tout ce qui les intéressait, les votes du Parlement ont été guidés et éclairés par les résolutions passées au sein de leurs conférences. Grâce à cet organe commun, les sociétés ont obtenu gain de cause, sur la plupart des points qui ont fait l'objet des débats parlementaires depuis 1875 (1).

Les conférences ont établies entre les pouvoirs constitués et les friendly societies des relations qui paraissent être les meilleures conditions d'entente et de conciliation. Mais elles ont été aussi l'occasion de hautes initiations et une source d'instruction pour l'ensemble des sociétés et du monde ouvrier qui les suivaient et en recueillaient les fruits. Elles ont mis en contact deux forces généralement hostiles l'une à l'autre : le peuple et l'autorité, celui qui a la jouissance et celui qui a l'exercice de la souveraineté, le pupille et le tuteur. Ce contact a dissipé la défiance primitive des sociétés à l'égard des représentants de l'Etat et les a préparées aux dispositions les plus bienveillantes. La conception de l'Etat semble s'être modifiée dans l'esprit des classes ouvrières et reposer désormais sur des notions plus réfléchies et plus scientifiques. Il y a vingt-cinq ans à peine, les partisans des friendly societies préconisaient un minimum de législation et invoquaient volontiers les principes de Bastiat lui-même. En 1895, on voit une conférence de friendly societies voter une motion tendant à obtenir du législateur que l'enregistrement des sociétés soit

1. Elles n'ont subi qu'un échec grave ; c'est en ce qui concerne la clause de *contracting out* de l'*employer's liability act*. Malgré l'opposition manifestée par les sociétés dès 1885 et la lutte soutenue, en 1897, par leurs agents parlementaires, l'article passa.

rendu obligatoire. A cette même conférence, la délégation de l'Unité de Manchester propose d'introduire dans la loi une disposition conférant au registrar le droit de contraindre, s'il y a lieu, les sociétés à augmenter leurs contributions ou à réduire le taux de leurs allocations, et imposant aux sociétés l'obligation de n'user, passé deux ans à partir de la mise en vigueur de l'amendement, que de tables dûment certifiées par un membre de la société des actuaires, sous peine d'une amende de £ 25 par mois de retard. Il est permis de croire que la formule de principes aussi rigoureux n'aurait pas été fournie par les sociétés elles-mêmes, si l'expérience et la connaissance des choses de l'Etat ne leur avaient montré qu'à la période de liberté correspondaient les faillites et les déprédations et que la période d'intervention avaient été suivies des effets les plus heureux et les plus féconds. Tout homme mêlé aux affaires des friendly societies, qu'il soit fonctionnaire ou membre, acquiert nécessairement la conscience de son rôle dans l'Etat et la notion du rôle de l'Etat ; et, loin de le considérer, à l'instar des peuplades grossières, comme un fléau, il y voit la source de la vie sociale, de l'organisation et du progrès.

Les friendly societies, telles que les ordres affiliés présentent une série de stades, par lesquels l'homme et le citoyen s'élèvent d'échelon en échelon jusqu'à cette dignité particulière qui était, dans l'antiquité, le fond de la qualité d'homme libre, et que leur donne le sentiment de leur indépendance économique. Elles constituent un des modes d'organisation de ce mouvement ascensionnel et, pour ainsi dire, de ce phénomène de capillarité sociale, grâce auquel les classes supérieures se renouvellent au moyen d'éléments puisés au-dessous d'elles et qui semble être la condition de la conservation des Etats. Elles règlent le progrès des masses dans un pays

où subsistent encore quelques vestiges du régime des castes ; elles ôtent à celles-ci leur rigidité funeste, sans nuire aux éléments de paix et de protection sociale que la hiérarchie des classes légitimes consacre.

L'épargne, la prévoyance ont pour effet de procurer à l'ouvrier qui, par destination, vit au jour le jour, la certitude d'être à l'abri de l'indigence, dans la maladie, le chômage, et de ne pas abandonner, en mourant, les siens à la misère. Le but à atteindre est l'indépendance budgétaire individuelle. Tout est là ; c'est le cœur même des questions sociales.

La liberté n'a de prix qu'autant qu'elle est effective et ce ne sont pas de pures formules juridiques qui l'engendrent, mais les conditions matérielles de l'existence qui la constituent. Là où l'homme est condamné à l'indigence, il n'y a généralement ni vertus domestiques, ni courage civique, ni moralité, ni liberté, ni droits. Le droit est une arme qui ne peut être soulevée par une main débile et représente aux yeux des faibles l'instrument des pires injustices. Pour manier les moyens légitimes que l'organisation juridique des sociétés met à la disposition des hommes il faut être fort et en avoir conscience. Les friendly societies sont la force de l'ouvrier. Elles ont sauvé le plus puissant ressort de son activité : la confiance en l'avenir. Elles ont assuré les conditions les plus favorables à ses progrès budgétaires : la garantie du lendemain, la continuité du revenu. Elles ont converti son travail en capital au sens étroit ; elles en ont fait un capitaliste.

Females societies. — Parmi les questions sociales qu'on a l'habitude de traiter du point de vue d'une liberté et d'une égalité de principe se place l'émancipation des femmes. Quelque opinion qu'on professe à cet égard, il est également vrai qu'une solution égalitaire expose la femme aux risques

inhérents à la responsabilité des moyens d'existence et à certains maux inévitables, toutes les fois qu'on substitue un règlement identique pour tous à un régime fondé sur des considérations d'ordre et de proportion. Or, il y a, en Angleterre, le pays de Galles et l'Ecosse, plus de 4.500.000 femmes employées dans l'industrie et parmi les domestiques. On conçoit dès lors l'intérêt que présentent des *friendly societies* adaptées aux besoins spéciaux de la femme. Aussi bien existe-t-il des sociétés exclusivement composées de femmes. Il faudrait pourtant se garder d'exagérer l'utilité des *female societies*. La femme mariée peut jouir de tous les avantages de la mutualité grâce aux souscriptions de son mari. Les *friendly societies* de femmes n'intéressent en soi que les célibataires.

S'il faut en croire un ouvrage datant d'il y a un siècle « *the state of the poor* » par Eden, les *female societies* auraient été autrefois très nombreuses. Elles ont periclyté sous l'influence de causes diverses : l'ignorance des bases statistiques des sociétés, la prodigalité, l'incapacité juridique de la femme. Il existe encore aux environs de Nottingham un local *women's club* qui remonte à une date fort ancienne. En 1885, le Rev. Wilkinson posa la première pierre d'un ordre affilié exclusivement composé de femmes « *the united sisters friendly society* ». Cet ordre fit de rapides progrès. Il possédait, en 1893, 26 branches et 12.000 membres. On peut citer encore la « *women's church of England temperance benefit society* » et une « *oxford working women's society* ».

Les raisons qui ont déterminé les femmes à s'associer indépendamment des *male societies*, ne paraissent pas procéder d'aucun préjugé d'émancipation féminine, mais bien plutôt de l'idée de ne pas partager la responsabilité des erreurs commises à l'origine de l'institution et dont les conséquences pèsent encore sur le budget des sociétés.

Cependant les grands ordres affiliés depuis 1897, ont ouvert leurs portes aux femmes. Ils se doublent en quelque sorte de females branches dont ils assument l'administration financière ; et les anciens Shephers de l'Unité d'Ashton sont allés jusqu'à admettre le principe des loges mixtes.

CONCLUSION

LES FRIENDLY SOCIETIES ET L'ENFANCE

Il existe, en Angleterre, un livre à l'usage de l'enfance des écoles, dont un chapitre résume en termes d'une simplicité singulière, sinon charmante, la matière des friendly societies. C'est un livre de lecture intitulé « The citizen reader » de M. H. O. Arnold Forster et précédé d'une préface de M. W. E. Forster, membre du Parlement, ex-vice-président du comité du conseil de l'éducation. L'ouvrage est à sa 290^e édition ; la première remonte à 1885. L'auteur y traite moins des friendly societies que de l'épargne, en général, de cette qualité que les Anglais appellent « thrift » et que nous rendons assez mal par « économie » ; mais il semble que les observations qui y sont présentées ne puisse avoir d'autre raison d'être que l'exemple donné par les friendly societies. Si elles n'impliquent une vue directement relative aux institutions de mutualité, du moins est-il certain qu'elles s'y appliquent exactement.

Le chapitre a pour titre « Thrift » et porte en épigraphe « a penny saved is a penny gained ». Il se divise en paragraphes dont les rubriques nous renseignent suffisamment par elles-mêmes sur la portée des considérations qu'ils renferment. Telles sont les suivantes :

« Tout le monde doit épargner » — « Pourquoi ? — »,
« Épargner en prévision de la vieillesse ».

« Épargner pour secourir les autres (« Save to help others ») ce paragraphe est entièrement applicable au rôle des friendly societies dans la sphère des intérêts domestiques. « Il y a peu d'hommes et peu de femmes, y est-il dit, qui n'ont à penser qu'à eux seuls. Les maris doivent pourvoir aux besoins de leurs femmes, les femmes doivent aider leurs maris, les parents doivent venir en aide à leurs enfants et en prendre soin. Et par conséquent, si la maladie ou un accident atteint un membre de la famille, il est généralement certain qu'il aura à subir la perte aussi bien que celui qui souffre et qui ne pourra la subir lui-même sans perte ni peine à moins qu'un peu d'argent ait été épargné.

« Un homme peut être un bon ouvrier et n'être jamais paresseux ni malade, cependant, si sa femme ou son enfant est malade, il aura à dépenser de l'argent pour les soulager, et, précisément autant qu'il aurait lui-même à le faire, s'il était lui-même malade ».

Le paragraphe suivant se rapporte au rôle exercé par les friendly societies, au point de vue économique. Il a pour titre « Épargner pour éviter le workhouse ». « Enfin, dit l'auteur, supposons qu'un homme ou une femme n'épargne pas, mais viennent les temps durs, que le malheur, que la vieillesse arrivé, il est incapable de rien gagner qui puisse subvenir à son existence et il est ainsi forcé d'aller au workhouse ou d'accepter les secours des autres. Alors, nous allons voir qu'une grande injustice a lieu. Car, sans doute, le workhouse, n'est pas entretenu pour rien et le secours qui est donné par la paroisse est payé par quelqu'un ; or, ce quelqu'un c'est, en réalité, le pays qui paye les impôts ». Sous le titre de « une raison de plus pour épargner » on lit ce qui suit : « Non seu-

lement l'épargne et l'économie sont choses très importantes pour l'homme et la femme en particulier, mais c'est d'une grande utilité pour le pays en général, que tous les citoyens soient économes et épargnent ».

Suivent d'autres paragraphes tels que « Comment épargner », « Les caisses d'épargne », « The Post office Bank », « Take care of the pence », « Ce que les pennies peuvent faire ». Ici des observations remarquables de clarté sur la question de la *superannuation* et de l'assurance sur la vie. « C'est étonnant ce qu'on peut faire en épargnant de petites sommes régulièrement. Un des modes les plus utiles de l'épargne est de mettre de l'argent de côté quand on est jeune pour acheter ce qu'on appelle une pension, c'est-à-dire le paiement hebdomadaire régulier qu'on reçoit quand on est devenu vieux ou quand on tombe malade. Par exemple, si un jeune homme à l'âge de 19 ans, place 8 d. par semaine ou seulement un peu plus qu'un penny par jour, il peut être sûr de recevoir, quand il aura atteint 60 ans, une pension de 5 sh. par semaine et ainsi, quoi qu'il arrive, il peut être sûr qu'il ne sera jamais sans soutien, dans la vieillesse. De la même façon, en épargnant de petites sommes, quand vous êtes jeunes, vous pouvez vous assurer sur la vie, c'est-à-dire vous pouvez être sûr qu'à votre mort, une somme entière sera payée à votre famille. De cette façon, un homme qui est assuré sur la vie peut être certain que, quand il mourra, il ne laissera pas sa femme dans le dénuement. C'est une terrible chose pour un homme de sentir que le confort et la prospérité de ceux qui lui sont le plus cher ne dépendent que de son existence et que dans le cas de sa mort, ils ont la pauvreté et la misère en perspective ». L'auteur est ainsi amené à parler des friendly societies dans un paragraphe ayant pour titre « Clubs and friendly societies ». Il recommande spécialement l'ordre des *foresters* et celui

des oddfellows. « Ce sont d'excellentes institutions, ajoute-t-il, non seulement parce qu'elles procurent les moyens de secourir ceux qui sont malades et incapables de travailler, mais parce qu'elles encouragent le peuple à l'économie et à l'épargne ».

La péroration, si l'on peut dire, de ce chapitre est une sorte d'appel à l'enfance : « Il n'est jamais trop tôt pour commencer à épargner. Souvenez-vous en, pendant que vous êtes jeune et si vous êtes sages, vous commencerez de suite à mettre de l'argent de côté. Car un penny d'épargné est non seulement un penny de gagné, mais il devient avant longtemps, un penny et demi et si vous attendez suffisamment 2 pence. L'argent qui est mis sagement de côté n'est jamais paresseux (idle), non seulement il augmente de jour en jour et d'année en année, mais chaque jour il aide à relever le moral de la personne qui a épargné et à l'affranchir de l'inquiétude et de la crainte d'être laissé dans le besoin et la misère ».

La meilleure thèse à faire eût été peut-être de reproduire ce chapitre d'un livre scolaire anglais à l'usage des intelligences de 13 et 14 ans. Tous les aspects de l'institution y sont envisagés et analysés en ce qu'elle a de plus vivace et de plus durable, c'est-à-dire, au point de vue de ses effets moraux et de son action sur la volonté individuelle. Un tel livre montre l'importance que les questions d'assurances ouvrières ont acquises en Angleterre et qu'elles ne doivent qu'au développement des friendly societies. C'est, d'autre part, avec des moyens de cette nature, qu'on arrive à seconder l'influence d'une institution, même au sein de populations ingrates. Si la loi ne peut rien sans les mœurs, il faut convenir qu'en plaçant sous les yeux de l'enfant les pages du « citizen reader » on peut modifier et perfectionner les mœurs. Il y a en réalité, un législa-

teur puissant, celui qu'invoquaient Lycurgue et Platon : l'Education ; car il imprime ses lois dans la seule matière où elles risquent le moins de s'effacer, dans le cœur des hommes.

VU :

Le président de la thèse.

RAOUL JAY.

VU :

Le Doyen de la Faculté,

GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

- Friendly societies acts*, de 1875, 1887, 1895 et 1896.
Rapports de la Commission royale d'enquête, 1870-1874.
Parliamentary Debates de Hansard, de 1870 à 1897.
Rapport du Chief Registrar pour 1896, (1897).
Rapport de la Commission de l'Assurance Nationale, (1887).
Rapport de la Commission « of Aged Poor », (1894).
Rapport de la Commission « on oldage pensions », (1898).
Friendly societies movement, (1891), par le rev. Wilkinson.
Mutual Thrift, (1892), du même.
Insurance Cyclopædia, de Walford, (1878), tome IV.
Tidd Pratt's law, ou the law of Friendly societies, par E. William Brabrook (1897).
Guide Book of the Friendly societies registry office, (1899).
Quarterly Magazine of the Independent order of oddfellows of the Manchester Unity, de 1870 à 1897.

